



FICHE ÉCONOMIQUE: LE MERCOSUR (1990-2006)
(Mise à jour de la fiche économique rédigée par Alessandra de Lima Neves,
diffusée sur le site du GRIC en 1999)

Éric Jasmin et Sylvain Zini

Avril 2006



Université du Québec à Montréal
Pavillon Hubert-Aquin, Local A-1560
1255 rue St-Denis
Montréal (Québec) H2X 3R9
Tel : (514) 987 3000 # 3910
www.ceim.uqam.ca

	1
INTRODUCTION	4
LES ORIGINES	5
LES DISPOSITIONS DU TRAITE D'ASUNCION	7
LA STRUCTURE DU MERCOSUR	10
LES DEVELOPPEMENTS RECENTS : DU SUCCES...	11
Graphique 1 : Part du commerce intra-zone des importations et les exportations totales des pays du MERCOSUR	12
...A LA CRISE	13
LE MERCOSUR ET LE RETOUR DES BEAUX DISCOURS	14
LINEAMENTS DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE	16
LES CONTRADICTIONS ENTRAVANT L'INTEGRATION : LE MERCOSUR AU BORD DE LA DISLOCATION ?	18
Graphique 2 : Répartitions des exportations du MERCOSUR (millions de dollars US)	21
Graphique 3 : Répartition des importations du MERCOSUR (millions de dollars US)	21
ANNEXE 1 : LE MERCOSUR ET SES PARTENAIRES	24
ALÉNA	24
Union européenne	25
Membres associés	27
Chili	27
Communauté andine	28
Bolivie	28
Pérou	29
Venezuela	29
Communauté Andine en tant que tel et Colombie + Équateur	29
Communauté Sud-américaine des Nations (CSN)	30
Autres pays ou régions	31
Inde	31
Union douanière sud-africaine	31
Pays Arabes	32

ANNEXE 2. SITES INTERNET UTILES	39
ANNEXE 3. BIBLIOGRAPHIE SUR LE MERCOSUR	42
ANNEXE 4. STATISTIQUES	51
Tableau 1 : Origine du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)	51
Graphique 4 : Origine du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)	51
Graphiques 5 et 6 : Origine du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR	52
Tableau 2 : Destination du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)	53
Graphique 7 : Destination du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)	53
Graphiques 8 et 9 : Destination du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR	54
Graphiques 10 et 11 : Répartition des exportations totales de la zone	54
Graphiques 12 et 13 : Répartition des exportations « Extra-zone » des pays du MERCOSUR	55
Graphiques 14 et 15 : Répartition des importations totales de la zone	55
Graphiques 16 et 17 : Répartition des importations « Extra-zone » des pays de l'ALENA	56
Graphique 18 : Commerce extérieur et solde commercial du MERCOSUR (millions de dollars)	57
Graphique 19 : Répartitions des exportations du MERCOSUR (millions de dollars US)	58
Graphique 20 : Répartition des importations du MERCOSUR (millions de dollars E.U.)	59
Graphique 21 : Balance commerciale du MERCOSUR à l'égard de certains pays ou blocs régionaux (millions de dollars)	60
Graphique 22 : Flux d'investissements directs de l'étranger en direction des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)	61
Graphique 23 : Flux d'investissements directs à l'étranger en provenance des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)	62
Graphique 24 : Stocks d'investissements directs de l'étranger en direction des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)	63
Graphique 25 : Flux d'investissements directs à l'étranger en provenance des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)	64
Tableau 3 : Répartition des IDE entrants pour certains pays du MERCOSUR	65
Graphique 26 : Taux de croissance du PIB réel des pays membres du MERCOSUR	66
Graphique 27. Conjonction des cycles. Le cas du Brésil et du Paraguay : taux de croissance du PIB	67

Graphique 28 : Conjonction des cycles. Le cas de l'Argentine et de l'Uruguay : taux de croissance du PIB	68
Graphique 29. Évolution du PIB réel des pays du MERCOSUR, milliards de dollars US	69
Graphique 30 : Variation du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) en dollars US	69
Graphique 31. Taux d'inflation des pays du MERCOSUR	70
Graphique 32 : Ratio du service de la dette sur les exportations pour les pays du MERCOSUR (%)	70
Graphique 33 : Dette à long terme de l'Argentine, milliards de dollars	71
Graphique 34 : Dette à long terme du Brésil, milliards de dollars	72
Graphique 35 : Dette à long terme du Paraguay, milliards de dollars	72
Graphique 36 : Dette à long terme de l'Uruguay, milliards de dollars	73

Introduction

Le processus d'intégration qui a mené à la création du Marché Commun du Sud (MERCOSUR en espagnol ou MERCOSUL en portugais) est le résultat des négociations initiales entre le Brésil et l'Argentine visant une plus grande coopération politique et économique. Le défi était énorme en raison de l'absence d'échanges économiques importants. Le fait que le MERCOSUR soit devenu, en très peu de temps, le bloc économique le plus important de l'Amérique latine est imputable à un important effort politique consenti et à l'élaboration d'un calendrier de libéralisation fort ambitieux. En effet, l'accord fondateur du MERCOSUR, le Traité d'Asunción, que nous examinerons plus en détail dans les pages suivantes, fixait l'objectif de créer une zone de libre-échange devant conduire à une union douanière en quatre ans. L'échéance venue, les quatre pays membres devaient adopter un tarif extérieur commun (TEC) qui, au départ, n'impliquerait pas l'ensemble des produits, certains faisant partie d'une liste d'exceptions. L'intégration économique visait aussi, au-delà de la libéralisation du commerce des biens et services, la libre circulation des facteurs de production, l'harmonisation des normes juridiques et institutionnelles, ainsi que la coordination des politiques macroéconomiques et sectorielles. Le projet MERCOSUR ne découlait pas de la nouvelle vision compétitive de l'intégration à l'économie mondiale qui s'était développée en Amérique latine depuis les années 1980. Il reprenait, en l'adaptant, la vision et les ambitions communautaires des premiers modèles d'intégration, comme l'ALALE (Association latino-américaine de libre-échange) et de l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration)¹, tirant eux-mêmes leur inspiration du traité de Rome de 1957. De plus, cet accord est très rapidement apparu comme une voie d'intégration suffisamment crédible pour amener les États-Unis à apporter leur soutien.

Toutefois, le soutien politique nécessaire a fléchi au moment où les crises financières internationales ont affecté les pays de la région. Cela a contribué à accentuer les divergences entre les quatre partenaires commerciaux. Entre 1999 à 2002, la crise du MERCOSUR a atteint son paroxysme. Le processus d'intégration a alors été suspendu. Cependant, les démarches des gouvernements en place depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Luis Inacio Lula Da Silva au Brésil en 2003 pourront peut-être redresser la situation. En 2005, le MERCOSUR regroupe environ 220 millions d'habitants, soit 44% de la population de l'Amérique latine, 59 % de son territoire et 54 % du son PIB². Il est le sixième marché au monde après l'ALENA, l'Union européenne (UE), l'ASEAN et le Japon et la Chine³.

¹ Ce sont ces structures particulières qui font d'ailleurs dire à de Almeida qu'il s'agit là d'un "hybride conceptuel" (Paulo R. de Almeida "Presentacion", dans José Angelo Faria, *O MERCOSUL : Principios, Finalidade e Alacance do Tratado de Asusunção*, Ministerion das relações Exteriores, Brasília, 1993. p. ix). Il ne s'agit pas d'un simple accord commercial, doté de structures dites souples comme dans le cas de l'ALENA, puisqu'on y retrouve également, entre autres, une assemblée parlementaire, des conseils économiques et sociaux et des groupes de travail (dix). Les influences sont nombreuses. Si le Traité de Rome a été une source d'inspiration importante sur le plan institutionnel, les signataires du traité d'Asunción se sont aussi inspirés du GATT, et même de la Convention de 1944 créant le BENELUX et du Protocole de La Haye de 1947.

² <http://www.mercosul.gov.br/textos/default.asp?Key=71>

³ <http://MERCOSUR.org.uy>

Les origines

C'est le 26 mars 1991 que fut signé le traité d'Asunción⁴ au Paraguay qui devait engager l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay dans la voie d'un marché commun au terme d'une période de transition se terminant le 31 décembre 1994. Le 17 décembre 1994, le protocole d'Ouro Preto (Brésil), complétait le projet et dotait le MERCOSUR/MERCOSUL d'une personnalité juridique internationale.

Cependant, avant d'examiner le contenu du Traité d'Asunción, il faut rappeler trois choses : *premièrement*, que ce sont les pays du Cône Sud qui ont été à l'origine de la création de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE); *deuxièmement*, qu'un premier accord de coopération économique fut conclu, en avril 1969 à Brasília, avec la signature du *Traité du bassin de La Plata*, traité par lequel les pays riverains entendaient exploiter en commun cet important cours d'eau et promouvoir l'installation d'industries sur ses berges; *troisièmement*, qu'une Entente de coopération économique (*Convenio Argentina-Uruguay de Cooperación Económica*), connue sous le nom de Pacte économique de coopération (PEC), avait été signée en août 1974 par l'Argentine et l'Uruguay. Par ailleurs, même s'ils étaient prêts à collaborer entre eux, l'Argentine et le Brésil restaient toujours très réticents à s'engager dans une forme de coopération économique avancée. La rivalité historique entre ces deux pays pour le leadership régional et la présence de gouvernements militaires pendant de longues années n'avaient fait que renforcer cette réticence. L'arrivée au pouvoir de gouvernements civils, en 1983⁵ en Argentine et en 1985⁶ au Brésil, allait modifier cette situation et rapprocher deux pays que la proximité géographique, le commerce bilatéral et la complémentarité économique ne pouvaient qu'inciter à coopérer.

Un premier geste fut posé avec la *Déclaration d'Iguaçu*, signée par les gouvernements de ces deux pays, le 30 novembre 1985. Cette déclaration soulignait, entre autres, l'importance qu'ils attachaient aux processus de démocratisation en cours, la nécessité d'unir leurs efforts pour défendre des intérêts communs dans les forums internationaux et, finalement, la nécessité d'intégrer leurs ressources économiques pour faire face à la nouvelle conjoncture internationale. Une Commission mixte (*Comisión Mixta de Alto Nivel*) constituée de représentants des secteurs public et privé des deux pays, fut alors mise sur pied.

Quelques mois plus tard, en juillet 1986, le Brésil et l'Argentine signaient le Programme d'Intégration et de Coopération Économique (*Pacto de Integración y de Cooperación Económica Argentina-Brasil*, PICAB, ou *Acta para la Integración Argentino-Brasileña*), qui prévoyait l'ouverture graduelle et sectorielle des deux marchés nationaux, la recherche d'une plus grande complémentarité dans certains secteurs de production et une

⁴ <http://www.MERCOSUR.org.uy/pagina1esp.htm>

⁵ Raúl Alfonsín a été élu président de la République Argentine le 13 décembre 1983, succédant ainsi à la Junte composée du Général Jorge Rafael Videla, de l'Amiral Emilio Massera et du Général Orlando Ramón Agosti

⁶ C'est le 15 janvier 1985 qu'est nommé par le Congrès le premier président civil Brésilien, Tancredo Neves. Son décès avant l'investiture donna le pouvoir à son vice-président, José Sarney, lui aussi civil, mais plus proche des militaires.

coopération dans les domaines du transport, des communications et de l'énergie. Ce programme, qui s'inscrivait dans le cadre juridique de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), devait être mis en place de manière graduelle, flexible et équilibrée. Il plaçait la production industrielle au centre du processus d'intégration envisagé par les deux pays. Mentionnons aussi que cette intégration devait opérer principalement et presque exclusivement à travers les instances gouvernementales. La signature de ce programme a été suivie par celle de 24 protocoles sectoriels entre 1986 et 1988, le plus important d'entre eux, le protocole 1, prévoyait la libéralisation du commerce d'environ 50 % des biens produits dans les deux pays.

Plusieurs ententes furent par la suite signées entre l'Argentine et le Brésil, et les échanges connurent un certain essor accompagné d'une plus grande diversification. Néanmoins, les résultats, prometteurs au début, ne furent pas vraiment à la hauteur des attentes initiales, avec le résultat que la plupart des engagements souscrits dans le cadre des protocoles ne furent pas respectés, notamment à cause des problèmes de dette extérieure et de mise en place de politiques de stabilisation financière. L'approche "produit par produit" adoptée dans les négociations commerciales n'était pas non plus de nature à favoriser la signature d'accords de grande portée. Cela ne devait toutefois pas empêcher les présidents Raúl Alfonsín et José Sarney de signer, en novembre 1988, un nouvel accord, le Traité d'intégration, de coopération et de développement (*Tratado de Integración, Cooperación y Desarrollo*). Ce traité, ratifié par les parlements des deux pays en août 1989, prévoyait la mise en place d'une zone de libre-échange et la libéralisation complète des échanges au terme d'une période de transition de dix ans, c'est-à-dire à la fin de l'année 1999. Il consolidait par ailleurs l'idée de mettre en place un marché commun regroupant l'ensemble des pays du Cône Sud.

L'arrivée au pouvoir, en 1989, de Carlos Menem en Argentine et de Fernando Collor de Mello au Brésil, au début de 1990, accentuera la mise en place du marché régional, puisque l'un et l'autre s'engagent beaucoup plus fermement que ne l'avaient fait leurs prédécesseurs dans la voie libérale et le désengagement de l'État. Ils mettront alors en œuvre un programme de privatisations, non sans faire, parallèlement, de l'élimination de l'inflation l'une de leurs grandes priorités économiques⁷. Autre signe de changement, les deux présidents devaient signer, en juillet 1990, à Buenos Aires, un nouvel accord, appelé *Acta de Buenos Aires*, qui prévoyait l'établissement d'un marché commun avant la fin de l'année 1994 avec, en contrepartie, la libéralisation complète des échanges entre les deux pays à cette date. Un mois plus tard, en août 1990, le Paraguay et l'Uruguay annonçaient leur décision de se joindre à ce projet. Il faut cependant noter que l'Uruguay avait été associé au processus de rapprochement entre l'Argentine et le Brésil depuis ses débuts, ayant signé d'ailleurs plusieurs accords sectoriels. Pour le Paraguay, l'invitation de se joindre au projet de marché commun allait être l'occasion de sortir de l'isolement

⁷ Il faut rappeler à cet égard qu'entre 1984 et 1994, l'inflation avait augmenté de 700 % par an en moyenne au Brésil. Les plans Cruzado (1986), Bresser (1987), celui de l'été 1989, de même que les deux plans Collor de 1990 et 1991 s'étaient tous soldés par un échec. L'introduction, en mars 1994, d'un système transitoire de monnaie de compte fondé sur une unité réelle de valeur qui devait conduire à l'introduction, en juillet 1994, d'une nouvelle unité monétaire, le real, dont la valeur sera ancrée sur le dollar et l'imposition de sévères mesures budgétaires et monétaires qui accompagnaient ce nouveau plan finiront par venir à bout de l'inflation. Appelé *Plan real*, ce plan contribua grandement à l'élection à la présidence de Fernando Henrique Cardoso, alors ministre des Finances.

économique et politique de ses années de dictature militaire. Le Chili, invité à se joindre au projet, déclina l'invitation, préférant se tourner vers le Nord⁸, plutôt que vers un futur Marché commun du Sud qui lui semblait moins prometteur sur le plan commercial et surtout, plus instable, sur le plan macro-économique. Notons que l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay signeront un nouvel accord de "*complementación económica*" (ACE n° 14), juste avant la signature du *Traité d'Asunción*.

Les dispositions du Traité d'Asunción

Voyons ce qu'il ressort des 24 articles qui constituent le Traité d'Asunción⁹. Deux remarques préliminaires s'imposent toutefois. En premier lieu, il convient de noter que le traité a été signé à un moment où se dessinaient d'importantes fractures dans les relations économiques internationales. Le spectre d'un monde divisé en grands blocs économiques rivaux apparaissait alors d'autant plus menaçant que le cycle de l'Uruguay n'avait pu être sauvé *in extremis*, en décembre 1990, qu'au prix de nombreux compromis. La communauté économique européenne (CEE) s'était engagée sur la voie de l'Union économique en 1989, et les États-Unis s'engageaient à leur tour sur la voie du régionalisme économique en négociant avec le Canada, un accord de libre-échange qui entraînait en vigueur la même année. Les craintes de se voir ainsi marginalisés sur la scène économique internationale étaient alors d'autant plus grandes pour les pays en développement, qu'après avoir opté pour la voie libérale d'un développement ouvert et tourné vers l'extérieur, ceux-ci se trouvaient plus tributaires que jamais des conditions d'accès aux grands marchés internationaux. En deuxième lieu, il convient de rappeler que, malgré l'attrait de l'Initiative pour les Amériques proposée par le président George H. Bush, en juin 1990, la signature d'accords bilatéraux ou sous-régionaux n'était pas sans présenter de multiples avantages pour des pays qui entendaient consolider les fragiles acquis démocratiques des dernières années et unir leurs efforts en vue d'assurer entre eux une plus grande complémentarité sur le plan économique, tout en cherchant à être plus compétitifs sur la scène économique internationale. Ainsi, la voie de l'intégration ne s'imposait pas pour des raisons économiques seulement, mais elle répondait également à des préoccupations stratégiques.

Si nous revenons au traité lui-même, il convient de distinguer clairement les finalités générales du traité, les dispositions relatives à l'implantation d'un futur marché commun et celles concernant la structure, qui sont fort différentes de celles que l'on retrouve dans l'ALÉNA. À un autre niveau, il convient aussi de prendre en considération les changements institutionnels qu'a apportés le Protocole d'Ouro Preto¹⁰, du 14 décembre 1994. Le Traité d'Asunción demeure toutefois l'instrument juridique de base du projet intégratif.

⁸ Selon le ministère canadien du commerce international, « L'Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECC) est entré en vigueur en juillet 1997 » ; MAECI, <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/ccftabrochure-fr.asp> ; Voir aussi « l'Accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et la République du Chili » n'est entré en vigueur qu'au premier janvier 2004.

⁹ Le Traité contient aussi cinq annexes. *Annexe 1* : Programme de libéralisation commerciale; *Annexe 2* : Régime général d'origine; *Annexe 3* : Système de résolution des différends; *Annexe 4* : Clause de sauvegarde; *Annexe 5* : Groupes de travail. Les 24 protocoles signés par l'Argentine et le Brésil depuis 1985 ont été annexés au Traité. Voir SICE en anglais <http://www.sice.oas.org/trade/mrcsr/mrcsrloc.asp>

¹⁰ Site en anglais : <http://www.sice.oas.org/trade/mrcsr/ourop/index.asp>

Le chapitre premier du traité définit les finalités, les principes et les modalités de l'implantation d'un futur marché commun. Les objectifs du marché commun (art. 1) sont: (i) de promouvoir la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production; (ii) d'établir un tarif extérieur commun et d'adopter une politique commerciale commune vis-à-vis des États tiers ; (iii) de coordonner les politiques macro-économiques et sectorielles dans des domaines comme, par exemple, le commerce extérieur, l'agriculture, l'industrie, la fiscalité et la monnaie ; (iv) d'harmoniser les législations nationales de manière à consolider le processus d'intégration.

Pour atteindre ces objectifs, les quatre pays s'entendent pour mettre en place (art. 5) : (i) un programme de libéralisation des échanges entre les quatre pays devant conduire à la création d'une zone exempte de barrières douanières; (ii) une coordination des politiques macro-économiques; (iii) un tarif extérieur commun; et, (iv) l'adoption d'accords sectoriels afin d'optimiser l'utilisation et la mobilité des facteurs de production.¹¹

Le Traité d'Asunción identifie, dans son préambule, les étapes à franchir pour arriver au marché commun. Le programme de libéralisation des échanges prévoit deux étapes. *Premièrement*, l'élimination graduelle des tarifs douaniers aux frontières des quatre pays¹². Ce processus devait être complété le 31 décembre 1994, pour l'Argentine et le Brésil, et le 31 décembre 1995, pour le Paraguay et l'Uruguay. La mise en place d'une zone de libre-échange, le 1^{er} janvier 1995, aurait dû constituer la première étape du processus qui devait conduire à la formation d'un Marché commun. *Deuxièmement*, le programme prévoit l'élimination complète des barrières non tarifaires. Notons par ailleurs que le Traité prévoyait également la mise sur pied de 10 groupes de travail¹³ dans les domaines suivants : commerce, douanes, normes, politiques fiscales et monétaires, transport terrestre et maritime, industrie, technologie, agriculture, énergie, coordination des politiques macro-économiques, travail, emploi et sécurité sociale.

Plusieurs sommets ont suivi la rencontre d'Asunción. Le sommet de Las Leñas (Argentine) de juin 1992 a permis de consolider l'échéancier, puis de coordonner les décisions et les politiques macro-économiques, en vue de l'échéance prévue pour la création du Marché commun, le 1^{er} janvier 1995¹⁴. C'est à l'occasion de ce sommet que la Bolivie, déjà membre de la Communauté andine, présenta sa candidature pour faire partie du MERCOSUR. Toutefois, comme l'article 20 du traité d'Asunción interdit aux pays membres de faire partie d'une autre organisation régionale, cette candidature n'a pas été acceptée et ce, bien que ce pays effectuait près de 60 % de ses échanges avec les pays du MERCOSUR. Lors du deuxième sommet, tenu en décembre 1992, à Montevideo, les questions relatives au tarif extérieur commun et aux relations futures entre le

¹¹ Traduction des articles 1 et 5 du Traité d'Asunción : http://www.MERCOSUR.org.uy/pagina_lesp.htm

¹² La réduction des tarifs devait se faire tous les six mois : 47 % des échanges le 30 juin 1991, 54 % des échanges le 31 décembre 1991, et ainsi de suite jusqu'à la fin de la période de transition, pour l'Argentine et le Brésil. Il faut cependant noter qu'un certain nombre de produits étaient exclus et inscrits dans des listes d'exception.

¹³ Actuellement, ils sont 14.

¹⁴ Voir Déclaration présidentielle de Las Leñas. En ligne : <http://www.MERCOSUR-comisec.gub.uy/DOCUMENT/COMUNIC/IIcumbrePteMjun92/Lenas92.htm>

MERCOSUR et l'ALENA seront discutées¹⁵. Ce sommet fut particulièrement éprouvant en raison des difficultés économiques que traversait alors le Brésil, et des incertitudes politiques liées à l'accession récente de Itamar Franco à la présidence de ce pays. Les présidents réitérèrent néanmoins leur engagement en faveur du processus d'intégration amorcé et s'entendirent aussi sur la formule proposée par l'un des groupes de travail d'établir le tarif extérieur commun entre 0 et 20 % et, dans le cas de quelques produits, à 35 %. Le troisième sommet, tenu à Asunción, le premier juillet 1993, ne permit pas de concrétiser le projet de tarif extérieur commun, l'Argentine et le Brésil ne s'entendant pas, pour des raisons de politique intérieure, sur le degré et le rythme de la libéralisation à l'intérieur de la zone de libre-échange vis-à-vis l'extérieur¹⁶. Il faudra attendre deux autres rencontres, à Colonia¹⁷, en janvier 1994, puis à Buenos Aires, en août 1994, pour que soient définitivement précisés et entérinés les termes de l'union douanière et les conditions d'application d'une clause commune de « la nation la plus favorisée ». C'est ainsi que la construction du MERCOSUR, en tant que modèle d'intégration intergouvernemental où les positions communes demeureraient liées à la volonté de chaque État impliqué, sera officialisée lors de la signature du Protocole de Ouro Preto¹⁸, en décembre 1994.

Deux facteurs ont joué en faveur du projet : la mise en place, au Brésil, en juillet 1994, du plan de stabilisation monétaire par le ministre des Finances de l'époque, Fernando Henrique Cardoso¹⁹, (devenu président par la suite, de 1995 à 2002), et la décision du gouvernement de réduire de 35% à 20% les tarifs douaniers sur 445 produits. Ces mesures devaient donner une nouvelle impulsion au projet, permettre de sortir de l'impasse politique et, ainsi, de respecter l'échéance prévue du premier janvier 1995 pour la mise en place du marché commun. Le tarif extérieur commun (TEC) a donc finalement été mis en place, comme prévu, le premier janvier 1995, mais ce fut un TEC partiellement harmonisé. Il varie entre zéro et 35 % selon les produits, le taux moyen

¹⁵ Voir Déclaration présidentielle de Montevideo. En ligne :

<http://www.MERCOSUR-comisec.gub.uy/DOCUMENT/COMUNIC/IIIcumbrePteMdic92/Mdeo92.htm>

¹⁶ Voir Déclaration présidentielle d'Asunción. En ligne :

<http://www.MERCOSUR-comisec.gub.uy/DOCUMENT/COMUNIC/IVcumbrePteMjun93/Asunci93.htm>

¹⁷ Voir Protocole de Colonia. En ligne : <http://www.sice.oas.org/trade/mrcsrs/decisions/ANI193.asp>

¹⁸ Lors de cette rencontre importante, les quatre gouvernements ont convenus de la création d'une liste d'environ mille produits. Pour ces produits, les tarifs doivent être automatiquement éliminés au terme d'un processus de transition fixé au 31 décembre 1998, pour l'Argentine et le Brésil, et au 31 décembre 1999, pour les deux autres partenaires. La signature du *Protocole d'Ouro Preto* devait lancer une nouvelle phase d'intégration : «*instauró una organización institucional permanente y entró en vigencia el arancel externo común, que junto con la liberalización esencial del intercambio mutuo, dio lugar a la unión aduanera*».

En ligne : <http://www.sice.oas.org/trade/mrcsrs/ourop/ouropins.asp>.

¹⁹ La stabilisation de la monnaie et l'élimination de l'inflation sont sans aucun doute à mettre au crédit du président Cardoso, et ce, d'autant plus que, dans le même temps, stimulée par les entrées de capitaux, au titre des investissements directs notamment, l'économie brésilienne a connu une croissance économique d'autant plus forte que la politique budgétaire, relativement souple, est venue compenser les effets négatifs d'une politique monétaire restrictive. À plus d'un égard, les résultats économiques affichés par le Brésil sont tout à fait remarquables : la croissance de la productivité est très forte, le niveau d'endettement extérieur est relativement modeste, etc.... Cela dit, outre le creusement observé des inégalités sociales, force est de noter que la politique économique suivie a aussi eu pour effet d'entraîner, d'un côté, une augmentation du déficit public et, de l'autre, une forte progression des importations. Déjà, la réunion des ministres de l'économie et des présidents des banques centrales du MERCOSUR, le 24 avril 1994, avait permis de surmonter la crise qui était survenue en son sein à la suite de la décision de la Banque centrale du Brésil d'exiger le paiement au comptant de toutes les importations du 1 avril au 31 juillet pour éviter la dévaluation du *real*. Ces mesures n'ont guère permis au Brésil de s'ajuster. La crise boursière et monétaire qui frappa durement les pays d'Asie du Sud-Est a eu des retombées importantes au Brésil.

étant de 14 %. Il faut cependant noter que le TEC touchait environ 90 % des produits importés de l'extérieur. Les autres produits étaient placés sur des "listes d'exceptions". Il s'agissait, essentiellement, de biens d'équipement, de matériel informatique, de produits pétrochimiques et des télécommunications. Pour ces produits, on prévoyait que les tarifs seraient abaissés sur une base linéaire, jusqu'à ce qu'ils deviennent égaux au tarif extérieur commun moyen de 14 % au 1^{er} janvier 2001 dans le cas de l'Argentine et du Brésil et en 2006, pour les biens de production dans le cas du Paraguay et de l'Uruguay. Dans le cas des télécommunications, l'échéance était fixée au 1^{er} janvier 2006 et le taux prévu était de 16 %. Un délai avait toutefois été accordé à l'Argentine en raison des graves conséquences de la crise qui a secoué son économie en 2001-2002, lui permettant d'ajouter 1,5 % à tout TEC. En fait, le pourcentage du tarif extérieur est loin d'être harmonisé. Lors de la 23^{ème} Réunion du Conseil du Marché Commun, en décembre 2002, les quatre pays ont convenu de prolonger jusqu'à la fin de 2003 le droit de chaque associé de formuler des listes d'exceptions comportant cent produits au total. La stabilisation qu'ont connue les pays du MERCOSUR depuis a permis d'abroger les mesures d'exception dès le début 2004. Le processus d'unification des tarifs douaniers a été remis en marche depuis.

La structure du MERCOSUR

Quant à la structure organisationnelle ou administrative du MERCOSUR prévue au chapitre II, elle reposait au départ sur deux instances: (i) le Conseil du Marché commun (CMC) qui est l'instance de coordination ; et (ii) le Groupe du Marché commun (GMC), l'instance exécutive. Le conseil se compose des présidents, ainsi que des ministres de l'Économie (ou des Finances) et des Affaires étrangères de chaque pays. La présidence se fait, par alternance, tous les six mois. Le Groupe voit à l'exécution des dispositions du traité et des décisions du conseil. Il supervise onze sous-groupes (sectoriels) ainsi que les commissions et groupes ad hoc. Le siège social du groupe est à Montevideo (Uruguay).

Depuis le premier janvier 1995 (c'est-à-dire depuis le Protocole de Ouro Preto), la structure institutionnelle du MERCOSUR comprend le Conseil du Marché Commun, le Groupe du Marché Commun, la Commission du Commerce, la Commission parlementaire conjointe, le Forum économique et social à caractère consultatif et le secrétariat administratif²⁰. Seuls les trois premiers organes ont des pouvoirs de décision. La Commission du Commerce est devenue un organe important, puisqu'elle a le mandat de veiller à la mise en place de l'union douanière et de favoriser le règlement des différends.

La question du règlement des différends, reportée lors de la signature du Traité d'Asunción, a fait l'objet d'un protocole particulier, signé à Brasilia le 17 décembre 1991²¹. Le mécanisme relève du secrétariat et repose sur la formation d'un panel composé de trois arbitres, chaque pays choisissant le sien, le troisième étant choisi par accord mutuel.

²⁰ Il faut mentionner aussi le Conseil de coopération macro-économique qui joue un rôle important en matière de coordination des politiques macro-économiques. Ce n'est toutefois pas un organe officiel.

²¹ Le Protocole de Brasilia, en anglais. En ligne : <http://www.sice.oas.org/trade/mrcsrs/decisions/AN0191e.asp>

En plus de ces structures, les membres s'entendirent sur le fait que l'intégration économique devait s'effectuer dans le cadre des normes de la démocratie représentative²². Ainsi, le 25 juillet 1996, à San Luis en Argentine, les présidents du MERCOSUR et ceux du Chili et de la Bolivie signèrent la Déclaration présidentielle sur l'engagement démocratique du MERCOSUR (*Declaración Presidencial sobre el compromiso democrático en el MERCOSUR*). Une « clause démocratique » fut alors adoptée prévoyant la suspension d'un membre dont le gouvernement contreviendrait à l'État de droit. Les dirigeants du MERCOSUR utilisèrent ce mécanisme en 1996 pour avertir les autorités militaires du Paraguay des conséquences d'un coup d'État et encore une fois en 1998, lors de la confusion entourant les élections au Paraguay. Le 24 juillet 1998, à Ushuaia (Argentine) durant le XIV Sommet des présidents du MERCOSUR, un pas de plus fut franchi avec l'adoption du Protocole d'Ushuaia²³ qui incorporait l'engagement d'assurer le maintien et le respect des normes démocratiques dans les traités avec le Chili et la Bolivie.

Deux remarques finales peuvent être faites sur le Traité d'Asunción. *Premièrement*, le traité reconnaît l'existence de « différences ponctuelles » en faveur du Paraguay et de l'Uruguay (Art. 6); par contre, il est entièrement lié par une logique, celle de la réciprocité des droits et des obligations entre les quatre partenaires (Art. 3). Cette logique est entièrement traversée par les idées de libre concurrence et de compétitivité et ce, dans les termes juridiques définis par le GATT. *Deuxièmement*, le traité n'entend pas reproduire le modèle de développement des décennies passées, mais au contraire établir les conditions qui devraient permettre à chacun des quatre pays d'accroître la compétitivité de leur économie respective et de profiter de la création d'un marché régional pour s'insérer plus efficacement dans l'économie mondiale.

Les développements récents : du succès...

La création du MERCOSUR répondait, dès le départ, à des préoccupations tout autant d'ordre politique qu'économique. Politique tout d'abord, dans la mesure où l'évolution de la conjoncture politique en Argentine et au Brésil avait joué un rôle plus déterminant dans le rapprochement entre les deux pays que les facteurs économiques. La volonté des deux pays de renforcer la stabilité politique et la sécurité dans la région à travers un projet intégratif commun apparaît importante dès la fin des années 1980.

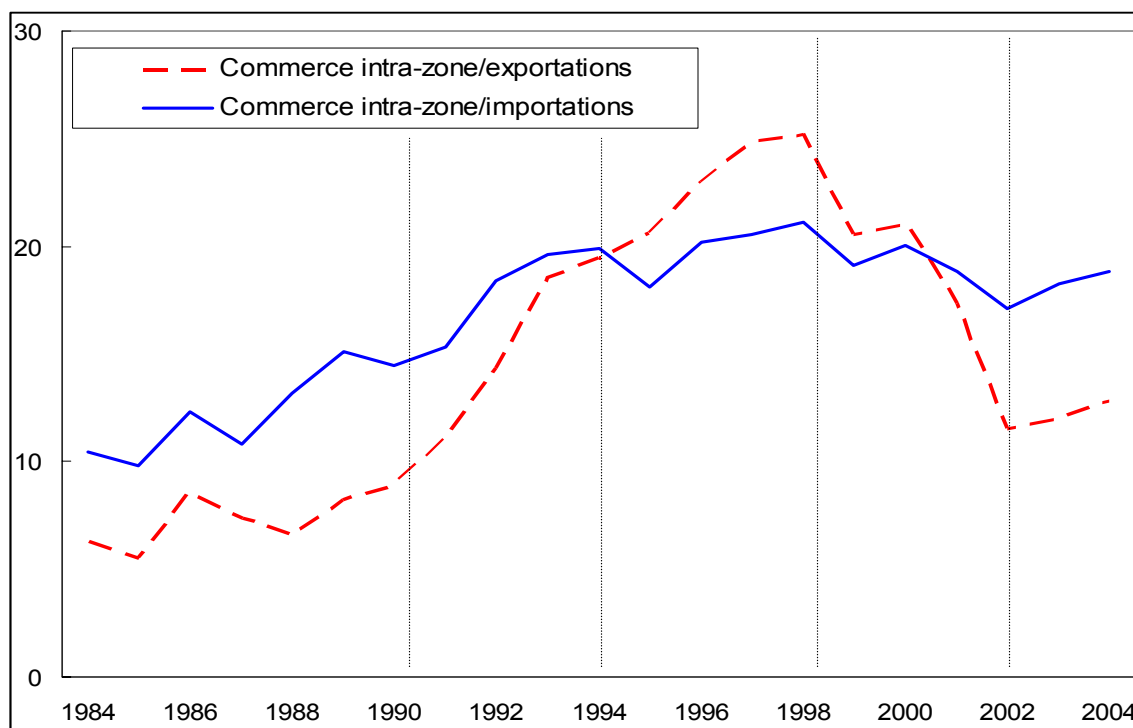
À un autre niveau, il faut noter une volonté très nette de l'Argentine et du Brésil de s'insérer de manière compétitive dans l'économie mondiale. En ce sens, la formation d'un espace économique intégré apparaît comme un moyen pour ces deux pays de consolider cette insertion compétitive et comme l'occasion de poursuivre dans la voie des réformes économiques entreprises. Enfin, la création progressive d'un marché commun englobant l'ensemble des pays de la région était perçue comme un moyen de renforcer le pouvoir de négociation vis-à-vis des partenaires commerciaux de longue date, notamment les États-Unis et les pays de l'UE.

²² Une préoccupation pour la démocratie est présente depuis le Sommet de Las Lenas de 1992.

²³ Voir : <http://www.MERCOSUR-comisec.gub.uy/DOCUMENT/Ushuaia/USHUAIAE.htm>

Au vu des premiers résultats, la plupart des observateurs s'accordent pour dire que le MERCOSUR a été, jusqu'en 1998, un succès. *Premièrement*, le commerce intra-régional²⁴ a connu depuis le début de la décennie une très forte progression. Entre 1990 et 1998, les exportations intra-régionales sont passées de 8,9 % à 25,2 % des exportations totales, et les importations intra-régionales de 14,1 % à 21,2 % des importations totales²⁵. Tout au long de ces années, l'écart entre la croissance des échanges intra-MERCOSUR et celle du commerce avec le reste du monde a provoqué des critiques de la part de la Banque mondiale et des États-Unis pour qui, cette intégration était discriminatoire à l'égard des États tiers et contrevenait aux principes inscrits dans les accords du GATT. *Deuxièmement*, en matière d'investissements, il y a eu une plus grande interaction entre les membres du MERCOSUR à travers des investissements croisés, surtout entre le Brésil et l'Argentine. *Troisièmement*, en 1998, l'Argentine était le deuxième partenaire commercial du Brésil, derrière les États-Unis, et l'Argentine maintient cette position encore aujourd'hui. Le Brésil était et est encore aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Argentine devant les États-Unis.

Graphique 1 : Part du commerce intra-zone des importations et les exportations totales des pays du MERCOSUR



United Nations (2004), « Comtrade », *UN Commodity Trade Statistics Database*, <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

²⁴ Le commerce intra-zone est identique dans le cas des importations et des exportations : les exportations intra-zone d'un pays membre sont nécessairement les importations intra-zone d'un autre pays membre du Mercosur. Cependant, leur rapport aux importations ou aux exportations totales varie en fonction du niveau de ces deux agrégats.

²⁵ D'après : Nation unies, « Comtrade », *UN Commodity Trade Statistics Database*, 2004. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Il faut ajouter que la dynamique d'intégration semble aussi avoir eu un impact positif sur les entreprises de la région. Une classe d'entrepreneurs régionaux serait en train de se constituer. En 1991, six entreprises brésiliennes étaient installées en Argentine, alors qu'en 1998, elles étaient plus de 350. On note un accroissement similaire des entreprises argentines qui s'établissent au Brésil. Dans ce contexte, des entrepreneurs brésiliens ont créé à Buenos Aires le "Groupe Brésil" dans le but de mieux gérer leurs investissements dans ce pays.

Le MERCOSUR était également perçu comme une réussite sur le plan politique. En vertu du Traité d'Asunción, la création d'une zone de libre-échange n'était que la première étape d'un processus qui devait conduire à la création d'un véritable marché commun. Si le Brésil souhaitait aller rapidement dans cette direction, comme l'avaient fait les Européens, l'Argentine se rapprochait davantage des conceptions libre-échangistes véhiculées par les promoteurs de l'ALENA. Fort des premiers succès économiques obtenus, le Brésil entendait faire du MERCOSUR le point d'ancrage d'un projet plus ambitieux d'intégration en Amérique latine. Ainsi, le processus d'harmonisation des politiques économiques que sous-tend le projet de marché commun s'est accéléré lors des premières années. Si, durant la phase de transition de 1991 à 1994, l'accent a surtout été mis sur la libéralisation des échanges ; les pays du MERCOSUR, à commencer par l'Argentine et le Brésil, se sont par la suite engagés dans la voie d'une convergence de leurs politiques économiques, industrielles, scientifiques et technologiques.

...à la crise

Cependant, le processus d'intégration est resté limité. Si la crise financière mexicaine de 1994-1995 ne semble pas avoir eu trop d'impacts négatifs sur le processus d'intégration du MERCOSUR, la situation sera différente lors des crises russe et asiatique à la fin des années 1990 qui se sont traduites par un retrait de capitaux touchant les pays émergents. En effet, la mise en place d'une zone de libre-échange, initialement prévue pour l'année 1999, a été ajournée en raison des difficultés financières et monétaires rencontrées par le Brésil et l'Argentine. Ces pays ont alors dû prendre unilatéralement des mesures d'urgence et revoir leurs ambitions. L'Argentine a souffert énormément de la chute du prix du pétrole brut et des produits céréaliers. Aussi, en 1999, le Brésil effectuera une dévaluation du real (une baisse de 30 % par rapport à la monnaie des États-Unis), ce qui va affecter fortement l'économie argentine. L'augmentation massive des exportations brésiliennes vers l'Argentine a provoqué un mouvement de revendications de la part des producteurs argentins qui ont exigé plus de protection pour leurs produits. Afin d'atténuer le conflit, le Brésil décida d'abandonner son programme de financement des exportations (PROEX)²⁶. Ce ne fut toutefois pas suffisant pour empêcher la situation en Argentine de s'aggraver et en 2001, lorsque la crise éclate, les tensions commerciales déjà existantes au sein du MERCOSUR s'amplifieront davantage.

Malgré une augmentation globale du commerce entre les États membres du

²⁶ Trotignon, Jérôme, « L'évolution du commerce extérieur de l'Argentine et du Brésil », Revue Tiers Monde, t. XLIII, no 170, avril-juin 2002, pp.447-463.

MERCOSUR, ceux-ci seront confrontés à une véritable remise en question des principes de l'Union douanière au premier semestre 2001. À ce moment-là, la crise argentine s'approfondit et la dépréciation du real s'intensifie. Le gouvernement argentin décide unilatéralement de rétablir certains tarifs douaniers intra-MERCOSUR et de procéder à des modifications du TEC. « *Ces modifications ont été officiellement avalisées par les partenaires du MERCOSUR, sous forme d'une dérogation temporaire à la règle du tarif commun, pour une période allant jusqu'en décembre 2002* ²⁷ ». Les fréquentes remises en cause du tarif extérieur commun ont soulevé le doute quant à la volonté du gouvernement argentin de préserver une union douanière. Effectivement, Carlos Menem et de Domingo Cavallo²⁸ se sont montrés peu enthousiastes à l'égard du MERCOSUR dans l'élaboration de leur politique extérieure. Selon eux, l'Argentine gagnerait beaucoup plus d'une insertion internationale élargie et tournée vers d'autres blocs commerciaux (ALENA, UE). Ainsi, l'Argentine prônait la transformation du MERCOSUR en une zone de libre-échange se rapprochant de celle en vigueur en Amérique du Nord. Selon les dirigeants de l'Argentine, cela aurait donné aux pays membres plus de liberté afin négocier des accords de libre-échange bilatéraux, notamment avec les États-Unis.

Parallèlement à l'essoufflement du MERCOSUR, les négociations continuaient de progresser en vue de la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). À cet égard, les États membres du MERCOSUR ont longtemps eu des difficultés à coordonner leurs stratégies afin de négocier d'une même voix.

Les crises économiques et sociales vécues par les membres du MERCOSUR entre 1999 et 2002 ont interrompu la dynamique d'intégration qu'avait connue la zone entre 1990 et 1998. Les exportations intra-zone passent de 25,2 % à 11,5 % des exportations totales de la zone (cf. graphique 1, *ci-dessus* p. 7). Durant la même période, les importations intra-régionales passent de 21,2 % à 17,1 % des importations totales du MERCOSUR²⁹.

Par contre, certains événements sont venus atténuer les perspectives négatives. Suite à la fin de la parité du peso au dollar, l'Administration des États-Unis a peu soutenu l'Argentine au plus fort de la crise. Aussi, la méfiance déclarée à l'égard du multilatéralisme commercial du nouveau gouvernement Duhalde a provoqué un sursaut régional. Au moment de la réunion du Conseil du Marché commun, le 18 février 2002, les plus hauts représentants des pays membres du MERCOSUR ont affirmé leur volonté de poursuivre le processus d'intégration commerciale. De plus, l'arrivée de Lula à la tête du gouvernement brésilien semble avoir donné un nouveau souffle aux relations régionales, et plus particulièrement aux relations bilatérales entre le Brésil et l'Argentine. Ce nouvel élan sera confirmé par le changement de gouvernement en Argentine au milieu de l'année 2003.

Le MERCOSUR et le retour des beaux discours

²⁷ *Ibid.*, p.461.

²⁸ Respectivement, il était Président et Ministre de l'économie en Argentine au plus fort de la crise économique.

²⁹ Nations unies (2004), *op.cit.*

Dans cette partie, nous tenterons de présenter diverses initiatives mises de l'avant par les dirigeants des pays du Mercosur. Cependant, si les intentions sont bonnes, les propositions des dirigeants ne semblent pas toujours se traduire par une plus grande intégration comme nous le verrons un peu plus loin. En 2002, l'arrivée de Luis Inacio Da Silva (Lula) à la présidence du Brésil a semblé donner un nouvel élan au MERCOSUR. En effet, le MERCOSUR était sa priorité en termes de politique étrangère. Plus largement, le nouveau président brésilien va favoriser la dynamique d'intégration Sud-Sud, faisant passer les négociations avec le nord au second plan. Cette nouvelle dynamique d'intégration régionale tente de concilier développement économique et justice sociale. Cet élan va entraîner de nouveaux projets institutionnels.

Les voyages de Lula dans la région sud-américaine ont été marqués par une volonté de renforcer les liens entre les pays de la région par l'intermédiaire de l'extension du MERCOSUR. À ce titre, le nouveau président a nommé une personne chargée du suivi des négociations dans le contexte du renforcement du MERCOSUR. L'originalité de ce poste est qu'il est rattaché directement à la Présidence, disposant ainsi de réels pouvoirs politiques. En février 2003, le secrétariat administratif de Montevideo se transforme en secrétariat technique. Le grand projet proposé par Lula sera la création d'un parlement du MERCOSUR, qui donnerait une place à la représentation démocratique au sein du processus d'intégration. Si l'Argentine semble favorable à ce projet, les petits pays (Uruguay et Paraguay) sont plus que méfiants à son égard. Étant donné leur petite taille, ceux-ci ont peur de voir diminuer leur influence dans les processus de prise de décision au sein du bloc.

De nouvelles agences gouvernementales sont également créées afin de favoriser l'intégration. L'axe Argentino-brésilien se veut le fer de lance de ces processus. En mai 2003, les deux exécutifs se lancent dans la création d'un Institut de coopération monétaire. Les crises issues de la dévaluation du Real et de la fin du Conseil monétaire en Argentine ont éveillé la conscience des autorités des deux pays sur la nécessité d'une coopération accrue dans ce domaine.

C'est à ce moment, en mai 2003, qu'est élu Nestor Kirchner en Argentine. Le premier président élu depuis la crise économique et sociale se prononce lui aussi en faveur de la relance du processus d'intégration au sein du MERCOSUR. Le seul pays du bloc réticent à cette politique est l'Uruguay qui préfère privilégier les négociations hémisphériques et plus particulièrement les pourparlers avec les États-Unis. Il proposera alors une négociation 4+1 avec les États-Unis. En juin, Lula et Kirchner se mettent d'accord pour la création d'un parlement du MERCOSUR et lancent l'idée d'une intégration de l'ensemble du continent sud-américain. Approfondissement et élargissement deviennent alors les deux mots clés des dirigeants du bloc³⁰. Cependant, il faut bien considérer que

³⁰ Du point de vue de l'*approfondissement*, les pays se fixent comme objectif l'année 2005 pour achever le processus d'unification douanière et 2006 pour la création d'un marché unique au sein du Cône Sud. Par ailleurs, le Brésil et l'Argentine proposent d'aider les deux petits pays du MERCOSUR en créant des mécanismes institutionnels dont ils bénéficieront. En ce qui concerne l'*élargissement*, il s'agit des multiples initiatives visant à renforcer la coopération et l'intégration Sud-Sud. Dans cette perspective, le bloc négocie un accord de libre-échange avec la Communauté andine des nations (CAN); des pourparlers sont en cours avec l'Inde, l'Afrique du Sud et les pays arabes. C'est aussi dans cette dynamique que l'ensemble du bloc sera un membre fondateur du G20. L'élargissement se traduira par la multiplication

les annonces ne se traduisent pas toujours en des mesures concrètes. Particulièrement dans le domaine de l'approfondissement de l'intégration, les contradictions internes empêchent d'avancer concrètement.

Le 7 octobre 2003, Eduardo Duhalde, ancien président de l'Argentine, devient officiellement représentant du Comité du MERCOSUR. À ce titre, il exercera une influence importante en faveur d'une intégration accrue du bloc et de l'Amérique latine. Le 17 octobre, Lula et Kirchner concrétisent leur alliance « stratégique » avec la signature du « Consensus de Buenos Aires »³¹. Cette déclaration vise à reconnaître la priorité politique de la lutte contre la pauvreté et le chômage. Même si cette initiative se veut une alternative au consensus de Washington, la promotion des équilibres macroéconomiques y reste importante. C'est toutefois l'intégration Sud-Sud qui fait figure de priorité durant cette période. Les négociations en vue de la signature de la ZLÉA seront perturbées et le projet original sera remis en cause en novembre 2003, notamment en raison de l'opposition de l'Argentine et du Brésil. En novembre 2004, l'élection de Tabaré Vázquez à la présidence de l'Uruguay va se traduire par une implication accrue de l'Uruguay au sein du MERCOSUR. Cependant, les liens économiques avec les États-Unis et l'intégration hémisphérique demeurent toujours un enjeu important pour le gouvernement Vázquez

L'intégration des pays du Cône Sud prendra également la forme de la coopération militaire. La première décision commune sera de refuser de s'engager dans la coalition menée par les États-Unis pour faire la guerre en Irak. En avril 2004, le MERCOSUR prépare un convoi militaire pour une mission de maintien de la paix en Haïti sous l'égide de l'ONU. En septembre 2004, les membres du MERCOSUR annoncent la mise sur pied d'un Secrétariat régional de la Défense. Celui-ci devrait être chargé d'accroître la coopération militaire, de mettre en place des activités communes et de proposer des outils de formation à l'échelle régionale. De nouvelles manoeuvres militaires sont également réalisées en commun en juin 2005.

Linéaments de l'intégration économique

Dans cette partie, nous allons tenter d'évaluer les effets de ces accords institutionnels sur les structures économiques. Tout d'abord, nous pouvons distinguer trois formes d'intégration en profondeur au sein du Cône Sud et, au-delà, de l'Amérique du Sud : l'intégration infrastructurelle, l'intégration énergétique et l'intégration des chaînes de production.

Concernant les *infrastructures*, les projets en cours entre 2003 et 2005 sont très nombreux. L'idée qui figure derrière tous ces programmes est que la construction de réseaux (routiers, aériens, ferroviaires et de télécommunications) est un moyen d'accroître les flux économiques (commerce, investissement) entre les agents des

du nombre de pays qui deviendront membres associés du MERCOSUR, tel le Pérou (août 2003), puis l'ensemble de la Communauté andine.

³¹ Disponible sur le site : http://www.item.org.uy/Documentos/consenso_portugues.htm

différents pays membres (et membres associés) du bloc régional. Conformément au protocole d'intégration physique du MERCOSUR, de nombreux projets de réseaux - routiers, énergétiques, de transports, etc. - vont être lancés pour promouvoir l'intégration. Dès juillet 2003, les présidents argentin, brésilien et chilien commencent à négocier la création d'une artère de communication atlantique pacifique. En août 2004, le projet prend la forme d'une liaison ferroviaire Argentine-Brésil-Chili permettant de passer outre les frontières naturelles (cordillère des Andes) pour promouvoir l'intégration du Cône Sud. La construction du corridor sera finalement lancée le 7 juin 2005 lors d'une rencontre entre Nestor Kirchner et Ricardo Lagos (Président du Chili). Un autre projet de route « transocéanique » est en cours entre le Brésil et le Pérou. Ce projet impliquait à l'origine la construction d'une route allant de Manaus (Nord-est du Brésil) jusqu'à l'océan Pacifique. Les discussions autour du projet ont été lancées en août 2003 et elles ont évolué pour devenir un corridor de 2600 kilomètres partant du sud-ouest du Brésil, passant par la Bolivie et ce, jusqu'à l'Océan Pacifique au Pérou. Le 5 août 2005, les pays signaient le traité marquant le début de l'Autoroute Transocéanique. Il s'agit d'un projet de 1,1 milliard de dollars auquel collaboreront des entreprises brésiliennes et péruviennes. Enfin, l'intensification des lignes aériennes régionales est aussi une des façons dont s'est exprimée l'intégration réticulaire de l'Amérique Sud³².

Au niveau des télécommunications, la région tente de s'assurer une autonomie à l'égard des opérateurs du Nord. À cet égard, Chavez et Lula ont signé une entente visant la signature d'un accord sur les télécommunications. Un autre accord a été signé sur le sujet entre l'Uruguay et le Brésil. Même la Chine joue un rôle dans ce processus en lançant un satellite pour cette région. Le projet le plus important dans ce domaine est la création d'une chaîne de télévision d'information des pays d'Amérique du Sud : Telesur. Ce projet vise à donner une voix sud-américaine sur les questions touchant le continent et les autres événements mondiaux. Le Venezuela est à l'origine du projet. La chaîne est la propriété de quatre pays différents : Le Venezuela (51%), l'Argentine (20%), Cuba (19%) et l'Uruguay (10%). La première émission a été télédiffusée le 25 mai 2005.

Cette multiplication des manifestations de l'intégration des infrastructures est accompagnée par un accroissement de la coopération dans le domaine *énergétique*. Ce volet de l'intégration dépasse lui aussi les frontières du MERCOSUR. L'Amérique latine est un acteur majeur au niveau mondial dans ce domaine. En effet, selon la CEPAL, 13 % des réserves mondiales de pétrole se trouveraient dans ce continent³³. D'ailleurs, le président Chavez a été le premier à promouvoir l'intégration énergétique lors d'un voyage en Argentine en mai 2003. Il propose alors de lancer un grand conglomérat pétrolier impliquant tous les gouvernements sud-américains. Mais, comme c'est fréquemment le cas, c'est une situation de crise qui va entraîner l'accélération du processus d'intégration énergétique. En 2004, l'Argentine se relève de la crise et connaît une phase de forte croissance économique. Or, cette forte croissance a entraîné une très forte hausse de la consommation énergétique du pays. Dans ces conditions, le

³² Nous pouvons en donner quelques illustrations. En mars 2005, LAN Chile achète une partie de la flotte de LAFSA (Argentine) et souhaite ainsi intensifier ses vols en direction de cette dernière. La firme chilienne indique en juin qu'elle va accroître ses vols en direction du Brésil. En mai, GOL (compagnie brésilienne) annonce qu'elle va intensifier le nombre de ses vols en direction de l'Uruguay.

³³ División de Recursos Naturales e Infraestructura [2004], ECLAC, <http://www.eclac.cl/dmri/>

gouvernement a été obligé, sous la pression des entreprises, de couper l'ensemble des exportations de gaz en direction de l'Uruguay et du Chili à partir de mars 2004. Or, le Chili s'est retrouvé démuni face à cette diminution drastique des quantités de gaz qui lui étaient offertes. Cette rupture unilatérale enfreint le traité bilatéral signé en 1995. C'est à ce moment que le Brésil est venu au secours de l'Argentine en lui fournissant de l'électricité et du pétrole. Dans un même élan de solidarité, le Venezuela a offert 5,15 millions de barils de pétrole en échange de 25 000 têtes de bétail. Enfin, la Bolivie a signé un contrat avec l'Argentine en lui proposant la construction d'un nouveau gazoduc entre les deux pays³⁴. En avril 2004, le Brésil, la Bolivie et l'Argentine parachèvent leur accord énergétique qui passe pour une étape fondamentale dans la construction de l'intégration régionale. Le Brésil s'engage de son côté à fournir le Chili en gaz afin de régler les différends énergétiques au sein du Cône Sud. En mars 2005, une réunion tripartite entre le Venezuela, l'Argentine et le Brésil donne une autre impulsion à l'intégration dans ce domaine. À terme, le projet devrait aboutir à la création d'un grand conglomérat sud-américain du pétrole nommé « Petrosur ». De nombreuses autres initiatives locales prouvent l'intensité de la coopération dans ce domaine. Toutes ont pour perspective d'assurer l'autonomie énergétique du MERCOSUR et du continent³⁵.

Le dernier volet de l'intégration que nous désirons illustrer est celui des liens d'affaires qui se nouent dans la région (investissement privé, commerce...), et du soutien des milieux économiques au processus d'intégration. De nombreux accords ont été signés afin d'encourager ces liens, même si des difficultés persistent en ce domaine. À titre d'illustration, le Brésil et l'Argentine ont signé un nouvel accord en mai 2005 visant à multiplier les liens d'affaires entre les deux pays et à accélérer l'intégration productive. Dans le domaine agricole et alimentaire, plusieurs projets sont en cours³⁶. Les milieux d'affaires sont partagés en ce qui concerne leur soutien à l'intégration régionale. Le soutien du secteur agro-alimentaire est clair. La position offensive du bloc à l'égard des pays du Nord explique ce comportement. Cependant, les milieux industriels sont parfois sceptiques quant à l'efficacité du processus. Cette perplexité peut être due à l'importance des liens d'investissement avec les pays du Nord et aux difficultés chroniques de l'unification douanière au sein du bloc, que nous analyserons dans la partie suivante. Les milieux d'affaires brésiliens cherchent à privilégier les liens avec le Nord et les entrepreneurs argentins sont très hostiles vis-à-vis de leurs homologues brésiliens. Ceci est le reflet de contractions internes au MERCOSUR que nous allons explorer dans la partie suivante.

Les contradictions entravant l'intégration : le MERCOSUR au bord de la

³⁴ Avec la condition impérative de ne pas renvoyer le gaz bolivien au Chili en raison du conflit frontalier séculaire qui divise les deux pays.

³⁵ Nous pouvons noter : des investissements de 1,4 milliards de Petrobras en Patagonie (août 2004) ; le rachat d'avoirs pétroliers de Shell Argentine par le Venezuela (idem) ; un accord de coopération énergétique entre le Brésil et l'Uruguay (exploration de gaz et de pétrole, électricité ; avril 2005) ; de nouveaux investissements de Petrobras à Mar del Plata (Argentine) de 1,5 milliards de dollars (mai 2005) ; le projet de gazoduc partant du Pérou et desservant le Chili, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay (juin 2005) ; des investissements de Petrobras en Uruguay (juillet 2005) ; et enfin, le partenariat énergétique entre le Venezuela et l'Uruguay (fourniture du pétrole pour 25 ans en Uruguay, construction de réservoirs, août 2005).

³⁶ Par exemple, en décembre 2004, l'industrie laitière Argentine prévoyait investir dans des installations de 6 millions de dollars en Uruguay. Lula et Vàsquez ont aussi inauguré une usine de traitement du malt en Uruguay, en mars 2005. Il s'agit d'un projet d'investissement impliquant des entreprises des deux pays.

dislocation ?

Dans la partie précédente, nous avons tenté de relever l'ensemble des processus économiques et politiques qui montrent que le MERCOSUR semble être sur la voie de la reprise. Mais nous devons aussi mettre en évidence les contradictions internes au processus d'intégration. Celles-ci sont nombreuses, et elles laissent planer un doute sur la possibilité d'un réel approfondissement de l'intégration régionale. Deux problèmes principaux peuvent être soulevés : les conflits d'intérêts entre l'Argentine et le Brésil en partie causés par le processus d'intégration ; et la perpétuation de liens économiques plus forts avec l'extérieur de la zone.

L'axe Argentine-Brasil est le pivot du processus d'intégration économique. Or, depuis 2004, un certain nombre de désaccords, voire de différends se sont affirmés entre les deux pays. Au mois de juillet 2004, l'Argentine décide de mettre en place un tarif douanier « d'urgence » (de 21%) et des quotas sur des produits industriels brésiliens (postes de télévision et électroménagers). Lula demandera immédiatement à l'Argentine, sous la pression des industriels et des travailleurs, d'abandonner l'ensemble de ses barrières tarifaires. Ce conflit particulier ramène sur le devant de la scène trois problèmes récurrents au sein du MERCOSUR : (i) la question du règlement des différends ; (ii) le retard accumulé dans le processus d'unification douanière et d'élimination interne des obstacles aux échanges ; et (iii) le problème des clauses de sauvegarde. Concernant le premier problème, Lula comme Kirchner ont insisté dans cette affaire pour régler la question politiquement, entre exécutifs nationaux. La deuxième question renvoie à la difficulté de trouver un compromis pour assurer l'intégration en profondeur du Cône Sud. Le Brésil comme l'Argentine ont des structures productives variées avec des secteurs industriels diversifiés. Or l'intégration pose la question de la division du travail au sein du bloc, et donc, de la restructuration industrielle. En adoptant ce tarif douanier sur les marchandises industrielles brésiliennes, l'Argentine veut envoyer un message clair au Brésil. L'Argentine est un fervent partisan de l'intégration, mais pas d'un processus d'intégration qui ait pour conséquence la désindustrialisation du pays. D'où l'idée des clauses de sauvegarde. L'Argentine demande au Brésil de donner le temps de s'ajuster aux industries argentines secouées par la crise de 2001. De son côté, le Brésil va s'opposer à une telle disposition pendant plusieurs mois, allant même jusqu'à menacer d'appliquer des mesures de rétorsion. Il faudra attendre juillet 2005 pour que le Brésil accepte de négocier la création d'un mécanisme d'application des clauses de sauvegarde. Mais le Brésil demande à l'Argentine de faire un pas en sa direction en acceptant la mise en place d'un mécanisme régional visant à coordonner et harmoniser les politiques industrielles au sein du bloc afin d'accroître l'intégration, tout en respectant le tissu industriel de chacun des pays du MERCOSUR. Finalement, le 1^{er} février 2006, les deux pays se sont mis d'accord pour la création d'un « mécanisme d'adaptation à la concurrence » qui permettra au pays affecté de recourir à des clauses de sauvegardes.

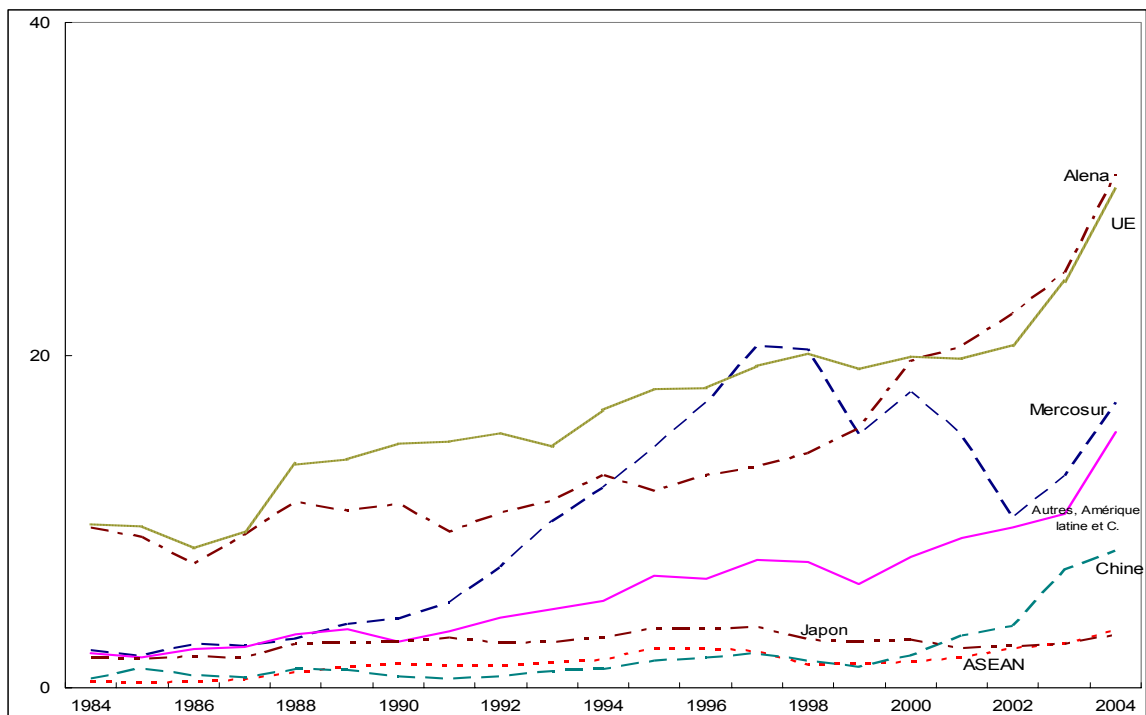
Fondamentalement, le conflit entre les deux pays est aussi un conflit de pouvoir et d'influence. La politique brésilienne visant à accroître son rayonnement et sa visibilité internationale agace fortement l'Argentine. C'est la raison pour laquelle cette dernière refuse de soutenir la candidature du Brésil comme membre permanent du conseil de sécurité au sein de l'ONU.

Par ailleurs, les petits pays du MERCOSUR (Uruguay et Paraguay) se sentent « étouffés », au milieu des deux économies qui les dominent. Malgré les déclarations d'intention, la prise en compte de l'asymétrie économique par le Brésil et l'Argentine semble un dossier sans cesse remis à plus tard. Ceci explique en partie le fait que l'Uruguay et le Paraguay se retournent maintenant vers les États-Unis. Effectivement, au mois de septembre 2005, le Paraguay a avoué qu'il cherchait à renforcer sa coopération économique et militaire avec les États-Unis. L'installation d'une base militaire américaine sur le territoire paraguayen a créé un fort ressentiment à leur égard chez tous les autres membres du MERCOSUR. Par ailleurs, l'Uruguay a signé en novembre 2004 un traité bilatéral sur le commerce et l'investissement avec les États-Unis. Malgré les difficultés que pose sa ratification, le gouvernement uruguayen ne semble pas renoncer à la coopération économique avec l'Amérique du Nord. Si les rumeurs de négociations de libre-échange avec les États-Unis ont longtemps été démenties, Vasquez affirme aujourd'hui qu'une libéralisation est à l'ordre du jour. La volonté de ces pays de se libérer du poids économique et politique de leurs puissants voisins explique ces agissements contradictoires avec l'approfondissement du MERCOSUR. Il est évident que si les gouvernements brésilien et argentin ne prennent pas en compte plus sérieusement l'asymétrie avec les deux autres pays, le MERCOSUR sera voué à l'implosion. Les gouvernements uruguayen et paraguayen, tout comme les acteurs socio-économiques de ces deux pays, semblent las de se faire traiter comme des satellites sans importance dans les négociations.

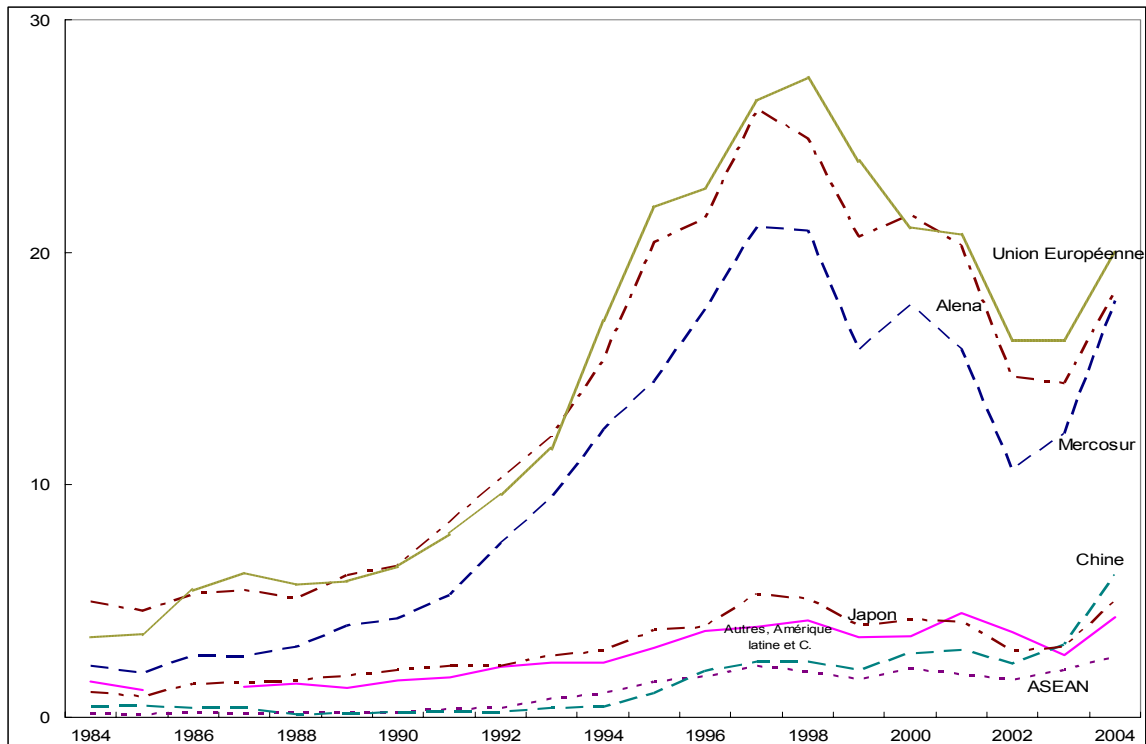
Nous pouvons aussi relever un autre obstacle très important au processus d'intégration en profondeur au sein du MERCOSUR. Comme l'indiquent les graphiques 2 et 3 (*ci-dessous*), les pays du MERCOSUR sont dépendants économiquement des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, que ce soit des membres de l'ALENA ou ceux de l'UE. Non seulement, l'essentiel des flux commerciaux se fait avec ces deux blocs, mais surtout, les flux d'investissement proviennent majoritairement de ces deux régions. Alors qu'en 1998, les exportations se dirigeaient principalement à l'intérieur de la zone (25,2 % des exportations totales, contre 24,8 % vers l'UE et 17,3 % vers l'ALENA), en 2004, les exportations intra-zone rétrogradent à la troisième place (12,8% du total), loin derrière l'UE (22,5 %) et l'ALENA (23,2 %). Nous pouvons estimer que les crises économiques et financières successives ont entamé largement les marchés des pays membres. Ceci explique aussi la forte diminution générale des importations. La crise financière brésilienne et la crise économique argentine ont contracté la taille du marché des pays du Cône Sud. À cela, il faut ajouter la dévaluation des monnaies de chacun des pays, qui a fortement pesé sur la valeur des exportations des pays membres, et qui a contracté davantage la demande de produits étrangers. Par contre, même si l'essentiel des importations provient de l'ALENA et de l'UE en 2004, la part du Mercosur a repris de poids. Elle est certes passée de 21,2 à 17,1 % entre 1998 et 2002, mais elle est remontée à 18,9 % en 2004. Face à cela, les parts des importations européennes et nord-américaines ont régressé durant la même période passant respectivement 27,8 % et 25,2 % à 21,1 % et 19,4 %. En définitive, nous pouvons noter un net développement des exportations totales (particulièrement en direction du Nord) et en parallèle un déclin des importations totales entre 1998 et 2004.

Si une progression des flux économiques intra-zone sont palpables à la suite de la crise, le retard accumulé du processus institutionnel d'intégration et la relative faiblesse des liens d'affaires remettent partiellement en cause l'enthousiasme des dirigeants politiques en faveur de l'intégration. D'ailleurs, les gens d'affaires des pays membres du MERCOSUR ne sont pas toujours convaincus de la pertinence de l'intégration régionale. Cela découle du fait que leurs principaux marchés sont davantage au Nord que dans le cône Sud. Cette dépendance à l'égard des débouchés extérieurs vient mettre en doute la pertinence économique de persévérer une intégration sans la mise en place d'un grand marché interne harmonisé.

Graphique 2 : Répartitions des exportations du MERCOSUR (millions de dollars US)



Graphique 3 : Répartition des importations du MERCOSUR (millions de dollars US)



Source : Nations unies, « Comtrade », *UN Commodity Trade Statistics Database*. 2004. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Certes, le bloc semble pour la première fois prêt à s'élargir. En effet, les membres du marché commun et le Venezuela négocient actuellement pour que ce dernier devienne membre à part entière du MERCOSUR. Le 9 décembre 2005, l'ensemble de ces pays s'est mis d'accord pour mettre en oeuvre le processus d'intégration, à travers les exigences du traité d'Asunción, d'Olivio et d'Ouro Preto. Mais cet élargissement semble être l'arbre qui cache la forêt. Un autre conflit semble vouloir remettre en cause le Mercosur.

L'autre conflit qui menace l'unité du MERCOSUR oppose l'Argentine et l'Uruguay concernant la construction de deux usines de pâtes et papiers. Deux entreprises européennes veulent mettre en place cette unité de production à Fray Bentos, en Uruguay, sur le bord du Rio de la Plata. Or, la province de l'Entre Rios en Argentine est farouchement opposée à cette implantation dans la mesure où les impacts environnementaux sembleraient dommageables. Les citoyens de la ville de Gualeguaychú semblent particulièrement opposés à ce projet. Le gouvernement argentin a fait la demande expresse à son homologue uruguayen d'attendre les résultats d'une étude d'impacts environnementaux sur le sujet. Or, l'Uruguay a donné l'autorisation de construction en décembre 2005, à la suite d'un rapport favorable produit par la Banque mondiale. Les racines du problème donnent des grandes leçons quant aux difficultés de l'intégration régionale. Premièrement, les intérêts entre les pays sont trop souvent contradictoires. Ici, d'un côté, nous avons un projet économique avec les emplois et investissement qui vont avec. De l'autre, nous observons les inquiétudes environnementales. Deuxièmement, le règlement des différends n'est ni institutionnalisé, ni régional. Au lieu de tenter de régler le problème à l'intérieur du MERCOSUR, la

province argentine menace d'avoir recours à la Cour internationale de Justice de La Haye. La population locale argentine a entrepris le blocage des ponts entre leur pays et l'Uruguay entre les mois de janvier et mars 2006. Le président Vasquez a alors dénoncé cette entrave à la libre circulation des personnes qui est garantie par le MERCOSUR. Malgré les appels au calme de Kirchner, les citoyens de l'Entre Rios refusent de céder. Malgré la fin du blocage, les cicatrices sont encore présentes et il semble que cet élément a accru la fragilité du bloc qui semble plus que jamais sur le bord d'exploser.

L'Uruguay avoue aujourd'hui penser à se distancer de l'Union douanière, voire de la quitter. L'Argentine a quant à elle annulé les festivités entourant le quinzième anniversaire du MERCOSUR. Par ailleurs, le gouvernement brésilien ne semble pas très enclin à tenter de recoller les morceaux. Les mois qui viennent vont probablement déterminer le futur du processus d'intégration. Mais l'optimisme de l'élargissement (avec le Venezuela) ne peut guère cacher la fragilité actuelle du bloc.

Annexe 1 : Le MERCOSUR et ses partenaires ALÉNA

Le 19 juin 1991, à Washington, les pays membres du MERCOSUR signent avec les États-Unis un Accord commercial et d'investissement connu aussi sous le nom de *The Rose Garden Agreement*³⁷ (nom du lieu de sa souscription) ou sous le nom de “*cuatro más uno*”. Cet accord s'inscrivait déjà dans le cadre plus vaste de l'Initiative pour les Amériques et prévoyait la mise en place d'un Conseil sur le commerce et l'investissement composé de représentants des cinq pays. Tout d'abord, en matière d'investissement, il proposait de promouvoir et de faciliter les investissements réciproques. Par la suite, en matière de commerce, il reconnaissait la nécessité d'éliminer les barrières non-tarifaires ainsi que l'importance de protéger les droits de propriété intellectuelle et d'atteindre la libéralisation mondiale du commerce agricole. Le 16 avril 2002, les pays du MERCOSUR et les États-Unis se sont réunis dans le cadre de la Troisième réunion du Conseil sur le commerce et l'investissement au cours de laquelle les participants ont convenu de maintenir le rythme des négociations en cours au sein de l'OMC.

En 1995, les négociations MERCOSUR-ALÉNA visant la libéralisation du commerce ont débuté. En fait, depuis la création de l'ALÉNA en 1994, les relations entre les pays du MERCOSUR et les États-Unis avait surtout pris la forme de négociation visant la création de la ZLÉA. Dans ce contexte, les relations entre le Brésil, moteur économique du MERCOSUR, et les États-Unis, se sont révélées d'une extrême importance dans les négociations hémisphériques, d'autant plus que les deux pays ont partagé la présidence d'une des dernières phases de négociation. L'arrivée de Lula à la présidence du Brésil refroidit les échanges entre les deux pays, car celui-ci s'est toujours référé à la ZLÉA comme un traité « d'annexion » aux États-Unis. L'arrivée de Kirchner va lui donner un partenaire au sein du bloc pour faire avorter le projet initial. La stratégie brésilienne de négociation s'est révélée gagnante. Premièrement, le Brésil a réussi à maintenir une négociation par blocs régionaux plutôt que par pays individuel. Deuxièmement, les objectifs des négociations ont été largement revus à la baisse. La formule de libéralisations massives prévue par les États-unis a été rejetée lors de la conférence de Miami les 20 et 21 novembre 2003, pour une « ZLÉA à la carte » qui comporte deux volets. Le premier volet est la mise en place d'un cadre de réduction des tarifs douaniers pour la zone. Mais, comme l'avait exigé le Brésil, les délais seront beaucoup plus souples que ce qui était initialement prévu. Un deuxième volet s'est ouvert pour tous les sujets qui portent à polémique (par exemple : l'investissement, les marchés publics, les mesures antidumping, et l'agriculture, etc.)³⁸. Pour ces sujets, des ententes bilatérales ou plurilatérales seront possibles. Il faut signaler que l'Uruguay a négocié un accord-cadre sur le commerce et les investissements en 2004, avant le changement d'administration.

³⁷ Voir : <http://www.MERCOSUR-comisec.gub.uy/ACUERDOS/EEUU/aceeuu.htm>

³⁸ Pour plus de précisions, voir Turcotte S., « La ministérielle de Miami : comment sauver les meubles ? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, n° 03-21, novembre 2003. En ligne : http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0321_turcotte-ZLEA.pdf

Le MERCOSUR et le Canada ont ratifié une Entente de coopération en matière de commerce et d'investissement (Entendimiento de cooperación en materia de comercio e inversiones entre el MERCOSUR y Canadá)³⁹ à Buenos Aires (Argentine) le 16 juin 1998. En plus de contenir un plan d'action en matière de commerce et d'investissement, l'entente a mis sur pied un Groupe consultatif de coopération en commerce et investissement et un Conseil constitué de représentants d'entreprises. Il s'agit, encore une fois, de faciliter la collaboration entre les pays concernés au sein de la ZLÉA, de l'Organisation mondiale du commerce et du Groupe de Cairns. Le groupe consultatif s'est réuni pour la première fois en novembre 1999 à Toronto. Cette réunion a été l'occasion de mettre sur pied deux comités pour traiter de deux questions spécifiques : la coopération douanière et technique, et la promotion et l'expansion du commerce. Des négociations ont eu lieu entre le Canada et le Brésil (au nom du MERCOSUR) afin d'accroître la coopération entre les deux. Il d'agit d'un « dialogue sur le commerce et les investissements » qui a commencé les 22 et 23 novembre 2004, lors de la visite de Paul Martin (premier ministre du Canada) au Brésil. Il s'agit d'une discussion sur l'accès au marché, le commerce et les investissements dans le cadre de la ZLÉA. Deux autres rencontres ont eu lieu à cet effet, les 7-8 février et le 18 mai 2005

Le Mexique est également appelé à négocier avec le MERCOSUR. Ces rapports s'inscrivent plutôt dans la logique de l'intégration latino-américaine, marquée par le Traité de Montevideo de 1980. En décembre 2002, un accord de complémentarité économique⁴⁰ a été conclu dont l'objectif final est la création d'une zone de libre-échange entre les deux partenaires. Une première étape a été constituée du renforcement de la coopération économique et commerciale à travers, par exemple, la promotion de rencontres d'entrepreneurs, des ateliers, séminaires et missions commerciales. L'accord de complémentarité économique a été adopté par le Mexique en juillet 2004. Pendant ce temps, dès avril 2004, l'administration mexicaine a fait connaître son vœu de devenir membre à part entière du MERCOSUR. Le gouvernement se dit prêt à entamer les négociations pour devenir membre associé de l'institution. En juillet 2004, lors d'une rencontre présidentielle du bloc régional, Lula donne son appui à l'intégration du Mexique. Le MERCOSUR deviendrait ainsi l'instance de coordination des quatre grands pays d'Amérique latine (Brésil, Chili, Argentine et Mexique), ou encore sa « voix forte » (*strong voice*), selon Vicente Fox (président du Mexique). L'Uruguay avait pris une mesure d'avance puisque le 14 juillet 2004, un accord de libre-échange avec le Mexique a été paraphé. La négociation d'un accord de libre-échange avec l'ensemble du bloc commence en mai 2005. Il s'agit d'une première étape dans l'intégration du Mexique comme membre associé.

Union européenne

Depuis la constitution du MERCOSUR, l'UE négocie avec le regroupement⁴¹, notamment, en 1991, avec la réunion des ministres des Affaires étrangères de chaque

³⁹ Voir : <http://www.MERCOSUR-comisec.gub.uy/ACUERDOS/Canada/CANADA.htm>

⁴⁰ Voir : <http://www.sice.oas.org/Trade/mrcsr/mex/index.asp>

⁴¹ L'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay avaient tous séparément ratifiés des accords avec l'Union européenne durant les années 90-91.

pays membres et du président de la Commission européenne. L'année suivante, un Accord de coopération technique (*Acuerdo de Cooperación Técnica*) fut signé. La signature de cet accord contribua grandement à la mise en place de programmes de coopération technique comprenant des séminaires, sessions d'études et l'instauration d'instances de dialogue entre les acteurs politiques, sociaux et économiques. En 1994, un processus de négociations politiques, économiques et commerciales s'entama avec la réunion des ministres des Relations extérieures des pays de chaque groupe économique. Ce processus aboutira à la signature, à Madrid (Espagne) le 15 décembre 1995, d'un Accord-cadre de coopération interrégionale (*Acuerdo Marco de Cooperación Interregional*)⁴². Cet accord avait pour but la libéralisation progressive du commerce entre les deux régions, l'augmentation de la réciprocité des relations et la création d'une association à caractère politique et économique regroupant différents groupes sous-régionaux. En aucune occasion auparavant, deux blocs économiques n'avaient manifesté une telle volonté de faire converger leurs intérêts. Ce qui donna lieu à la naissance d'un partenariat particulier dans le but de faciliter la ratification d'accords de coopération commerciale entre les compagnies intéressées des deux blocs régionaux. Ce partenariat EU-MERCOSUR est une adaptation de l'EUROPARTENARIAT, un programme de la Commission européenne. Il est composé de plus de 300 entreprises de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay et de 200 entreprises des 15 États fondateurs de l'UE. Une première rencontre des membres du partenariat a eu lieu les 3, 4 et 5 décembre 1997 à Montevideo (Uruguay). Une coopération s'est établie dans les secteurs industriels suivants : agro-industriel et alimentaire; produits chimiques, plastique et dérivés; textiles et confection; et enfin, métal et mécanique.

En juin 1996 eu lieu la première réunion de la Commission mixte UE/MERCOSUR (une instance établit dans l'Accord cadre de coopération interrégionale de 1995) à Bruxelles (Belgique). On y initia la préparation de négociations commerciales bilatérales et on y établit un programme de coopération en vue de la construction d'une zone de libre-échange pour l'année 2007. Les obstacles majeurs à ces projets apparurent surtout dans le secteur du commerce agricole. En plus de ces démarches, était prévue à l'agenda la création d'un mécanisme de consultation afin de coordonner les positions des deux blocs économiques lors de forums internationaux spécifiques. Outre la Commission mixte, l'Accord-cadre de coopération interrégionale de 1995 prévoyait l'établissement d'un Conseil de coopération composé des membres de différents groupes sous-régionaux et une sous-commission commerciale ayant pour fonction, entre autres, de définir les produits sensibles et prioritaires, les barrières douanières, une méthodologie d'analyse des flux de services, la normalisation et la certification.

Au mois de mai 2002, lors du Deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du MERCOSUR et de l'UE, tenu à Madrid, les représentants des deux blocs ont réitéré leur volonté de renforcer les relations entre les deux régions, en foi de quoi la Commission européenne a proposé d'intensifier son plan d'action en Amérique latine dans plusieurs domaines prioritaires. Pour le MERCOSUR, cette coopération s'est traduite par un versement de 48 millions d'euros pour le renforcement de ses institutions—comme le

⁴² Voir en anglais : http://www.sice.oas.org/trade/mrcsr/merco_eu/m_eu_toc.asp
ou en espagnol: http://www.sice.oas.org/trade/mrcsrs/merco_eu/m_eu_ind.asp

Tribunal permanent de révision de controverses, de ses politiques sectorielles, de ses structures économiques et commerciales et de ses liens avec la société civile. De plus, un montant destiné à chacun des pays pour des projets spécifiques a été prévu⁴³. Quelques mois plus tard, la Commission européenne a lancé son Plan de stratégie régionale MERCOSUR -UE 2002-2006⁴⁴.

La rencontre MERCOSUR -UE, qui s'est déroulée à Brasília du 11 au 14 novembre 2002, a été marquée par des discussions autour de la question agricole. Les Européens n'étaient toujours pas prêts à faire des grandes concessions et d'entamer une révision de leur Politique Agricole Commune (PAC). Par contre, pour ce qui est des autres produits, l'UE souhaite élargir le plus possible l'étendue du commerce en accélérant la libéralisation entre les deux parties.

Il s'agira des deux points qui vont enrichir le feuilleton de négociations, d'espoir, puis de blocage des négociations entre 2003 et 2005. Une première offre globale de libéralisation était prévue en avril 2003. Puis la date s'est vue repoussée à la fin de cette année-là. D'un côté, le MERCOSUR, et le Brésil en particulier, vont être intransigeants sur le commerce des produits agricoles et alimentaires. De l'autre, l'UE va demander une forte protection des investisseurs et de la propriété intellectuelle, une libéralisation des services (particulièrement la finance) et un rythme de libéralisation plus rapide. Début 2004, les deux blocs semblent optimistes et espèrent finaliser l'accord fin mai 2004. Tout semblait bien avancer, en avril de cette année, les deux regroupements semblaient vouloir faire des concessions mutuelles. Mais le fond du problème n'est pas réglé et les échéances sont une nouvelle fois reportées afin de poursuivre les pourparlers. Le reste de l'année 2004 sera marqué par des échecs successifs dans les négociations sur les pierres d'achoppement traditionnelles. En 2005, chacune des parties semble prête à reprendre les discussions. L'UE propose en juillet 2005 de profiter du Sommet UE-Amérique latine à Vienne en mai 2006 pour clore les négociations de l'accord de libre-échange avec le MERCOSUR.

Membres associés

Chili

Les accords souscrits par le Chili ont pour objectif la formation de zones de libre-échange entre ce pays et le MERCOSUR. L'interdépendance économique n'a cessé d'augmenter et a engendré la création d'instruments pour faciliter celle-ci. Ainsi, le total des exportations du Chili vers les pays du MERCOSUR a augmenté de 136 % entre 1991 et 1997, passant de 795 millions de dollars à 1,879 milliards. De 1999 à 2001, les exportations vers les pays du MERCOSUR ont représenté en moyenne 10 % du total de ses exportations. En 2002, par contre, la chute fut importante, les exportations ont été de 32 % inférieures à celles de l'année précédente. Mais elles ont doublé entre 2002 et 2004 (1,9 milliards de dollars).

⁴³ http://europa.eu.int/comm/external_relations/MERCOSUR/intro/bro02_es.pdf

⁴⁴ http://europa.eu.int/comm/external_relations/MERCOSUR/rsp/02_06en.pdf

L'accord de complémentarité économique signé avec le Chili le 25 juin 1996⁴⁵ comporte un aspect particulièrement important. Il permet l'incorporation, après négociation, des autres membres de l'ALADI. Cette clause de l'accord avec le Chili s'avère être une des conditions du Traité de Montevideo. En plus de cette particularité, l'accord avec le Chili contient les objectifs suivants : i) établir un cadre juridique et institutionnel de coopération et d'intégration qui contribuera à la libre circulation des biens et des services; ii) établir une zone de libre-échange d'ici 10 ans; iii) promouvoir le développement et l'utilisation de l'infrastructure physique déjà existante en priorisant tout particulièrement l'établissement de liens inter-océaniques; iv) promouvoir et encourager les investissements réciproques; v) encourager la complémentarité et la coopération économique, énergétique, scientifique et technologique. Cet accord, en plus des aspects commerciaux, propose l'intégration physique en facilitant le transit de personnes et la circulation de biens et en favorisant l'exploitation des voies de communication terrestres, fluviales et maritimes.

Malgré l'échéancier fixé plus tôt, la zone de libre-échange MERCOSUR-Chili n'entrera en vigueur de façon complète qu'en 2014. Par contre, pour le MERCOSUR, il s'agit d'aller plus loin que le partenariat offert par le Chili actuellement. Le plus grands obstacles résident dans l'écart entre les tarifs à l'importation adoptés par le Chili d'un côté et par les membres du MERCOSUR d'un autre. Au début de l'année 2005 le Chili a un tarif extérieur moyen sur les exportations qui se situe actuellement à 3 %. En comparaison, les pays du MERCOSUR imposent en moyenne un TEC de 14 %. Afin de contourner ce problème, certaines autorités chiliennes ont lancé l'idée d'une adhésion à l'union douanière qui n'obligerait pas le Chili à adopter le tarif extérieur commun. Dans ce cas, il s'agirait d'une participation plus politique qu'économique, ce qui ne satisfait pas complètement les pays du MERCOSUR.

Communauté andine

Bolivie

Pour ce qui est de la Bolivie, bien que le commerce avec les pays du MERCOSUR soit inférieur à celui du Chili, il dépasse les niveaux atteints avec le reste des pays de la Communauté andine. La Bolivie a signé un Accord de complémentarité économique avec le MERCOSUR le 7 décembre 1995⁴⁶. Cet accord comporte la même finalité que l'accord avec le Chili, c'est-à-dire l'établissement d'une zone de libre-échange avec un programme de libéralisation commerciale de 90 % des produits d'ici 10 ans. L'accord a fait l'objet en février 1997 d'une entente définitive sur la question de la consolidation d'une zone de libre-échange au bout de 10 ans (Acuerdo de Complementación Económica No. 36 -ACE36-). Ses objectifs sont les suivants : i) accroître les relations économiques et commerciales; ii) mener des actions et des projets conjoints d'intégration des voies publiques, de transports et de communications; iii) établir un cadre normatif pour la promotion et la protection des investissements; iv) favoriser la consultation durant

⁴⁵ Voir l'Accord de complémentarité économique avec le Chili, en espagnol : <http://www.sice.oas.org/trade/msch/mschind.asp>

⁴⁶ Voir l'Accord de complémentarité économique avec la Bolivie, en espagnol : http://www.sice.oas.org/trade/mrcsbo/merbo_s.asp

des négociations commerciales avec d'autres pays et blocs économiques.

Comme le Chili, la Bolivie serait une autre candidate potentielle au poste de membre à part entière du MERCOSUR. Sous l'aspect commercial, ce serait une association logique puisque plus du tiers de son commerce, soit 38,9 % de ses exportations et 43 % de ses importations, s'effectuent avec le Cône Sud. Toutefois, l'obstacle vient du fait qu'elle appartient à la Communauté andine et qu'une des clauses du MERCOSUR stipule que ses membres ne peuvent pas participer à deux regroupements du même type à la fois. Cet obstacle semble pouvoir se résoudre avec la constitution de la Communauté Sud-américaine des Nations (CSN) dont nous parlerons plus tard.

Les pays du MERCOSUR se sont sentis très concernés par les crises politiques à répétition qui se sont déroulées en Bolivie depuis 2004. Le bloc régional a tenté de s'impliquer diplomatiquement à ce sujet. D'autre part, la Bolivie fait partie des projets d'intégration physique (i.e. infrastructurelle et énergétique) du bloc comme nous avons pu le voir dans le texte.

Pérou

Le Pérou a lui aussi mis en oeuvre un échéancier plus rapide que pour le reste de la Communauté andine. En août 2003, le Pérou termine les négociations commerciales préalables à l'entrée au MERCOSUR. Celles-ci aboutissent au traditionnel accord de libre-échange entre le pays et la zone. De nombreux projets d'intégration infrastructurelle (réseaux routiers et aériens) et énergétique (gazoducs et oléoducs) sont en cours de réalisation entre le MERCOSUR et le Pérou.

Venezuela

Les liens entre le Venezuela et le MERCOSUR sont très forts du fait de la forte volonté politique de Chavez de promouvoir l'unité de l'Amérique du Sud. Essentiellement, les accords économiques signés entre le Venezuela (sans la Communauté andine) et les pays du MERCOSUR tournent autour du pétrole. L'Argentine, le Brésil et l'Uruguay ont signé des partenariats énergétiques. En échange, la zone fournit des produits agroalimentaires, pharmaceutiques ou des biens de consommation. En décembre 2005, le Venezuela a commencé le processus de ratification des Protocoles d'Asunción, d'Ouro Preto et d'Olivo afin d'intégrer pleinement le MERCOSUR.

Communauté Andine en tant que tel et Colombie + Équateur

Les pays de la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Pérou, Équateur et Venezuela) avaient réitéré, lors du Sommet de Sucre en avril 1997, leur intention de former une zone de libre-échange avec le MERCOSUR. Un accord-cadre a donc été signé, le 16 avril

1998 à Buenos Aires (Argentine)⁴⁷. En décembre 2002, les deux groupes de pays ont signé un Accord de complémentarité économique qui recouvre les mêmes objectifs des Accords de complémentarité économique signés avec la Bolivie⁴⁸. Depuis lors, les deux blocs se sont lancés dans des négociations de libre-échange. Un premier objectif est de donner suite aux pourparlers au 31 décembre 2003. Les négociations vont se buter sur les délais, et l'ampleur des réductions tarifaires. L'échec des négociations hémisphériques (ZLÉA) va retarder les échéances. Il faudra attendre le 4 avril 2004 pour que soit paraphé un accord de libre-échange sur 80 % des produits. Cet accord sera un des piliers de la communauté sud-américaine des nations. Lors du Sommet présidentiel du MERCOSUR, du 15 au 20 décembre 2004, le Venezuela, la Colombie et l'Équateur deviennent officiellement membres associés du MERCOSUR. La réciprocité devient officielle le 12 juillet 2005.

Communauté Sud-américaine des Nations (CSN)

L'arrivée au pouvoir dans les principaux pays du bloc (et d'Amérique du Sud) d'une gauche tiers-mondiste a favorisé la multiplication des liens avec une grande partie des pays du Sud. Mais les liens avec les autres pays de l'Amérique latine se veulent davantage qu'une coopération stratégique. Il s'agit d'un projet d'intégration continentale à long terme. De nombreuses instances de coordination des pays d'Amérique latine existent déjà : ALADI, groupe de Rio, etc. Les négociations de libre-échange entre le MERCOSUR et la Communauté andine des Nations (CAN), qui représentent neuf pays sud-américains sur douze, sont la base de ce processus d'intégration multidimensionnel. C'est le 7 août 2004 que Lula, Président du Brésil et Duhalde, secrétaire du comité du MERCOSUR, annoncent officiellement la création de cette Communauté sud-américaine des nations.

Le projet se traduit par quatre volets : 1) un volet intégration qui comprend un forum de négociations commerciales visant l'intégration continentale à plusieurs vitesses. Les pays qui se sentent prêts à aller plus vite peuvent le faire. Par contre, ceux qui préfèrent aller à un rythme plus lent on la possibilité de le réaliser (il s'agit de la clause en or). 2) Un fond de 100 millions de dollars (financé par un impôt de 0,1% du PIB des pays membres) servira à assister les pays les plus faibles économiquement. 3) Un protocole d'intégration physique va être signé avec l'obtention d'un fond multilatéral de 70 milliards de dollars.

La région représente une population de 360 millions d'habitants, une superficie de 17 millions de kilomètres carrés, un PIB de 800 milliards de dollars et un commerce international de 188 milliards de dollars. La naissance officielle de la Communauté date du 9 décembre 2004, avec la signature de la déclaration de Cuzco. Cette ville des temples Inca est un lieu tout à fait symbolique pour affirmer l'unité politique de l'Amérique du Sud. L'initiative se veut un contrepied à la ZLÉA promue par les États-Unis sans être une déclaration de guerre économique contre le Nord de l'hémisphère. De la même manière, le projet souhaite une rupture avec le modèle néolibéral et le « consensus de Washington », en prônant la justice sociale, la réduction des inégalités et le

⁴⁷ http://www.sice.oas.org/trade/Mrcsr/MeAnCo_s.asp

⁴⁸ <http://www.sice.oas.org/Trade/MRCSR/acMerAns.asp>

développement économique, sans renoncer au précepte de l'équilibre budgétaire et de l'orthodoxie financière. Il ne s'agit pas d'une institution dotée d'un siège ou d'un budget de fonctionnement. Les institutions déjà existantes (ALADI, MERCOSUR, CAN) et les pays membres se chargeront de son existence. Le sommet des dirigeants nationaux constituera l'exécutif de l'organisation.

«Step by step CAN and MERCOSUR will converge becoming the South American Community, but gradually disappearing at the same time. But in spite of the haste there's no rush, because we could end with an empty declaration. [...] My idea is that in a few months time CAN should be known as South American Community-CAN and Mercosur, South American Community MS, so we have time to get in touch with the new initials⁴⁹.»

Autres pays ou régions

Inde

Dès le 17 juin 2003, les pays du MERCOSUR signent un protocole d'entente afin de négocier un accord de libre-échange avec l'Inde. L'objectif annoncé à ce moment-là est la création d'un accord de libre-échange et d'assurer la coopération dans des domaines clés tels que la chimie, l'informatique ou les produits pharmaceutiques. À la base, la négociation porte sur la libéralisation d'une liste de 8000, puis de 1800 produits. Mais l'accord a aussi une dimension politique puisque les deux parties sont les principaux animateurs du G20, la coalition des pays du Sud au sein de l'OMC. Dès les premiers pourparlers en janvier 2004, la liste de produits se réduit à 900. Il faudra attendre la dernière semaine de novembre 2004 pour que les négociations soient complétées. C'est le 22 mars 2005 que l'accord va être paraphé par l'ensemble des parties. L'accord contient un mécanisme de règle d'origine, des clauses de sauvegarde et un organe de règlement des différends. L'objectif reste le libre-échange sur le long terme, bien qu'il faille avouer que l'Inde ne semble pas prête à libéraliser l'ensemble de ses secteurs (tout comme le MERCOSUR)

Union douanière sud-africaine

Dans le même esprit, un accord préférentiel a été signé avec l'Afrique du Sud. C'est en 1996 que s'est déroulée la première rencontre entre les deux blocs. Un premier accord préférentiel tarifaire a été signé en 1998, pour donner naissance à un accord-cadre pour l'établissement d'une zone de libre-échange en 2000. C'est à partir de 2003 que l'accord s'est élargi à l'Union douanière d'Afrique Australe auquel l'Afrique du Sud a adhéré entre-temps. Un accord qui porte sur 1000 produits a été signé le 16 décembre 2004. L'essentiel des échanges entre les deux régions est constitué de biens industriels, et particulièrement dans le domaine de l'automobile. L'accord pourrait accélérer l'échange de pièces ou de produits semi-finis.

⁴⁹ Eduardo Duhalde, president of the Mercosur Representatives Committee, (2004), cité dans Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/South_American_Community_of_Nations

Pays Arabes

En Mars 2005, Duhalde annonce un rapprochement avec les pays arabes constituant le Conseil de coopération des pays du Golfe⁵⁰. Lors de la rencontre officielle les 10 et 11 mai 2005, à Brasília, tous les membres du Conseil n'étaient pas présents (notamment, l'Arabie Saoudite). Cette rencontre a réuni 12 pays sud-américains⁵¹ et 22 pays arabes⁵². Des sujets politiques ont été abordés tels que la réforme du conseil de sécurité de l'ONU, le statut de la Palestine ou l'ordre économique et politique mondial (défense de la multipolarité). Par ailleurs, le forum a tenté d'attirer l'attention sur des problèmes économiques et sociaux tels que la dette ou l'éradication de la faim dans le monde. Les déclarations pro-arabes et pro-palestiniennes passent à Washington pour une justification du terrorisme et de l'antisémitisme. Bien sûr, le pétrole était un des enjeux du sommet dans la mesure où les deux régions partagent une forte proportion de cette ressource stratégique. Le MERCOSUR et les pays arabes vont négocier un accord commercial dans les mois qui viennent.

⁵⁰ Bahreïn, Koweït, Qatar, Oman, Arabie Saoudite, et les Émirats Arabes Unis.

⁵¹ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela

⁵² Algérie, Bahreïn, Comores, Djibouti, Égypte, Iraq, Jordan, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Émirats Arabes Unis et Yémen

Annexe 2 : Dates importantes

- 30 novembre 1985 Déclaration d'Iguaçu (signée par le Brésil et l'Argentine)
- Novembre 1988 Traité d'intégration, de coopération et de développement
- Juillet 1990 Acte de Buenos Aires
- Août 1990 Le Paraguay et l'Uruguay se joignent au projet du MERCOSUR
- 29 novembre 1990 Accord de complémentarité économique signé entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay
- 17 décembre 1991 Protocole de Brasília
- 26 mars 1991 Traité d'Asunción
- 19 juin 1991 Accord commercial et d'investissement signé avec les États-Unis (*The Rose Garden Agreement*)
- Juin 1992 Sommet de Las Leñas (Argentine)
- 17 janvier 1994 Protocole de Colonia (promotion et protection réciproque des investissements dans le MERCOSUR)
- 14 décembre 1994 Protocole de Ouro Preto (scellage définitif du projet du MERCOSUR)
- 1994 Création du Foro Consultativo Económico y Social (FCES) et de la Commission du commerce (CCM)
- 1995 Naissance de l'Union douanière du MERCOSUR
- 7 décembre 1995 Accord cadre avec la Bolivie pour la négociation d'une zone de libre échange
- 15 décembre 1995 Accord-cadre interrégional de coopération commerciale et économique entre l'UE et le MERCOSUR
- 25 juin 1996 Accord de complémentarité économique avec le Chili
- Janvier 1997 Secrétariat administratif commence à opérer comme organe international
- 1997 Conférence Europe-Amérique latine
- 16 avril 1998 Accord-cadre pour la création d'une zone de libre-échange entre le MERCOSUR et la Communauté andine
- 18 avril 1998 Accord-cadre pour le commerce et l'investissement entre le MERCOSUR et le Marché commun centraméricain
- 16 juin 1998 Signature de l'Entente de coopération en matière de commerce et d'investissement entre le MERCOSUR et le Canada
- 1^{er} juillet 1999 Accord-cadre interrégional de coopération entre l'UE et le MERCOSUR
- 6 août 2000 Protocole d'harmonisation des normes sur la propriété intellectuelle dans le MERCOSUR
- 8 septembre 2000 Protocole de défense de la concurrence dans le MERCOSUR
- 18 février 2002 Protocole d'Olivos (pour le règlement des différends à l'intérieur du bloc)
- 5 juillet 2002 Accord de complémentarité économique Mexique-MERCOSUR
- 5 décembre 2002 Accord sur le règlement du Protocole de défense de la concurrence du MERCOSUR
- 6 décembre 2002 Accord de complémentarité économique Communauté andine-MERCOSUR
- 5 février 2003 Rencontre extraordinaire des 4 ministres des Affaires étrangères. Transformation du secrétariat administratif en secrétariat technique. Projet d'un parlement du

- MERCOSUR. Le protocole d'Olivos sur le règlement des différends entre en vigueur. Déclaration commune contre la guerre en Iraq et en faveur du multilatéralisme.
- 21 mars 2003* 9^{ème} cycle de négociation UE-MERCOSUR. Prévisions d'une offre globale mutuelle au 15/04/03. Désaccords sur les rythmes de libéralisation et sur l'agriculture
- 31 mars 2003* Lula envoie une lettre aux trois autres présidents du MERCOSUR. Il demande de s'engager dans une solidarité de bloc dans les négociations avec les autres pays et d'éliminer les barrières internes en vue de l'intégration.
- 22-24 mai 2003* Réunion du groupe de Rio : « consensus de Cuzco » sur le développement économique et social et la stabilité politique
- 17-18 juin 2003* Réunion du conseil du Marché Commun (CMC), rencontre des présidents des quatre pays du MERCOSUR à Asunción (Paraguay): 6 points abordés : Critères de convergence macroéconomiques mis en place, politique commerciale commune, Prise en compte de l'asymétrie avec les 2 petits pays du MERCOSUR, renforcement institutionnel, intégration des chaînes de production, intégration des frontières.
- Annnonce de la création d'un marché unique d'ici l'horizon 2006.
- 18 juin 2003* Signature d'un accord-cadre des quatre pays pour négocier un traité de libre-échange avec l'Inde.
- 4 août 2003* Rencontre CAN- MERCOSUR
- 25 août 2003* Projet brésilien de « programme de substitution des importations compétitives » pour développer les industries des petits pays du MERCOSUR
- 26 août 2003* Entrée officielle du Pérou comme membre associé du MERCOSUR
- 15 septembre 2003* Échec de la conférence ministérielle de Cancun du fait des pressions du G20 dont font partie les pays du MERCOSUR.
- 24 septembre 2003* Quatrième rencontre avec la Chine afin d'accroître l'intégration.
- 7 octobre 2003* Duhalde est officiellement nommé Représentant du comité du MERCOSUR
- 17 octobre 2003* Signature du consensus de Buenos Aires entre Brésil et Argentine. Promesse de négocier en tant que bloc pour la lutte contre la pauvreté et le chômage, sans contrer complètement les idées du consensus de Washington.
- 5 novembre 2003* Les autorités américaines menacent de signer des accords bilatéraux dans le cas où les négociations de la ZLEA échoueraient.
- 8-9 novembre 2003* Rencontre entre ministres au sein de la ZLEA préparatoire la ministérielle de Miami en Virginie. Idée d'une flexibilité dans l'agenda. Idée d'un consensus minimal.
- 11-14 novembre 2003* Rencontre UE-MERCOSUR à Bruxelles. Les deux blocs se donnent jusqu'à octobre 2004 pour parachever le texte de l'accord. 6 rencontres prévues d'ici-là.
- 16 novembre 2003* L'Uruguay et le Mexique signent un accord de libre-échange en Bolivie.
- 17-21 novembre 2003* Ministérielle de Miami. Un accord sur le plus petit dénominateur commun. Argentine reste solidaire au Brésil. Pluriculturalisme dans les domaines de l'agriculture, des services, de l'investissement et des marchés publics. Annonce des EUA d'accords bilatéraux avec les Andes, le MCCA, la République dominicaine et le Panama.
- 27 novembre 2003* L'accord avec la communauté andine prévu pour fin 2003 a été ajourné. Des différends sur les domaines agricoles et alimentaires retardent les discussions.
- 15 décembre 2003* Le Pérou devient officiellement le troisième membre associé du MERCOSUR.

- 12-14 janvier 2004* Sommet spécial des Amériques, constat du désaccord, pas de terrain d'entente en vue. Pas d'accord commercial, peut-être contre la corruption, pas d'accord sur l'assistance dans la lutte contre la pauvreté.
- 19 janvier 2004* Rapprochement entre le MERCOSUR et l'Inde, négociations en cours. 26 janvier 2004 : un accord stratégique, intensification des échanges bilatéraux. Accord commercial une liste de 900 produits. Combat pour une économie mondiale économiquement et socialement plus juste.
Rapprochement aussi avec l'Afrique du Sud. (construction d'un G3).
- 4-5 février 2004* Rencontre ministérielle des Amériques à Puebla au Mexique. Le texte final sera refusé. Le MERCOSUR a demandé de pouvoir appliquer des droits compensateurs face aux protections octroyées aux agriculteurs du Nord du continent. Proposition de l'élimination totale des subventions refusée. Le Brésil s'estime satisfait des pourparlers, l'échéance de 2005 semblant chimérique.
- 11 février 2004* Un accord UE-MERCOSUR semble être proche de la signature : un accord d'association devrait être signé au 28/29 mai 2004.
- 11 mars 2004* Forte critique de l'UE face au MERCOSUR. Pour le commissaire européen, le MERCOSUR n'est pas un vrai bloc, il n'y a pas de véritable harmonisation interne. Critique de la non-libéralisation des services, les problèmes de propriété intellectuelle, l'investissement... et le fait que l'UE libéraliserait 83 % des biens immédiatement contre 70 % sur 10 ans pour le MERCOSUR.
- 16-17 mars 2004* Déclaration de Copacabana signée entre le Brésil et l'Argentine visant à mettre en place une stratégie commune face à l'endettement et les institutions financières internationales. La déclaration explicite que les impératifs financiers ne doivent pas compromettre la croissance et les investissements dans les infrastructures.
- 4 avril 2004* Les 3 pays de la CAN et le MERCOSUR signent un accord de libre-échange sur 80 % des produits.
- 14 avril 2004* Le MERCOSUR envoie un convoi militaire en Haïti dans une mission de maintien de la paix.
- 14 avril 2004* Le ministre des Affaires étrangères mexicain déclare dans une visite au Paraguay que son pays désire devenir membre à part entière du MERCOSUR. Il estime qu'en attendant, il réclame le statut de membre associé.
- 20-22 avril 2004* Le MERCOSUR et l'UE se disent proche d'un accord final pour l'ALE. d'un côté, agriculture avance, de l'autre des concessions sont faites sur le traitement des investissements et les services (télécoms et finance). Le Brésil semble plus réticent alors que l'Argentine et l'Uruguay notent la progression substantielle des négociations.
- 24-26 mai 2004* Alliance stratégique entre le Brésil et la Chine.
- 29-31 mai 2004* Deuxième Sommet UE-Amérique latine à Guadalajara. condamnation de l'unilatéralisme et des exactions, plaidoyer pour le multilatéralisme et un monde multipolaire. Réforme de l'ONU.
- 14 juin 2004* Avancée dans les services, statu quo dans l'agriculture entre UE et MERCOSUR. Le Brésil affirme vouloir un accord important et non pas allégé.
- 27 juin - 7 juillet 2004* Voyage de Kirchner en Chine. Coopération économique accrue. Assurer une association économique avec le MERCOSUR.
- 30 juin 2004* Blocage dans les négociations UE-MERCOSUR : agriculture (boeuf).
- 7-9 juillet 2004* Rencontre ministérielle du MERCOSUR. Puerto Iguazú
Lula donne son plein appui à la candidature du Mexique comme membre associé du

MERCOSUR. Fox se dit prêt à négocier le libre-échange avec l'ensemble des pays de la zone. Soutien du Chili à la candidature mexicaine au MERCOSUR. Un outil de coordination potentiel entre les 4 gros pays d'Amérique latine. Fox veut faire du MERCOSUR la voix forte (strong voice) de l'Amérique latine.

Le Venezuela fait aussi partie des candidats acceptés à l'entrée au MERCOSUR.

- 13 juillet 2004* Duhalde annonce qu'il a tenté d'approcher les pays d'Amérique centrale pour d'éventuelles négociations.
- 15 juillet 2004* L'accord de libre-échange entre le Mexique et l'Uruguay devient effectif à cette date.
- 16 juillet 2004* Tension entre le Brésil et l'Argentine. Cette dernière a imposé de tarifs douaniers d'urgence de 21 % sur des produits brésiliens. Les industries (travailleurs et entrepreneurs) ont exprimé leur colère. Lula a tenté d'avertir l'Argentine.
- 7 août 2004* Annonce conjointe de Lula et de Duhalde de la création d'une communauté sud-américaine des nations (CSN). Création d'un bloc continental d'intégration à plusieurs vitesses. Un fond multilatéral de 70 milliards de dollars sera déboursé pour mettre en oeuvre l'intégration énergétique continentale. Intégration économique et politique du continent.
- 12 septembre 2004* Consensus entre Brésiliens et Européens pour faire une déclaration conjointe du blocage des négociations. Rencontre Brésil-UE: propositions d'offres de chacune des parties le 20 septembre et maintien du calendrier (31/10).
- 12 septembre 2004* Les membres du MERCOSUR envisagent de mettre sur pied un secrétariat régional de la Défense.
- 28-30 septembre 2004* Toujours un conflit entre L'UE et le MERCOSUR, pas d'accord, l'Europe estime que le MERCOSUR fait des offres insuffisantes. Le MERCOSUR réplique en disant que les offres européennes sont inacceptables (agriculture).
- 22 octobre 2004* Échec des pourparlers UE-MERCOSUR. ajournement de la date butoir du 31/10/04. Reprise des négociations au premier quart de 2005.
- 26 octobre 2004* Les États-Unis et l'Uruguay signent un accord-cadre sur les investissements et le commerce. Accroissement de la protection des investisseurs en Uruguay.
- 6 novembre 2004* Le groupe de Rio s'engage dans la création de la CSN
- 8 novembre 2004* Réunion ministérielle du MERCOSUR à Ouro Preto. Discussion sur les réformes institutionnelles à mettre en place pour gérer deux évolutions : la formation d'un grand bloc sud-américain, la mise en place d'un parlement du MERCOSUR.
- 9 novembre 2004* Les ministres de l'Agriculture du MERCOSUR se réunissent pour mettre en avant la création du Conseil du Sud sur l'Agriculture.
- 29 novembre 2004* Accord de réduction tarifaire entre l'Inde et le MERCOSUR : négociations complétées.
- 9 décembre 2004* Première réunion de la communauté sud-américaine des nations à Cuzco (Pérou)
Idée d'efficacité économique et de justice sociale, ALE MERCOSUR-CAN-Suriname-Guyana-Chili. Exécutif=sommet présidentiel.
Projet de route Pacifique-Atlantique (Pérou-Brésil)
Projet ALE MERCOSUR CAN vu comme un processus menant à la fusion des deux ensembles. Disparition des tarifs douaniers en 2 ans (selon Duhalde).
- 15-20 décembre 2004* Rencontre présidentielle du MERCOSUR à Ouro Preto (Brésil)
Amplification du mécontentement brésilien à l'égard des clauses de sauvegardes qui restreignent les exportations brésiliennes. Demande de l'Argentine

d'institutionnaliser la légalité des clauses de sauvegarde. Le Brésil propose un accroissement de la coopération régionale dans le domaine des politiques industrielles.

L'Uruguay recherche des mécanismes pour préserver l'identité des petits pays du MERCOSUR.

Le Venezuela, la Colombie et l'Équateur deviennent officiellement membres associés du MERCOSUR.

Le Panama aspire à devenir membre associé du MERCOSUR.

- 14 janvier 2005* Engagement de Vasquez en faveur d'une intégration économique, sociale et politique au sein du MERCOSUR.
- 9 février 2005* Les États-Unis rejettent l'idée d'une négociation 4+1 avec le MERCOSUR.
- 14 février 2005* Signature d'un accord de coopération économique entre le Brésil et le Venezuela. énergie, télécommunication, construction, aviation... 26 accords sectoriels.
- 3 mars 2005* Le Brésil, l'Argentine et le Venezuela se sont mis d'accord pour mettre en place une coordination énergétique et financière face aux institutions multilatérales. accords pour partage des informations et soutient des mêmes positions au sein des Institution financières internationales (IFI).
- 22 mars 2005* Signature de l'accord de libéralisation commerciale du MERCOSUR avec l'Inde à New Delhi.
- 30 mars 2005* Nouvel échec dans les négociations UE-MERCOSUR. toujours pas d'avancée significative sur la question agricole.
- 4 avril 2005* L'Uruguay et le Brésil signent un accord de coopération énergétique.
- 29 avril 2005* Rencontre des gouvernements de gauche d'Amérique du Sud pour établir un agenda commun (Chili, Argentine, Brésil, Uruguay). consensus pour renforcer l'intégration économique des pays membres du MERCOSUR et de la CSN.
- 8 mai 2005* Rencontre de MERCOSUR avec les pays arabes. négociations pour une ZLE MERCOSUR-pays Arabes. Coopération politique et économique
- 17 mai 2005* Voyage de Duhalde à Moscou pour établir une coopération entre le MERCOSUR et la Russie. Commerce, coopération politique.
- 18 mai 2005* Début des négociations commerciales entre le MERCOSUR et le Canada sur : le commerce biens et services, l'investissement.
- 20 mai 2005* Négociations commerciales entre le MERCOSUR et le Mexique, négociation d'un ALE en vue de l'intégration du pays comme membre associé.
- 20 mai 2005* Accord d'intensification des relations signé par le Brésil et l'Argentine. accord de Brasilia. Un accord mettant en avant l'intégration productive, infrastructurelle et énergétique.
- 25 mai 2005* Lancement de Telesur, chaîne de télévision latino-américaine d'information. Projet soutenu par le Venezuela, l'Argentine, l'Uruguay et Cuba.
- 7 juin 2005* Lancement du corridor inter-océanique entre le Chili et l'Argentine
- 19-20 juin 2005* Sommet présidentiel du MERCOSUR à Asunción.
- Projet d'infrastructures et énergétiques. Projet de Pipeline de gaz partant du Pérou et desservant le Chili, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay.
- Création d'un fond structurel. Financement : 70% Brésil, 27% Argentine, 2% Uruguay et 1%. Paraguay. Effectif au premier janvier 2006.

- 05 juillet 2005* Le Brésil admet qu'il va falloir mettre en place un mécanisme de clause de sauvegarde quand une industrie d'un des pays est menacée.
- 8 juillet 2005* Le Brésil adopte une loi faisant passer l'espagnol comme la deuxième langue du pays qui devra être apprise dans les écoles. ratifiées le 6/08/05
- 12 juillet 2005* Les pays du MERCOSUR deviennent officiellement membres associés de la CAN: participation aux sommets présidentiels
- 13 juillet 2005* L'UE propose de profiter du troisième Sommet UE-Amérique latine en mai 2006 à Vienne pour finaliser l'Accord commercial avec le MERCOSUR.
- 5 août 2005* Début de la construction de « l'autoroute transnationale » Brésil-Bolivie-Pérou.
- 10 août 2005* Accord Venezuela-Uruguay. Garantie de Pétrole de 25 ans offerte par le Venezuela à l'Uruguay. investissement de 40 millions dans un réservoir. Coopération technique.
- 15 août 2005* Accélération du calendrier de libre-échange avec la CAN : de 2014 à 2010.
- 24 août 2005* Début du différend entre l'Uruguay et l'Argentine sur l'industrie du papier
- 23 septembre 2005* Inquiétudes concernant l'installation de camp militaire des États-Unis au Paraguay.
- 17 octobre 2005* Annonce de l'intégration du Venezuela au MERCOSUR en décembre 2005
- 3-6 novembre 2005* Sommet des Amériques à Mar del Plata. Le MERCOSUR continue de faire bloc pour une ZLEA à deux vitesses.
- 30 novembre 2005* L'Uruguay soutien l'intégration de Cuba dans le MERCOSUR
- 3-7 décembre 2005* Sommet du Mercosur : intégration du Venezuela sur une période de six mois.
- 20 décembre 2005* Rapport autorisant la construction des usines de papier en Uruguay
- 15 janvier 2006* Début du blocage des ponts reliant l'Argentine et l'Uruguay à cause du conflit sur les usines de papier
- 1^{er} février 2006* Accord entre l'Argentine et le Brésil sur le fonctionnement du règlement des différends
- 21 février 2006* L'Uruguay fait appel à l'OEA pour régler le conflit avec l'Argentine.
- 5 mars 2006* L'Uruguay annonce qu'il va approfondir ses relations commerciales avec les États-Unis
- 17 mars 2006* Tabare Vasquez n'exclut pas de se distancer du MERCOSUR pour se rapprocher de l'Amérique du Nord.
- 21 mars 2006* Célébration du quinzième anniversaire du MERCOSUR annulées.

Annexe 2. Sites Internet utiles

• Sites officiels d'informations sur le MERCOSUR

• Site officiel du MERCOSUR

<http://www.mercosur.org.uy/>

• Commission sectorielle du MERCOSUR : site pour tout savoir sur le MERCOSUR

<http://www.mercosur-comisec.gub.uy> (site en espagnol)

• Site sur le partenariat MERCOSUR-UE (description des projets de coopération)

http://europa.eu.int/comm/external_relations/mercosur/background_doc/descript_projets.htm

• Instituto Latinoamericano de Integración y Desarrollo (ILAIDE)) (site en espagnol)

<http://www.idela.org.ar/>

• MERCOSUR (Instituto para la Integración de America Latina y del Caribe (INTAL))

<http://www.iadb.org/intal/tratados/mercosur.htm>

• Ambassade général de la République du Paraguay au Brésil (site sur le MERCOSUR)

<http://www.paraguaysp.com.br/mercosur.htm>

• Bases de données sur le MERCOSUR de l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC) (Brésil)

<http://www.ufsc.br/latinidad/bdados/mercosul.html>

• Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)

<http://www.eclac.cl/>

• Sistema Económico Latinoamericano (SELA)

<http://www.sela.org>

Groupes de recherche – réseaux académiques

• Red académica uruguayana : Aporte a la comprensión del MERCOSUR

<http://www.rau.edu.uy/mercosur/>

• Red de Investigaciones Económicas del MERCOSUR (Uruguay)

<http://www.redmercosur.org.uy/>

• Centro brasileiro de documentação e estudos da Bacia do Prata

<http://www.cedep.ifch.ufrgs.br/>

• Economic Research Network :

Argentine

- Instituto Torcuato Di Tella (ITDT)

<http://www.utdt.edu/index.php3>

- Centro de Investigaciones para la Transformación (CENIT)

<http://www.fund-cenit.org.ar/>

- Centro de Estudios de Estado y Sociedad (CEDES)

<http://www.cedes.org/>

Brasil

- Instituto de Economía (Universidade Estadual de Campinas)

<http://www.eco.unicamp.br/indexie.html>

- Instituto (Universidade Federal de Rio de Janeiro)

- Instituto de Pesquisa Económica Aplicada (IPEA)

<http://www.ipea.gov.br/>

Paraguay

- Centro de Análisis de Economía Paraguaya (CADEP)

<http://www.cadep.org.py/>

Uruguay

- Centro de Investigaciones Económicas (CINVE)

<http://www.cinve.org.uy/>

• **Revues spécialisées**

- *Latin Trade*

<http://www.latintrade.com>

- *Revista del Sur Política, economía, social*

<http://www.revistadelsur.org.uy>

- *Terceiro Milênio* (Brésil)

<http://www.etm.com.br/>

- *Revista Integração* (Brésil)

<http://integracao.fgvsp.br/>

- **INTAL :**

Informe MERCOSUR

http://www.iadb.org/intal/detalle_subtipo.asp?tid=6&idioma=esp&stid=5&cid=234

Revista Integración y Comercio

http://www.iadb.org/intal/detalle_tipo.asp?tid=4

Lettre mensuelle

<http://www.iadb.org/intal/cartas.asp?tid=5>

- Des nouvelles récentes sur le MERCOSUR
 - Mercopress
<http://www.mercopress.com/>

- Traités/décisions/résolutions/partenariat
 - Système d'information du commerce extérieur de l'Organisation des États américains (OEA)
http://www.sice.oas.org/agreements/Mercin_e.asp#MERCOSUR

- Partenariat UE – MERCOSUR
 - http://europa.eu.int/comm/world/lac/merc_fr.htm
 - http://europa.eu.int/eur-lex/lex/Result.do?arg0=mercosur&arg1=&arg2=&titre=titre&chlang=fr&RechType=RECH_mot&Submit=Rechercher

- Document du Sistema Económico Latinoamericano (SELA) sur l'intégration
<http://www.sela.org/index.asp?URL=aa0/es/menu/coointr1.htm>
 - Ministère des relations extérieures du Brésil
http://www.mre.gov.br/portugues/politica_externa/mercosul/index.asp
 - Ministère des relations extérieures de l'Argentine
<http://www.mrecic.gov.ar/>
 - Ministère des relations extérieures de l'Uruguay
<http://www.mrree.gub.uy/mrree/home.htm>
 - Ministère des relations extérieures du Paraguay
<http://www.mre.gov.py/>

Annexe 3. Bibliographie sur le MERCOSUR

- Aggarwal, Vinod K. (2004), *The strategic dynamics of Latin American trade*, Woodrow Wilson Center Press et Stanford University Press, Washington, D.C. et Stanford, 294 p.
- Albuquerque, Jose Augusto Guilhon (2002), *Political co-operation in Mercosur*, Royal Institute of International Affairs, Mercosur Working Group Paper, 29 p.; <http://www.riia.org>
- Alemany Cecilia (2004), « Diplomacia de cumbres y diplomacia ciudadana en la asociación birregional desde la perspectiva del Mercosur », *Nueva sociedad*, n° 190, mars-avril, pp. 136-150.
- Alemany, Cecilia (2004), *La sociedad civil del Mercosur y Chile ante la asociación con la Unión Europea*, ALOP, CLAEH, Montevideo, 166 p.
- Alfredo Guerra-Borges (2001), « Integración latinoamericana : dos épocas, dos estilos. Una reflexión comparativa », *Iberoamericana*, vol.1, n° 2, pp. 61-79.
- Almeida, Paulo Roberto (1993), « O MERCOSUL no contexto regional e internacional », *Política externa* 2, 2 : 86-103.
- Almeida, Paulo Roberto (1998) « O futuro do Mercosul : dilemas e opções », In CASELLA, Paulo (org.), *Mercosul, integração regional e globalização*, São Paulo, LTr.
- Almeida, Paulo Roberto de (2002), *Mercosul em sua primeira década (1991-2001): uma avaliação política a partir do Brasil*, BID.INTAL, Documento de Divulgación no.14, Buenos Aires, 64 p.; http://www.iadb.org/intal/publicaciones/deAlmeida_DD14.pdf
- Almeida, Paulo Roberto de, (2000), *Le Mercosud : un marché commun pour l'Amérique du Sud*, L'Harmattan , Paris et Montréal, 158 p.
- Altenfelder, Ruy (2000), *O desafio da integração sem exclusão social : o papel da sociedade*, BID/INTAL, Buenos Aires, 7 p.
- Anner, Mark (2003), « Industrial Structure, the State, and Ideology: Shaping Labor Transnationalism in the Brazilian Auto Industry », *Social Science History*, vol. 27, n° 4, hiver, pp. 603-634
- Arturo Fernández et Silvia Gaveglío (dir.) (2000), *Globalización, integración, Mercosur y desarrollo local*, Homo Sapiens, Rosario, 204 p.
- Baer W., Cavalcanti T., Silva P. (2002) « Economic integration without policy coordination: the case of Mercosur », *Emerging Markets Review*, vol. 3, n° 3, pp. 269-291
- Balazote Alejandro O., Catullo María R., et Juan C. Radovich, (dir.) (2001), *Antropología y grandes proyectos en el Mercosur*, Ed. Minerva, La Plata, 214 p.

- Balbis, Jorge (2001), *La participación de la sociedad civil en la construcción del Mercosur*, BID. INTAL, Buenos Aires, 21 p.
- Balze, Felipe de la (2001), « Finding allies in the back yard: NAFTA and the Southern Cone », *Foreign Affairs*, vol. 80, n° 4, juillet-août, pp. 7-12.
- Balze, Felipe de la, comp. (2000), *El futuro del Mercosur : entre la retórica y el realismo*, CARI, Buenos Aires, 248 p.
- Bandeira, Luiz Alberto M. (1996) « Política y relaciones internacionales en el Mercosur », *Ciclos*, vol. 6, n° 2 , p.103-122.
- Baptista, Luiz O. et Téanor, Caroline (2001), *L'intégration économique régionale en Amérique latine*, Montchrestien, Paris, 295 p.
- Barbato Celia, coord. (2002), *Transformación estructural en América latina : la década de los noventa*, Trilce, Montevideo, 196 p.
- Barbato, Celia, (dir.) (2000), *Mercosur, una estrategia de desarrollo : nuevas miradas desde la economía y la política*, Ediciones Trilce, Montevideo, 88 p.
- Barbosa, Rubens Antônio (2001), « O impacto da ALCA sobre o MERCOSUL », *Revista Brasileira de Comércio Exterior*, vol. 13, n° 67, avril-juin, pp. 22-27.
- Barry, Eichengreen.(1998), *Does Mercosur Need a Single Currency?*, NBER Working Paper, no 6 821, décembre.
- Batista, Luiz Olavo (2002), « O Brasil na encruzilhada das negociações globais », *Política Externa*, vol. 10, n. 4, mars- mai, pp. 47-56.
- Baumann, Renato et alii (2002) *Los procesos de integración de los países de América Latina y el Caribe 2000-2001, avances, retrocesos y temas pendientes*, CEPAL, Santiago de Chile, 84 p.
- Behar, Jaime. (2000), *Cooperation and competition in a common market : studies on the formation of MERCOSUR*, Physica-Verlag, New York, 152 p.
- Beltrán Virgilio R. (2000), « Las fuerzas armadas del Cono Sur de América frente al Siglo XXI : algunas alternativas de cambio », *Fuerzas Armadas y Sociedad*, vol.15, n°3, pp. 50-67
- Benecke, Dieter W.; Loschky, Alexander (2001), *Mercosur: desafío político*, CIEDLA; Fundación Konrad Adenauer , Buenos Aires, 446 p.
- BENECKER, Dieter W. et LOSCHKY, Alexander (2001), « ALCA y la integración latinoamericana. La situación post-Quebec », *Contribuciones*, n° 3, juillet-septembre, pp. 9-44.
- Berlinski, Julio (2004), *Los impactos de la política comercial entre Argentina y Brasil (1988-1997)*, Instituto Di Tella et Siglo Veintiuno de Argentina editores, Buenos Aires, 90 p.
- Berlinski, Julio, coord (2001), *Sobre el beneficio de la integración plena en el Mercosur*, Siglo Veintiuno, Buenos Aires, 205 p.

- Bernal-Meza Raúl (2002), « Os dez anos de Mercosul e a crise argentina: a necessidade de revisar o modelo de integração », *Política Externa*, no. 4, Mars-mai.
- Bernal-Meza, Raul (1999), «Políticas exteriores comparadas de Argentina e Brasil rumbo ao Mercosul», *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol.o 42, no 2, pp. 40-49.
- Bernal-Meza, Raul. (2000), *Sistema mundial y Mercosur*, Editor Latinoamericano, Colección Nuevo Hacer, 480p.
- Berrettoni, Daniel; Cicowiez, Martín (2005), *El acuerdo de libre comercio MERCOSUR-Comunidad Andina de Naciones : una evaluación cuantitativa*, CEPAL, Serie Estudios Estadísticos y Prospectivos no. 33, Santiago de Chile, 45 p.
- BID et Comission européenne (2004), *Estableciendo mecanismos de consulta con la sociedad civil sobre iniciativas de integración y comercio: las experiencias de la Unión Europea y de Mercosur*, BID, INTAL, Buenos Aires.
- BID. INTAL (2003), « La evolución de la agenda externa del Mercosur: avances entre la tormenta », *Informe Mercosur*, BID. INTAL, vol. 7, n° 8, pp. 109-141.
- Biocca, Stella Maris (2001), *Claves político-jurídicas para la integración latinoamericana*, Zavalía Editor, Buenos Aires 304 p.
- Bizzozero Lincoln, GRANDI Jorge (1997), « Vers une société civile du Mercosur, anciens et nouveaux acteurs », *Cahiers des Amériques Latines*, no 24, pp.53-72.
- Bizzozero Lincoln (2004), «Nueva etapa del Mercosur frente a los 10 años de Ouro Preto. Límites y perspectivas del ajuste institucional », *Nueva sociedad*, n° 194, noviembre-décembre, pp. 14-27.
- Bizzozero, Lincoln (2000), Título: La construcción de la dimensión social en los nuevos regionalismos : El caso del Mercosur, Physica-Verlag, Caracas, 30 p.
- Bizzozero, Lincoln; Pastorino, Ana (2000), « Rol de la Comisión Parlamentaria Conjunta en el proceso de integración del Mercosur privado », Colección, vol. 4 n° 9
- Bodemer, Klaus (2001), *The Mercosur-on the way to a cooperative security community?*, BID-INTAL, Buenos Aires, 13 p.
- Boldori Rosa (2002), *La identidad cultural del MERCOSUR*, Ciudad Argentina, Buenos Aires, 343 p.
- Bouzas, Roberto (1998), « Moneda unica en el Mercosur », *Clarín*, 3 mai.
- Bouzas, Roberto (2001), *El MERCOSUR y el ALCA*, BID/INTAL, Buenos Aires, 12 p.
- Bravo Enrique (2001), *MERCOSUR e impacto social en Latinoamérica*, Espacio, Buenos Aires, 227 p.
- Brian Loveman (2000), *Inserción económica internacional de América Latina*, FLACSO, Santiago, 168 p.
- Briceño Ruiz, José (2001), « El Mercosur, México y el Caribe frente al Area de Libre Comercio de las Américas », *Comercio Exterior*, vol. 51, n° 5, mai, pp. 396-402.

- Briceño Ruiz, José, Marleny Bustamante, (dir) (2002), *La integración latinoamericana: entre el regionalismo abierto y la globalización*, Universidad de los Andes, Mérida, 375 p.
- Brito, Alexandra Barahona de (2000), *New sovereignties, old territorialities : regional integration and expanding universal jurisdiction*, BID/INTAL, Buenos Aires, 22 p.
- Bueno, Clodoaldo (2004), « Pan-Americanismo e projetos de integracao: temas recorrentes na história das relações hemisféricas (1826-2003) », *Política Externa*, vol.13, no.1, Juin-Août, pp. 65-80
- Bustillo, Inés; Ocampo, José Antonio (2003), *Asimetrías y cooperación en el Area de Libre Comercio de las Américas*, CEPAL, Santiago de Chile, 37 p.
- Buxedas, Martin (1999), « El desarrollo sustentable en las negociaciones del Mercosur », *Nueva-Sociedad*, n° 162, p.68-78.
- Caetano, Gerardo, et Perina, Rubén M., (dir.) (2000), *Mercosur y parlamentos : los congresos en la democracia y la integración*, Centro Latinoamericano de Economía Humana, Montevideo, 214 p.
- Calcagno, Alfredo Eric (2001), « El poder de la integración », *Capítulos del SELA*, n° 63, septembre-décembre, pp. 83-92.
- Cardim, Carlos Henrique, org; Hirst, Mónica, (dir.) (2003), *Brasil-Argentina: a visão do outro; soberania e cultura política*, DF: FUNAG, Brasília, 438 p.
- Cardoso, Fernando Henrique (2001), « Democracy as a Starting Point », *Journal of Democracy*, vol. 12, n° 1, janvier, pp. 5-14.
- Carlos Esposito (2000), « El Mercosur entre el regionalismo y el multilateralismo », *Revista Electrónica de Estudios Internacionales*, n°1, 2000, 13 p.
- Carranza, Mario Esteban (2000), *South American Free Trade Area or Free Trade Area of the Americas? : open regionalism and the future of regional economica integration in South America*, Ashgate, Aldershot, 245 p.
- Cason Jeffrey (2000), « On the road to Southern Cone economic integration », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 42, n° 1, 2000, pp. 23-42.
- Castro Neves, João Augusto de. (2003), « O papel do legislativo nas negociações do Mercosul e da ALCA. », *Contexto Internacional*, vol. 25, n° 1, janvier-juin, pp. 103-138.
- Catia Lassalvia (1999), « A teia social do Mercosul », *Carta Internacional*, n° 79, septembre.
- CELARE (2000), *La sociedad civil del Mercosur y Chile en la Asociación con la Unión Europea*, CELARE, Santiago, 194 p.
- Central Unica dos Trabalhadores do Brasil (2000), *Documento sobre desarrollo del MERCOSUR y su impacto sobre el mercado de trabajo*, Central Unica dos Trabalhadores do Brasil , Rio de Janeiro.

- Centro de Economía Internacional (2001), *Alternativas de integración para los países del MERCOSUR: una evaluación cuantitativa*, Centro de Economía Internacional, Buenos Aires 18 p.
- Chacón Luis (2001), « La dimensión social de las migraciones en América Latina a través de los tratados de integración », dans Perla Petrich (dir.), *Histoire et mémoires des migrations en Amérique latine*, Saint-Denis, Université Paris 8, pp. 31-49
- Chatterjee, C. (1992), « The Treaty of Asuncion : An Analysis », *Journal of World Trade*, vol. 26, n° 1, février, pp. 63-71.
- Cheresky Isidoro (2004), « Argentina. Cambio de rumbo y recomposición política. Néstor Kirchner cumple un año de gobierno », *Nueva sociedad*, n° 193, septembre-octobre, pp. 4-16.
- CHERESKY, Isidoro (2001), « Argentina. Economía hipotecada y poder político fragmentado », *Nueva Sociedad*, n° 174, juillet-août, pp. 4-14.
- Chudnovsky, Daniel, (dir.) (2001), *El boom de inversión extranjera directa en el Mercosur*, Siglo XXI; Red Mercosur, Buenos Aires, 338 p.; <http://www.redmercosur.org/espanol03/libros.htm>
- Chudnovsky, Daniel; López, Andrés; Melitksko, Silvana (2000), « Ha contribuido el MERCOSUR al desarrollo económico argentino? », *Integración y Comercio*, vol.4, no.10, pp. 35-67.
- Coelho, Pedro Motta P. (1998), «Relações Brasil-Argentina e o Mercosul : uma visao geoeconômica da integração», *Revista de Política Externa*, vol 7, no1.
- Chudnovsky, Daniel, et Fanelli, José María, (dir.) (2001), *El desafío de integrarse para crecer: balance y perspectivas del MERCOSUR en su primera década*, Siglo Veintiuno de Argentina Editores, Buenos Aires, 398 p.; <http://www.redmercosur.org.uy/publicaciones/serie.htm>
- Convenio Andrés Bello et Instituto de Estudios Internacionales. (2002), *Los procesos de integración y cooperación regionales*, Cátedra Internacional Andrés Bello, Santiago de Chile, 231 p.
- Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur (2004), *Estrategia Mercosur para generar empleo*, Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur, Sao Paulo.
- Coquetti, Nélica (2003), « Sociedad del Mercosur », *Revista de Derecho Internacional y del MERCOSUR*, vol. 7, n° 2, avril, pp. 70-76.
- Corres, Gerardo (2001), « Las relaciones internacionales del trabajo. La razón de la declaración sociolaboral del Mercosur. Su fundamento en el constructivismo », *Revista de Derecho del Mercosur*, vol. 5, n° 4, pp. 251-256
- Costa Vaz, Alcides. (1999), « Parcerias estratégicas no contexto da politica exterior brasileira : implicações para o Mercosul », *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 42, no 2, p. 52.
- Costa, Roberto Teixeira da(2001), « ALCA 2005: destino ou opção? », *Política Externa*, vol. 10, n° 2, septembre-novembre, pp. 102-111.

- Couffignal, Georges, dir. (2002), *América Latina, el inicio del nuevo milenio*, Institut de hautes études sur l'Amérique latine (IHEAL) et Universidad Nacional de Tres de Febrero (UNTREF), Paris et Buenos Aires, 262 p.
- Cristaldo Montaner, Jorge Darío (2003), *Integración: Mercosur también existe*, Ed.del Autor, Asunción, 361 p.
- CRISTINI, Marcela (2001), « La Argentina y su experiencia de integración comercial en América Latina », *Contribuciones*, n° 3, juillet-septembre, pp. 107-132.
- DAGNINO, Evelina (2001), « Os movimentos sociais e a construção da democracia no Brasil: tendências recentes », *JILAS*, n° 1, juillet, pp. 75-104.
- De Sierra, Gerónimo, comp.; Bernales, Manuel (2004), *Democracia, gobernanza y desarrollo en el Mercosur : hacia un proyecto propio en el siglo*, Unesco, Montevideo, 242p.; <http://www.unesco.org/uy/shs/gobernanza/26-bizzozero.pdf>.
- Di Biase, Héctor N et alii. (2000-2001), « Mercosur: estrategia de los actores », *Capítulos del SELA*, n° 62, mai-août, 42 p
- Di Tella, Torcuato S (2000), *Qué gana con la unidad sudamericana?*, Instituto Rio Branco, Brasília, 21 p.
- Djick, Pitou (van) and Marianne Wiesbron (dir.) (2002), *Ten Years of Mercosur*, Centre for Latin American Research and Documentations, Amsterdam.
- Duhalde, Eduardo (2005), « Perspectivas del Mercosur », *Diplomacia, Estrategia e Política*, vol. 1, no. 2, pp. 5-29.
- Duhamel, Anne, et Turcotte, Sylvain F. (2001), « Le MERCOSUR : structures institutionnelles et stratégies économiques », *Note de recherche*, vol. 3, n° 9, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Montréal.
- Duina F., Breznau N. (2002), « Constructing Common Cultures: The Ontological and Normative Dimensions of Law in the European Union and Mercosur », *European Law Journal*, vol. 8, n° 4, pp. 574-595
- Elisabeth Jelin (dir.) (2000), *Diálogos, encuentros y desencuentros : los movimientos sociales en el Mercosur*, Instituto de desarrollo económico y social, Buenos Aires , 25 p.
- Elizabeth Jelin (2001). « Cultural Movements and Social Actors in the New Regional Scenarios: The Case of Mercosur », *International Political Science Review*, vol. 22, n° 1, pp. 85-98.
- Estervadeorval, Antoni, Goto, Junichi, Saez, Raul (2000). *The New Regionalism in the Americas: the case of Mercosur*, In INTAL/BID, Working Paper, no 5, avril.
- Estevadeorval, Antoni, et Robert, Carolyn, (dir.) (2001), *Las Américas sin barreras: negociaciones comerciales de acceso a los mercados*, BID, Washington DC, 324 p.
- Estevadeorval, Antoni; Goto, Junichi et Sáez, Raúl (2000), *The new regionalism in the Americas : the case of MERCOSUR*, BID-INTAL, Working Paper no. 5, Buenos Aires, 41 p.; <http://www.iadb.org/intal/publicaciones/estevadeorval-goto-saez.pdf>

- Estoup, Luis Alejandro (2002), « El nuevo desafío del Mercosur: torcer la tradición de deuda externa con dependencia financiera », *Revista de derecho internacional y del Mercosur*, vol.6, n° 5.
- Fanelli, José María (2002), *Monetary dilemmas : Argentina in Mercosur*, United Nations, Buenos Aires, 36 p.
- Federici, Mario F. (2000), « Proyecciones constitucionales del Mercosur », *Conceptos: Boletín de la Universidad del Museo Social Argentino*, vol. 75, no.2.
- Fernando Calderón G., Szmukler B. Alicia (2000), *Aspectos culturales de las migraciones en el Mercosur*, Instituto de desarrollo económico y social, Buenos Aires, 36 p.
- Ferrer, Aldo (2000), « La relación Argentina-Brasil en el contexto del Mercosur y la integración sudamericana », *Política Externa*, vol. 9, n° 2, p. 5-17
- Foders, Federico. (2000), *The transformation of Latin America : economic development in the early 1990s*, Edward Elgar, Cheltenham et Northampton, 159 p.
- Fraga, Rosendo (2000), « América del Sur y América Latina », *Documentos*, Instituto Rio Branco , 11 p.
- Francesco Duina (2004), « Regional market building as a social process: an analysis of cognitive strategies in NAFTA, the European Union and Mercosur », *Economy and Society*, vol. 33, n°3, pp. 359-389.
- Fraquelli, Antonio Carlos (2000), « Concorrência e consumo : rumo a uma ordem pública econômica comunitária? », *Revista de Derecho del Mercosur*, vol. 4, n° 4.
- Frieden, Jeffrey A. (2000), *Modern political economy and Latin America : theory and policy*, Westview Press, Boulder, 348 p.
- Bouzas, Roberto and Jaime Ros (dir.) (1994), *The MERCOSUL : An Overview. In Economic Inegration in the Western Hemisphere.*, Notre Dame : University of Notre Dame Press.
- Gajate, Rita Marcela (2000), « Novedades institucionales en el Mercosur », *Aportes para la Integración Latinoamericana*, vol. 8, n° 7
- García Delgado, Daniel (2001), « Integración y neoliberalismo en Argentina ¿ALCA o Mercosur? », *Nueva Sociedad*, n°176, pp. 102-115.
- García Pelufo, Juan Ignacio (2003), *La inserción del MERCOSUR al mundo globalizado*, BID. INTAL, Buenos Aires, 56 p.; disponible sur le site Internet: http://www.iadb.org/intal/publicaciones/GarciaPelufo_DT-IECI-06b.pdf -
- de Sierra Gerónimo (2001), *Los rostros del MERCOSUR : el difícil camino de lo comercial a lo societal*, CLACSO, Buenos Aires, 390 p.
- Getino, Octavio (2000), « Las industrias culturales y el Mercosur », *Contato*, vol. 2, n° 6.
- Giambiagi, Fabio (2000), « Mercosul : a unificação monetaria faz sentido? », *Revista de Política Externa*, vol. 8, no 3.

- Giordano, Paolo Valladão, Alfredo G. A. Durand, Marie-Françoise (2001), *Vers un accord entre l'Europe et le MERCOSUR*, Presses de Sciences Po, Paris, 451 p.
- Giordano, Paolo, JAVIER, Santiso (2000), « La course aux Amériques: les stratégies des investisseurs européens dans le Mercosur », *Problèmes d'Amérique latine*, no 39, octobre-décembre p.55-87.
- Gonzalez,-Luis-Armando (2000), « TLCAN y MERCOSUR: sus políticas económicas y sociales », *Estudios-Centroamericanos*, vol. 55, n° 621-622, août, pp. 777-786.
- Grimoldi, Gabriela (2005), *La teoría de la integración económica y su aplicación a la experiencia del Mercosur*, CAEI, Working Paper no. 7, Buenos Aires, 19 p.
- Guira, Jorge. (2003), *Mercosur : trade and investment amid financial crisis*, Kluwer Law International, London, 336 p.
- Hader Moyano, Rosa María (2000), « Identidad cultural: un problema de los argentinos », *Boletín de la BCN*, n° 120, pp. 115-128.
- Halperin, Marcelo et alii (2002), *Participación privada en la integración, respecto de las negociaciones para constituir el ALCA y respecto de la intervención en controversias dentro del MERCOSUR*, UADE, Buenos Aires, 45 p.
- Héctor Vega. (2001), *Integración económica y globalidad : América Latina y el Caribe*, Ed. Tierra Mía, Santiago, 250 p.
- Herzlich, Guy, (1998), « Le Mercosur réveille l'autre Amérique », In *Alternatives économiques*, p.42-46, no 158, avril.
- Heymann, Daniel (2001), *Regional interdependencies and macroeconomic crises : notes on Mercosur*, ECLAC, Buenos Aires, 47 p.
- Hirst, Monica (2000), *Atributos e dilemas políticos do Mercosul*, BID/INTAL, Buenos Aires, 5 p.
- Hugueney Filho, Clodoaldo, Cardim, et Carlos Henrique (2002), *Grupo de reflexão prospectiva sobre o Mercosul*, FUNAG, Brasilia, 354 p.
- J. Raúl Navarro García, coord. (2000), *Sistemas políticos y procesos de integración económica en América Latina*, Escuela de Estudios Hispano-Americanos, Sevilla, 301 p.
- Jacobs, Jamie Elizabeth (2004), « Neoliberalism and Neopanamericanism: The View from Latin America », *Latin American Politics & Society*, Vol. 46, n° 4, hiver, pp. 149-152.
- Jacques Ginesta (2001), *El MERCOSUR : antecedentes, orígenes y evolución hasta la crisis del sistema*, Instituto de Estudios Políticos e Internacionales, Montevideo, 96 p.
- Jaguaribe, Helio (2001), « Argentina e Brasil diante de suas alternativas históricas », *Política Externa*, vol. 9, n° 3, décembre-février.
- Jaguaribe, Hélio. (2003), *The European Union, MERCOSUL, and the new world order*, Cass, London et Portland, 247 p.

- Jaime Behar, Rita Giacalone, et Noemi B. Mellado, (dir.) (2001), *Integración regional de América Latina : procesos y actores*, Instituto de Estudios Latinoamericanos, Stockholm, 232 p.
- Jaime Ruiz-Tagle, et Víctor E. Tokman (2000), *Exclusión social en el mercado de trabajo en MERCOSUR y Chile*, OIT, Santiago, 144 p.
- Jakobsen, Kjeld (2001), « A estratégia da desobediência ». *Política Externa*, vol. 10, n° 2, septembre-novembre, pp. 48-62.
- Jelin E. (1999), « Dialogues, understandings and misunderstandings: social movements in MERCOSUR », *International Social Science Journal*, vol. 51, n° 159, pp. 37-48.
- Julio Figueredo et alii. (2002), *MERCOSUR y empresas*, Ciudad Argentina, Buenos Aires, 232 p.
- Kaltenthaler Karl; Mora Frank O. (2002), « Explaining Latin American economic integration: the case of Mercosur », *Review of International Political Economy*, vol. 9, n° 1, pp. 72-97.
- KATZ, Claudio (2001), « El abismo entre las ilusiones y los efectos del ALCA », *Nueva Sociedad*, n° 174, juillet-août, pp. 33-39.
- Kirschenbaum, Amy Jennifer (2005), *The politics of Mercosur: a comparative analysis of current Argentine and Brazilian policies towards the Southern Cone integration project*, The University of Texas at Austin, Austin, 174 p.
- Klein, Wolfram F. (2000), *El Mercosur : empresarios y sindicatos frente a los desafíos del proceso de integración*, Nueva Sociedad, Caracas, 289 p.
- Klom Andy (2003), « Mercosur and Brazil: A European Perspective », *International Affairs* , vol. 79, n° 2 , pp. 351-368.
- Kume, Honorio (2000), *A política comercial comum no Mercosul : avaliação e proposta de reforma; proposta de pesquisa*, Red MERCOSUR, Montevideo, 7 p.
- Lamaziere, Georges (2001), « O impacto dos processos de integração regional nas políticas de defesa e segurança : o Brasil e a cooperação político-militar na América do Sul », *Política Externa*, vol. 9, n° 4, mars-mai, p. 42-48.
- Laredo, Iris Mabel et al. (2003), *Vulnerabilidad de las economías regionales frente al proceso del Mercosur*, Universidad Nacional de Rosario, Rosario, 162 p.
- Laredo, Iris Mabel, (dir.) (2000), *Estado, mercado y sociedad en el Mercosur : pautas para su viabilización*, Universidad Nacional de Rosario, Rosario, 345 p.
- Larrañaga, Félix Alfredo (2002), *Desenvolvimento econômico no Cone Sul: o sistema logístico sub-regional*, Aduaneiras, Sao Paulo, 335 p.
- Laursen, Finn. (2003), *Comparative regional integration : theoretical perspectives*, Ashgate, Aldershot et Burlington, 300 p.
- Le Gras, Gilbert (2002), *The new new world : the re-emerging market in South America*, Reuters, London et New York, 316 p.

- Lengyel, Miguel (2004), *Trade policy reforms in Latin America : multilateral rules and domestic institutions*, Palgrave Macmillan, Houndmills et New York, 239 p.
- Lima Costa Marcos (1999) « Mercosul: a frágil consistência de um bloco regional emergente e a necessidade de aprofundar a integração », *Cena Internacional*, no. 1, juin.
- López Ernesto (2000), « ¿Un sistema subregional de seguridad ? », *Fuerzas Armadas y Sociedad*, vol.15, n° 4, pp. 38-50
- López Villafañe, Víctor, et Di Masi, Jorge Rafael, (dir) (2002), *Del TLC al Mercosur: integración y diversidades en América Latina*, Siglo XXI, México, 324 p.
- Lorenzo, Fernando, ed.; Vaillant, Marcel, ed. (2005), *Mercosur and the creation of the Free Trade Area of the Americas*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, 388 p., en 3 vols.
- Losoviz, Horacio (2004), « Responsabilidad del Mercosur en la crisis del empleo », *Mercado*, n° 1040, Octubre, p.20-26
- Luiz Olavo Baptista, Caroline Téanor, (dir) (2001), *L'intégration économique régionale en Amérique latine : documents*, Montchrestien, Paris, 295 p.
- Maito, Miguel A. (2005), « Las instituciones del MERCOSUR », *Informe Industrial*, vol. 28, no. 200, p. 48-51.
- Makler, Daniel (2001), « El nuevo relanzamiento del Mercosur: ¿avance o estancamiento del proceso de integración? », CERIR, p.291-305
- Marcelo J. Ruiz; Felix Peña, préf.. (2000), *MERCOSUR : su impacto legal, administrativo y financiero en la Argentina*, Grupo Editor Latinoamericano, Buenos Aires, 284 p.
- Marcos Aurélio Guedes de Oliveira (2001), *Mercosul e política*, LTr, São Paulo, 112 p.
- Marcos Costa Lima, et Marcelo de Almeida Medeiros, (dir.) (2000), *O MERCOSUL no limiar do século XXI*, Cortez et CLACSO, São Paulo et Buenos Aires, 328 p.
- Margheritis, Ana. (2003), *Latin American democracies in the new global economy*, North-South Center Press et Lynne Rienner Publishers, Coral Gables et Boulder, 290 p.
- Martín Adolfo Morgante (2001), *Liberalización del comercio internacional y regionalización económica : Argentina y el Mercosur*, Al Margen, La Plata, 132 p.
- Martínez Puñal, Antonio (2000), « La estructura institucional del Mercosur : hipótesis de reformas », *Revista de Derecho Internacional y del Mercosur*, vol. 8, n° 3
- Mecham Michael (2003), « Mercosur: A Failing Development Project? », *International Affairs* , vol. 79, n° 2 , pp. 369-387.
- Medeiros, Marcelo (2000), *La genèse du MERCOSUD : dynamisme interne, influence de l'Union Européenne et insertion internationale*, L'Harmattan, Paris et Montréal, 500 p.

- Mendes Costa, Marina (1997), *Le règlement des différends dans le cadre du Mercosur : le Protocole de Brasilia*, DEA Droit international, Université de Paris II – Panthéon-Assas, septembre.
- Mera, Carolina (2000), « Políticas de identidad. Lo mismo y lo otro », *Boletín de la BCN*, n° 120, pp. 75-90.
- Methol Ferré, Alberto (2002), *Mercosur o Unión Sudamericana?*, CINTERAC, Buenos Aires, 8 p.; <http://www.cinterac.com.ar>
- Miotti, Luis, Quenan, Carlos, Winograd, Carlos (1998), « Spécialisation internationale et intégration régionale: l'Argentine et le Mercosur », *Économie internationale*, no 74, deuxième trimestre, pp.89-120.
- Montero, Cecilia; Morris, Pablo (2002) *El impacto de la globalización en los mercados laborales: políticas de empleo en los países del Mercosur y Chile*, Fundación Friederich Ebert, Santiago de Chile, 38 p.
- Munoz, Heraldo (1996), « A nova integração e o acordo Chile-MERCOSUL », *Politica Externa*, vol.5, no2, septembre.
- Nochteff Hugo (2001), « El marco económico y tecnológico de las perspectivas de cooperación entre la Argentina y el Brasil en tecnologías de la información », *Realidad económica*, n°180, pp. 59-84
- Nora Wolfzun (2001), *En qué creen los que creen : conversaciones acerca del Mercosur*, Instituto de desarrollo económico y social, Buenos Aires, 33 p.
- Nunes de Oliveira Amâncio Jorge, Onuki Janina (2000), « Brasil, Mercosul e segurança regional », *Revista Brasileira de Política Internacional*, no. 2, juillet-décembre.
- O'Connell Arturo (2001), *Los desafíos del Mercosur ante la devaluación de la moneda brasileña*, CEPAL, Santiago, 46 p.
- Ofelia I. Stahringer, Alberto E. Monsanto, et Ernesto R. Seselovsky (dir.) (2002), *Integración y cooperación Atlántico*, Ed. de la Universidad Nacional de Rosario, Buenos Aires, 331 p.
- Palermo Vicente (2004), « Brasil. El gobierno de Lula y el PT », *Nueva sociedad*, n° 192, Juillet-Août, pp. 4-11.
- Paradiso, José; Smith, Gustavo Adolfo (2000), « Será posible una política exterior común? », *Archivos del Presente*, vol. 5, n° 19.
- Patomaki Heikki; Teivainen Teivo (2002), « Critical responses to neoliberal globalization in the Mercosur region: roads towards cosmopolitan democracy? », *Review of International Political Economy*, vol. 9, n° 1, pp.37-71.
- Pedro da Motta Veiga, org. (2000), *O Brasil e os desafios da globalização*, Relume-Dumará et SOBEET, Rio de Janeiro et São Paulo, 284 p.
- Peggy Beçak (2000), *MERCOSUL : uma experiência de integração regional*, Contexto, São Paulo, 115 p.

- Pena, Celina; Rosenberg, Ricardo (2005), *Mercosur: a different approach to institutional development*, Canadian Foundation for the Americas, Focal Polic Paper FPP-05-06, Ottawa 15 p.
- Pena, Celina; Rozemberg, Ricardo (2005), *Una aproximación al desarrollo institucional del MERCOSUR : sus fortalezas y debilidades*, BID. INTAL, Documento de Divulgación no. 31, Buenos Aires 63 p.
- Pena, Felix (2000), « Sobre o futuro do Mercosul? », *Revista de Politica Externa*, vol 8, no 3, pp. 3-14.
- Pena,-Federico-Alejandro (2001), « La institucionalidad del Mercosur: realidades, avances y desafíos en la logica del proceso de integracion ». *Boletin-Informativo-Techint.*, n° 305, janvier-février, p.81-112.
- Peña, Félix (2000), « El Mercosur en el actual contexto mundial », *Archivos del presente*, vol. 7, n° 28
- PEÑA, Félix (2001), « La relación entre el Mercosur y la Unión Europea: una perspectiva del sentido estratégico de la negociación interregional », *Contribuciones*, n° 3, juillet-septembre, pp. 85-106.
- PEÑA, Félix (2001), « Mercosul: análise de uma década e tendências para o futuro », *Política Externa*, vol. 10, n° 1, juin-août, pp. 5-23.
- Peña, Félix (2003), *Momentos y perspectivas: la Argentina en el mundo y en América Latina* , EDUNTREF, Caseros, 358 p.
- Peña, Félix (2004), *Gobernabilidad y desarrollo en el sur de las Américas: elementos para una agenda de cooperación regional*, CARI, Fundación Konrad Adenauer, Buenos Aires, 124 p.
- Peña, Félix (2005), « La implementación de los acuerdos preferenciales regionales y sus normas : las experiencias de la Asociación Latinoamericana de Integración y del MERCOSUR », *Integración y Comercio*, vol. 9, no. 23, p. 59-77.
- Peña, Félix, coord.; Gonçalves, José Botafogo, coord. (2005), *Argentina y Brasil 2015 : construyendo una visión compartida*, Consejo Argentino para las relaciones Internacionales, Centro Brasileiro de Relações Internacionais; Konrad Adenauer Stiftung, Buenos Aires 45 p.
- Perez Lindo, Augusto (2000), « La conciencia histórica sudamericana y los nuevos paradigmas », *Boletín de la BCN*, n° 120, pp. 137-144.
- Phillips Nicola (2000) « Governance after Financial Crisis: South American Perspectives on the Reformulation of Regionalism », *New Political Economy*, vol. 5, n° 3, pp. 383-398.
- Phillips Nicola (2001) « Regionalist Governance in the New Political Economy of Development: ‘Relaunching’ the Mercosur », *Third World Quarterly*, vol. 22, n° 4.
- Phillips, Nicola (dir.)(2002), *Reconfiguring subregionalism : the political economy of hemispheric regionalism en the Americas*, Royal Institute of International Affairs, London, 23 p.

- Phillips Nicola (2003) « Hemispheric integration and subregionalism in the Americas », *International Affairs*, vol. 79, n° 2.
- Phillips Nicola (2003) « The Rise and Fall of Open Regionalism? Comparative Perspectives on Regional Governance in the Southern Cone of Latin America », *Third World Quarterly* vol. 24 n° 2,
- Phillips Nicola (2004), *The Southern Cone Model: The Political Economy of Regional Capitalist Development in Latin America*, Routledge, Londres.
- Pion-Berlin, David (2000), « Will Soldiers Follow? Economic Integration and Regional Security in the Southern Cone », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 41, n° 2, p.43-69.
- Porrata-Doria, Rafael A. (2005), *Mercosur: the common market of the Southern Cone*, Carolina Academic Press, Durham, 228 p.
- Pueyo-Losa,-Jorge; Rey-Caro,-Ernesto-J (2000), *Mercosur: nuevos ambitos y perspectivas en el desarrollo del proceso de integracion*, Ciudad Argentina, 392p.
- Puyana de Palacios, Alicia, (2003), *La integración económica y la globalización : nuevas propuestas para el proyecto latinoamericano?*, FLACSO et Plaza y Valdés, México, 349 p.
- Ramón Berjano, Carola B. (2002), *Convergence of regional disparities in Argentina and Brazil : the implications for Mercosur*, Royal Institute of International Affairs, Mercosur Study Group, 26 p.
- Rapoport, Mario (1997), « MERCOSUR : La construction historique d'un espace régional », *Cahiers des Amériques Latines*, no 27, pp. 89-99.
- Raúl Anibal Etcheverry et Gabriela María Etcheverry (2001), *MERCOSUR : negocios y empresas : historia y futuro de la integración americana*, Ciudad Argentina, Buenos Aires, 435 p.
- Red de Integración Regional (2002), *Anuario de integración latinoamericana y caribeña*, REDIR, Guadalajara, 304 p.
- Redrado, Martín; Lacunza, Hernán (2004), *Una nueva inserción comercial para América Latina*, INTAL, Buenos Aires, 68 p.
- Reid, Michael (2002), *Mercosur : a critical overview*, Royal Institute of International Affairs, London, 9 p.
- Reis da Silva, André Luiz (2001), « Más allá del ALCA: el Mercosur y el desafío de la integración hemisférica », *Foro internacional*, vol.41, n° 163, pp. 137-167
- Remmer K.L. (1998), « Does Democracy Promote Interstate Cooperation? Lessons from the Mercosur Region », *International Studies Quarterly*, vol. 42, n° 1, pp. 25-51.
- Robledo Hoecker Mario, Rojas Aravena Francisco (2002), « Construyendo un régimen cooperativo de seguridad en el Cono Sur de América Latina. Elementos conceptuales, políticos y estratégicos », *Fuerza Armadas y Sociedad*, Vol.17, n°1-2, 2002, pp. 5-31.

- Robles, Alberto José (2002), *Balance y perspectivas de los organismos sociolaborales del MERCOSUR*, Friedrich Ebert Stiftung, Buenos Aires, 25 p. ; <http://www.fes.org.ar/paginas/publicaciones/BalanceRobles.htm>
- Rocha Valencia, Alberto (2002), *La dimensión político-institucional y dinámica del Mercosur*, Universidad de Guadalajara. Guadalajara 43 p.
- Rodríguez Tissera, Carlos A. (2001), « Dimensión social y armonización del derecho laboral en el Mercosur con referencia a la experiencia europea », *Revista de Derecho del Mercosur*, vol. 5, n°. 4,
- Roett, Riordan, (1999), *Mercosur : regional integration, world markets*, Lynne Rienner, Boulder,: 139 p.
- Ruiz-Tagle, Jaime (2000), *La superación de la exclusión social en el Mercosur: el rol del actor sindical*, OIT et Fondation Ford, Santiago, 32 p.
- Saavedra, Marcelo; Carrera, Jorge; Cicowicz, Martín (2005), *Armonización fiscal en el MERCOSUR : aspectos tributarios e incentivos*, Centro de Economía Internacional, Estudios del CEI no. 10, Buenos Aires, 62 p.
- Sanchez Bajo Claudia (1999), « The European Union and Mercosur: a case of inter-regionalism », *Third World Quarterly*, vol. 20, n° 5, pp. 927-941
- Sanguinetti, Pablo; Traistaru, Iulia; Volpe Martincus, Christian (2004), *Economic integration and location of production activities: the case of Mercosur*, Inter-American Development Bank, Washington, 161 p; <http://www.iadb.org/regions/re1/econ/RE1-04-001.pdf>
- Santos, Onélio Luis S. (2000), « A defesa do consumidor no Brasil e no Mercosul », *Revista de Derecho del Mercosur*, vol. 4, n°.6 , p.135-144
- Sardegna, Paula Costanza (2001), *La trabajadora migrante en el Mercosur*, Abeledo Perrot, Buenos Aires, 230 p.
- Sato Eiiti (2000-2001), « O Mercosul e a integração na política externa brasileira », *Carta Internacional*, no. 94, décembre-janvier.
- Schvarzer, Jorge (1999), « Le Mercosur. Du succès à la crise : le poids du Brésil », *Problèmes d'Amérique latine*, no 33, avril-juin, p.79-94.
- Secretaría del Mercosur (2004), « Un foco para el proceso de integración regional », *Primer Informe Semestral*, n° 1, Secretaría del Mercosur, Montevideo, 57 p.
- Sierra, Gerónimo de, comp. (2001), *Los rostros del Mercosur : el difícil camino de lo comercial a lo societal*, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires, 390 p.
- Sotomayor Velazquez, Arturo C. (2004), « Civil-Military Affairs and Security Institutions in the Southern Cone: The Sources of Argentine-Brazilian Nuclear Cooperation », *Latin American Politics & Society*, Vol. 46, n° 4, Hiver, pp. 29-60.
- Souto Maior Luiz Augusto P. (2000), « Crise do Mercosul e Política Internacional », *Carta Internacional*, no. 93, novembre.

- STUART, Ana Maria (2001), « Política externa e institucionalidade democrática na Argentina. Uma trajetória de desencontros », *Política Externa*, vol. 10, n° 1, juin-août, pp. 24-39.
- Stuhldreher, Amalia (2000), « La Union Europea y el Mercosur : Dos bloques regionales buscan fortalecer sus vinculos », *Estudios Internacionales*, ano XXXIII, no 130, avril-juin, p.13-23.
- Sukup Viktor (2001), « L'Argentine et le MERCOSUR : un marché commun, pour quoi faire? », *Cahiers du CERCAL*, n° 29, pp. 53-63.
- Tokman, Victor E. (2001), « Integrating the Informal Sector in the Modernization Process », *SAIS Review*, vol. 21, n° 1, hiver-printemps, pp. 45-60
- TROCELLO, María Gloria y ARIAS, Luisa (2001), « Latinoamérica para los latinoamericanos ¿es América Latina una casa para la democracia? », *Temas y Debates*, No. 4-5, julio, pp. 119-134.
- Trotignon, Jérôme (2002), « L'évolution du commerce extérieur de l'Argentine et du Brésil », *Revue Tiers-Monde*, t. XLIII, no 170, avril-juin, pp.447-463.
- Tulchin, Joseph S., Espach, Ralph H., et Golding, Heather A. (dir.) (2002), *Paths to regional integration: the case of Mercosur*, Woodrow Wilson Center, Reports on the Americas no.5, Washington, 226 p.
- Turcotte Sylvain (2003), « La ministérielle de Miami : comment sauver les meubles ? », *Chronique des Amériques*, n° 03-21, novembre, http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/Chro_0321_turcotte-ZLEA.pdf
- Tussie, Diana; Botto, Mercedes; Delich, Valentina. (2003), *Las negociaciones comerciales internacionales: contexto para la estrategia argentina*, FLACSO, Buenos Aires.
- Vaz, Alcides Costa (2002), *Cooperacao, integracao e processo negociador: a construcao do MERCOSUL*, Instituto Brasileiro de Relacoes Internacionais, Brasilia, 306 p.
- Vega-Centeno Imelda (2004), « ¿Los comedores populares son política social? », *Nueva sociedad*, n° 193, septembre-octobre, pp. 146-162.
- Ventura, Deisy de Freitas Lima. (2003), *Les asymétries entre le Mercosur et l'union européenne : les enjeux d'une association interrégionale*, L'Harmattan, Paris, 501 p.
- Victor Bulmer-Thomas, éd. (2001), *Regional Integration in Latin America and the Caribbean : the Political Economy of Open Regionalism*, Institute of Latin American Studies, London, 322 p.
- Vieira, G. (1999), « La variable estratégica en el proceso de constitucion del MERCOSUR », *Revista Seguridad Estratégica Regional*, n° 5, pp. 8-13.
- Vigevani Tullo, Paquariello Mariano Karina Lilia (1997), « A Burocracia na Integração Regional (e no Mercosul): Influência no Processo Decisório », *Contexto Internacional*, n°2, juillet-décembre.

- Vigevani, Tulio et als (2004), *A dimensao subnacional e as relacoes internacionais*, Editore DA PUC-SP, Fundacao Editora da UNESEP; Editora da Universidade do Sagrado Coracao, Sao Paulo, 461 p.
- Waniez, Philippe, Violette Brustlein. (1997), « L'Uruguay à l'heure du Mercosur », *Cahiers des Amériques Latines*, no 27, p.167-173.
- Weyland, Kurt Gerhard (2004), « Neoliberalism and Democracy in Latin America: A Mixed Record », *Latin American Politics & Society*, Vol. 46, n° 1, Printemps, pp. 135-157.

- **Bibliographie de la Banque inter-américaine de développement**

<http://www.iadb.org/intal/tratados/Mercosurbiblio.htm>

- **Bibliographies de l'Instituto para la Integración de America Latina y del Caribe (INTAL) (mise à jour régulièrement)**

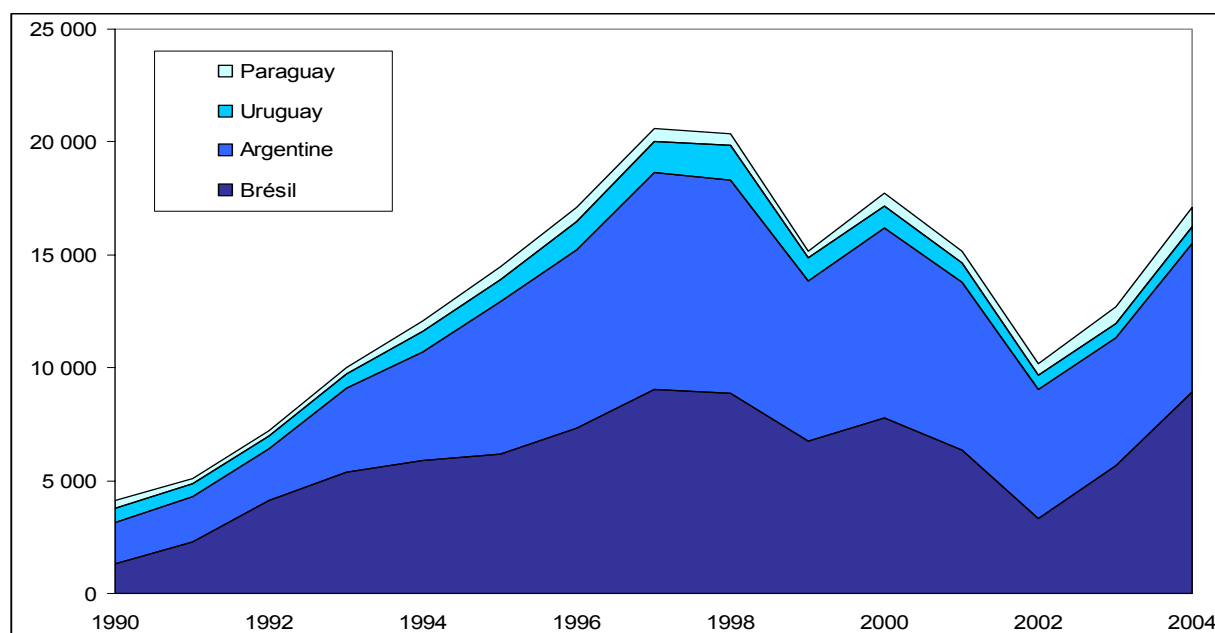
<http://www.iadb.org/intal/intalcdi/esquemas.htm>

Annexe 4. Statistiques

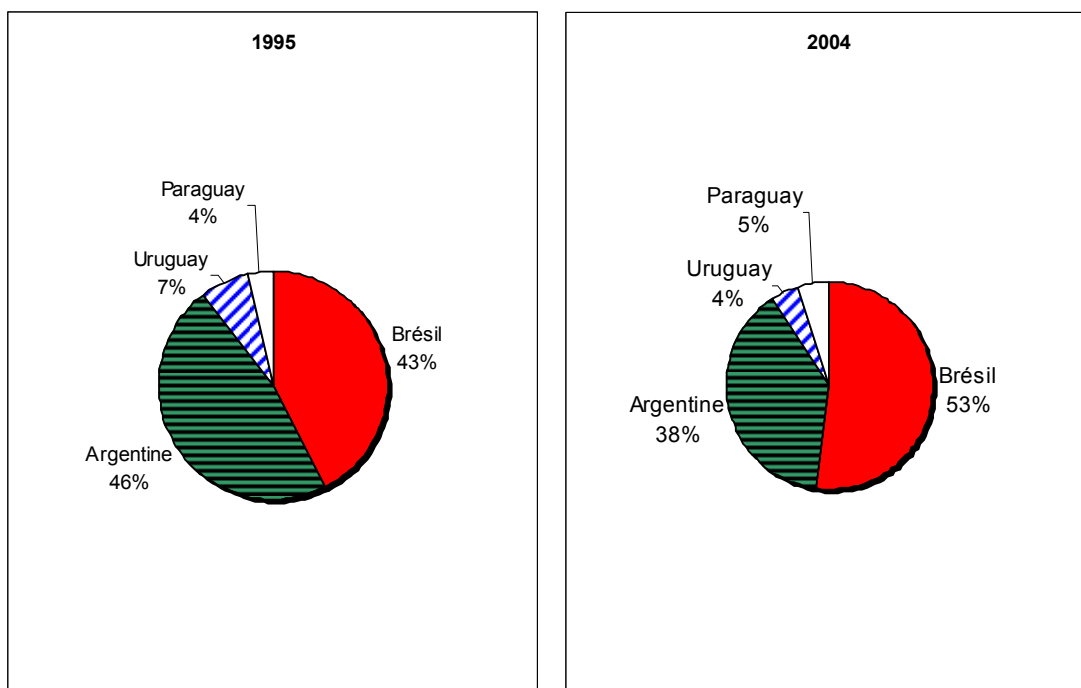
Tableau 1 : Origine du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)

Années	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Pays													
Commerce intra-zone total	7 216	10 026	12 048	14 451	17 115	20 584	20 361	15 163	17 741	15 170	10 193	12 719	17 113
Brésil													
En valeur absolue	4 098	5 394	5 920	6 153	7 305	9 044	8 877	6 778	7 762	6 364	3 311	5 672	8 908
En % du total	56,80	53,80	49,14	42,58	42,68	43,93	43,60	44,70	43,75	41,95	32,48	44,59	52,05
Argentine													
En valeur absolue	2 327	3 684	4 803	6 778	7 924	9 601	9 421	7 071	8 402	7 448	5 723	5 640	6 576
En % du total	32,25	36,74	39,87	46,90	46,30	46,64	46,27	46,63	47,36	49,10	56,15	44,3	38,43
Uruguay													
En valeur absolue	544	661	900	992	1 226	1 355	1 532	1 007	1 024	840	607	673	764
En % du total	7,54	6,60	7,47	6,86	7,16	6,58	7,53	6,64	5,77	5,54	5,95	5,30	4,46
Paraguay													
En valeur absolue	246	287	425	528	660	585	531	307	553	519	553	734	865
En % du total	3,41	2,87	3,53	3,65	3,85	2,84	2,61	2,03	3,12	3,42	5,42	5,77	5,05

Graphique 4 : Origine du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)



Source : Nations unies, « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

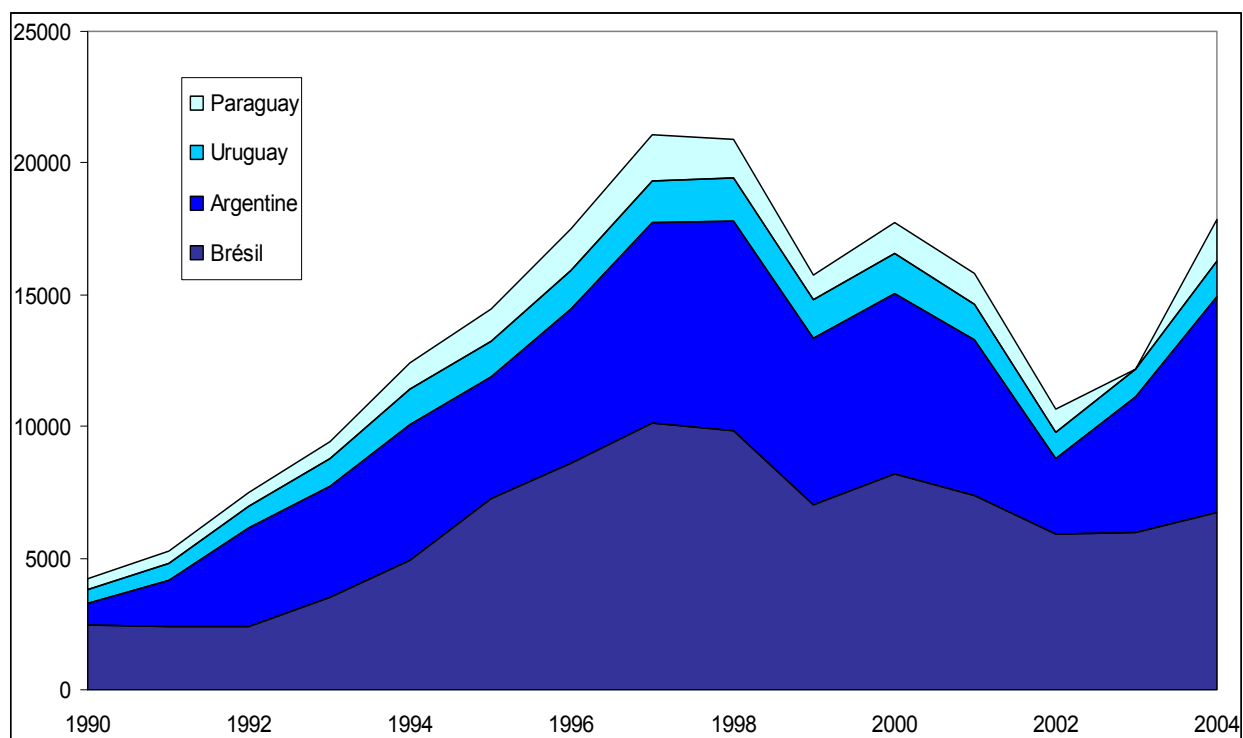
Graphiques 5 et 6 : Origine du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR

Source : Nations unies , « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

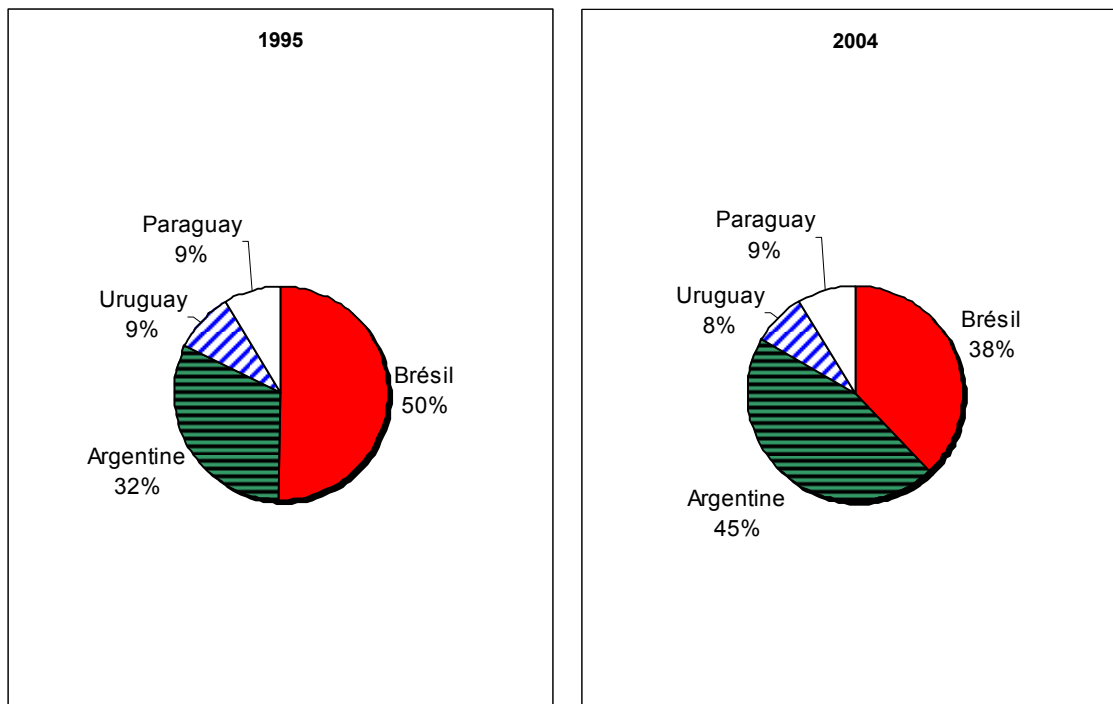
Tableau 2 : Destination du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)

Années Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Commerce intra-zone total	4 239	5 246	7 486	9 428	12 388	14 439	17 530	21 096	20 914	15 760	17 713	15 820	10 193	12 188
Brésil														
En valeur absolue	2 441	2 415	2 374	3 537	4 899	7 279	8 627	10 140	9 859	7 044	8 182	7 359	5 909	5 988
En % du total	57,6	46,0	31,7	37,5	39,5	50,4	49,2	48,1	47,1	44,7	46,2	46,5	58,0	49,1
Argentine														
En valeur absolue	833	1 738	3 755	4 212	5 147	4 603	5 809	7 588	7 939	6 299	6 881	5 909	2 896	5 158
En % du total	19,7	33,1	50,2	44,7	41,5	31,9	33,1	36,0	38,0	40,0	38,8	37,4	28,4	42,3
Uruguay														
En valeur absolue	560	656	832	1 047	1 363	1 321	1 461	1 616	1 649	1 461	1 518	1 350	944	1 042
En % du total	13,2	12,5	11,1	11,1	11,0	9,1	8,3	7,7	7,9	9,3	8,6	8,5	9,3	8,5
Paraguay														
En valeur absolue	404	437	526	633	980	1 237	1 633	1 752	1 467	956	1 132	1 202	917	n.d.
En % du total	9,5	8,3	7,0	6,7	7,9	8,6	9,3	8,3	7,0	6,1	6,4	7,6	9,0	n.d.

Graphique 7 : Destination du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR (Millions de dollars)

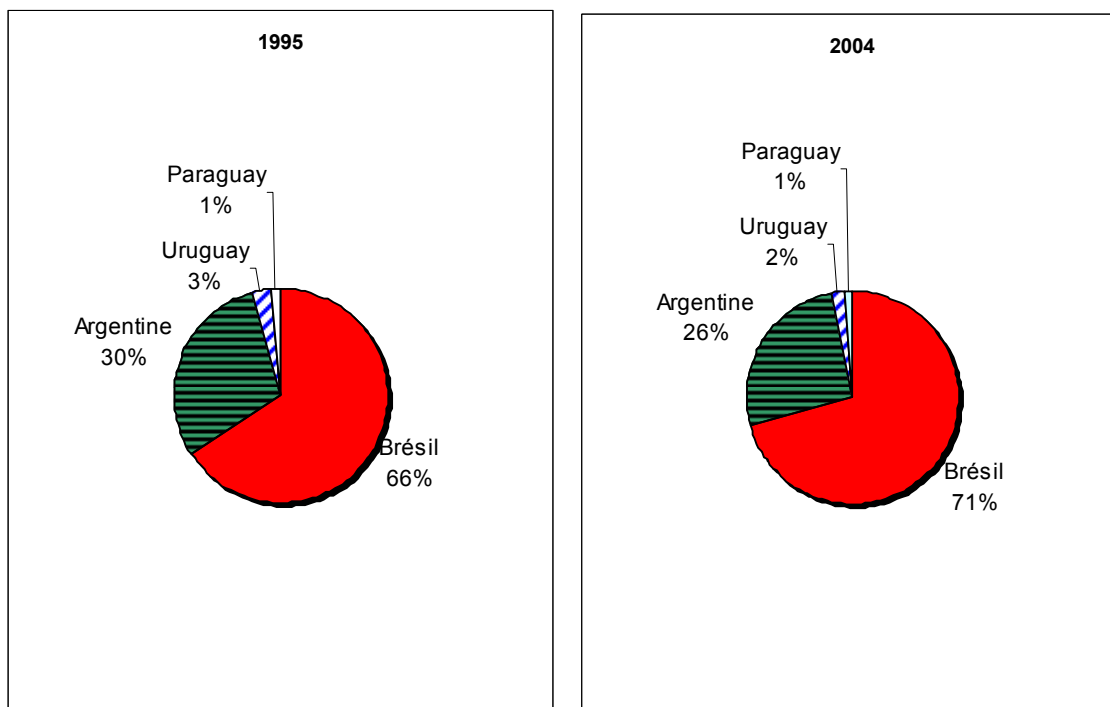


Source : Nations unies , « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

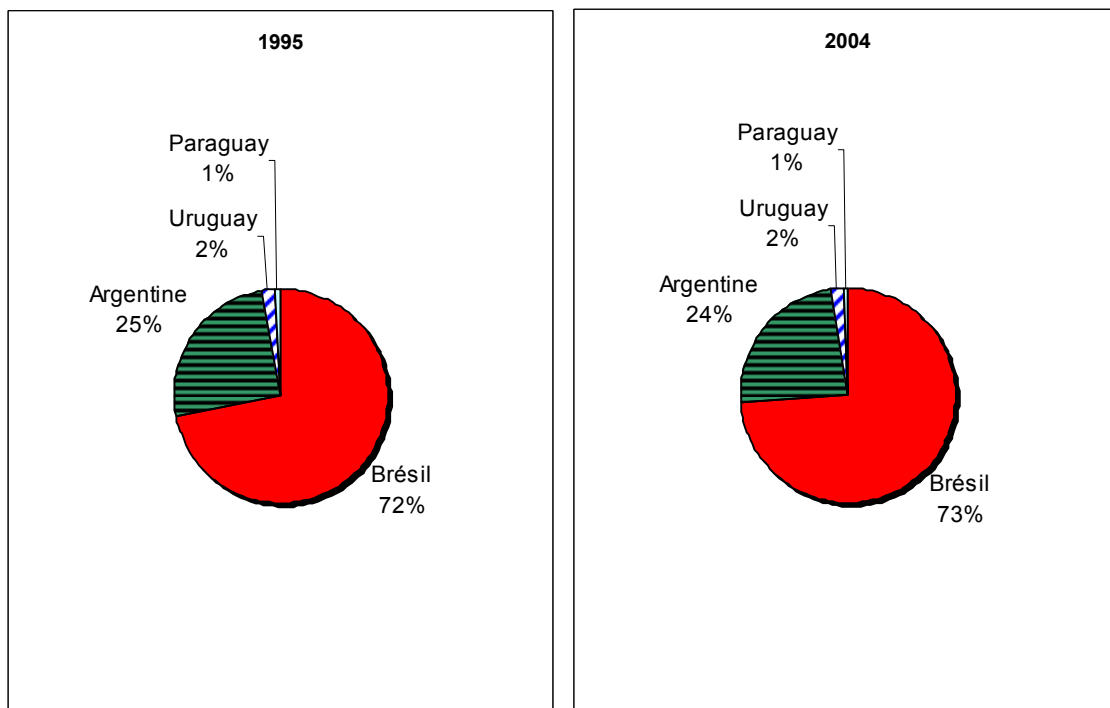
Graphiques 8 et 9 : Destination du commerce intra-zone au sein du MERCOSUR

Source : Nations unies, « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphiques 10 et 11 : Répartition des exportations totales de la zone

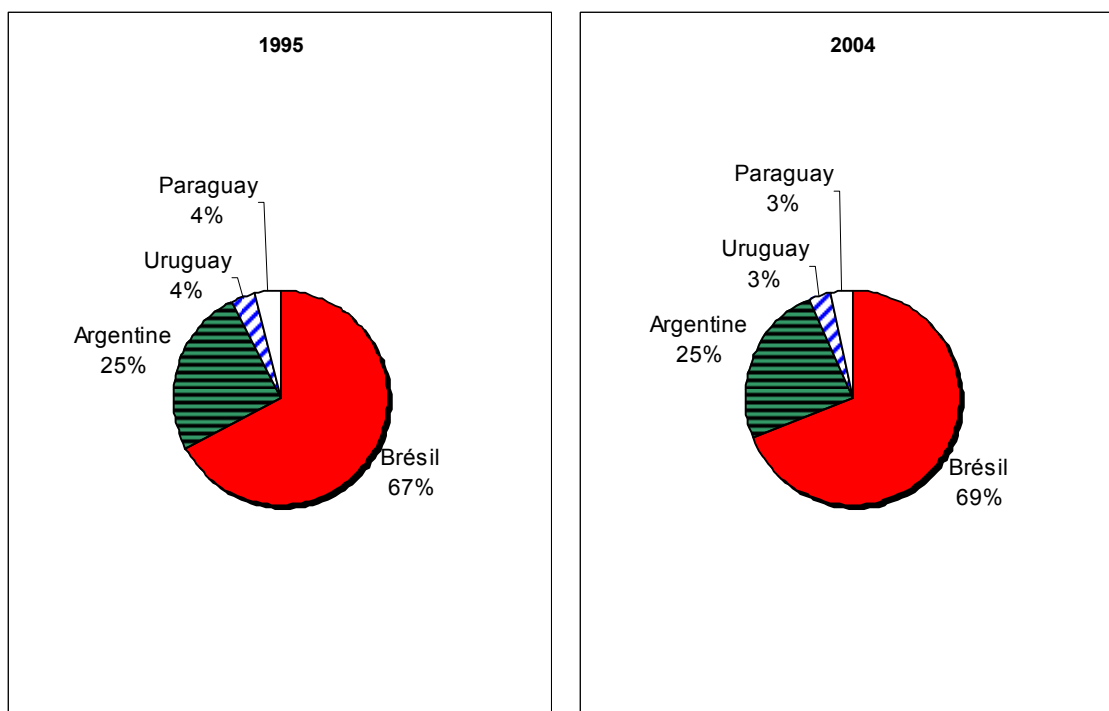


Graphiques 12 et 13 : Répartition des exportations « Extra-zone » des pays du MERCOSUR

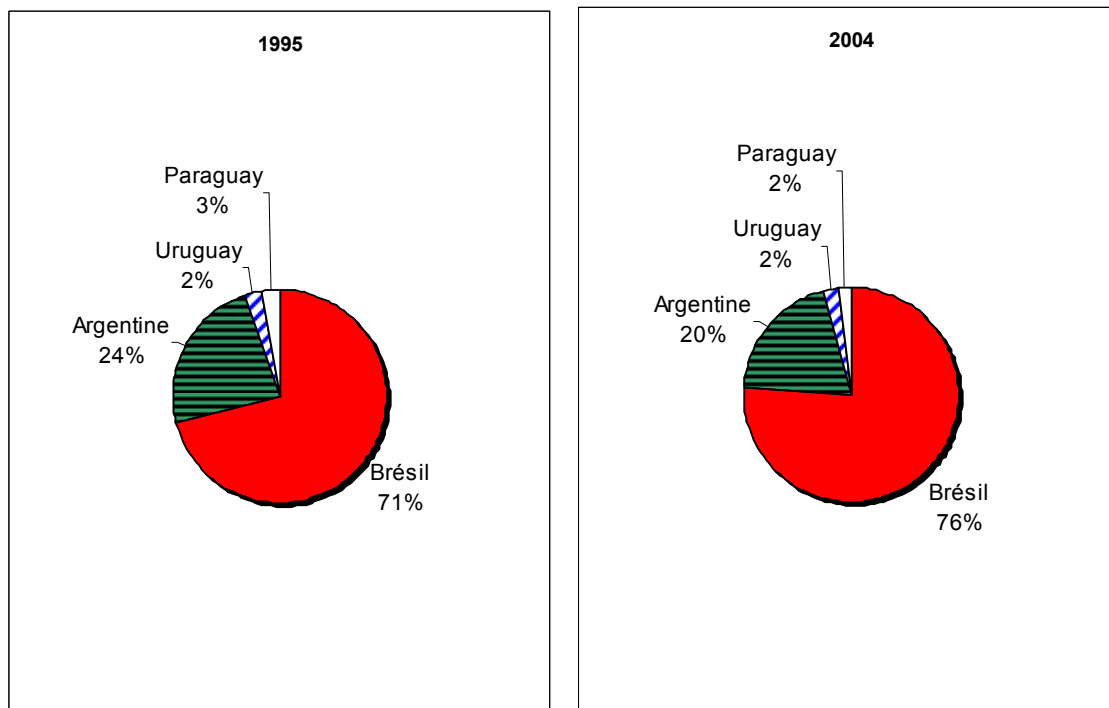


Source : UNITED NATION (2005), « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphiques 14 et 15 : Répartition des importations totales de la zone

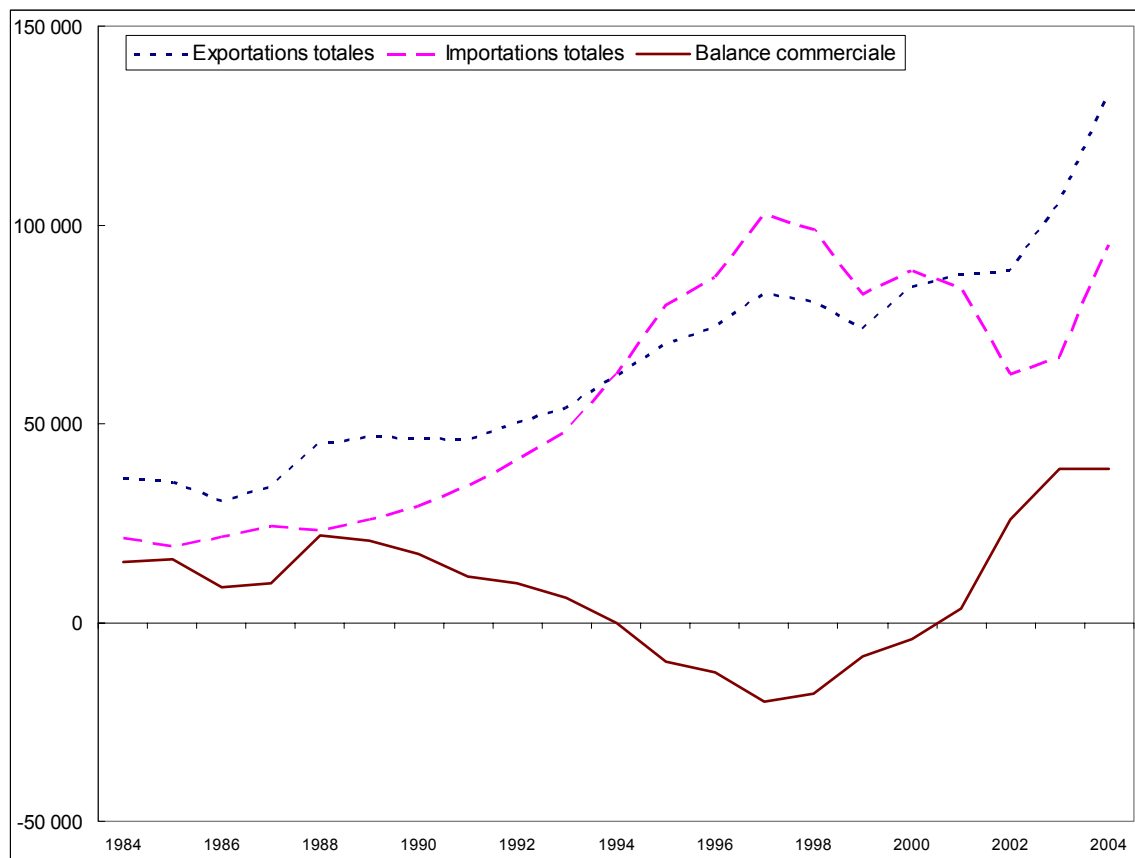


Graphiques 16 et 17 : Répartition des importations « Extra-zone » des pays de l'ALENA



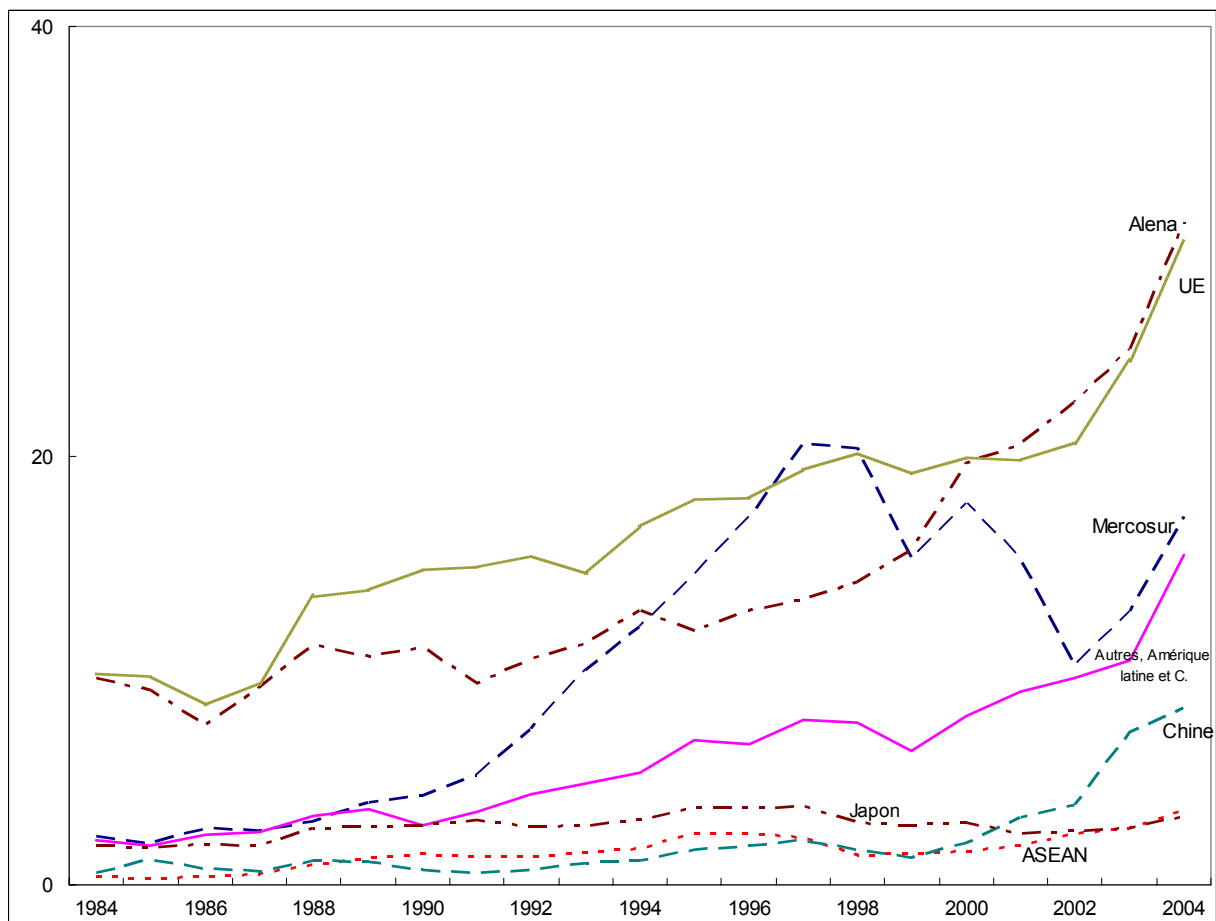
Source : Nations unies, « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphique 18 : Commerce extérieur et solde commercial du MERCOSUR (millions de dollars)



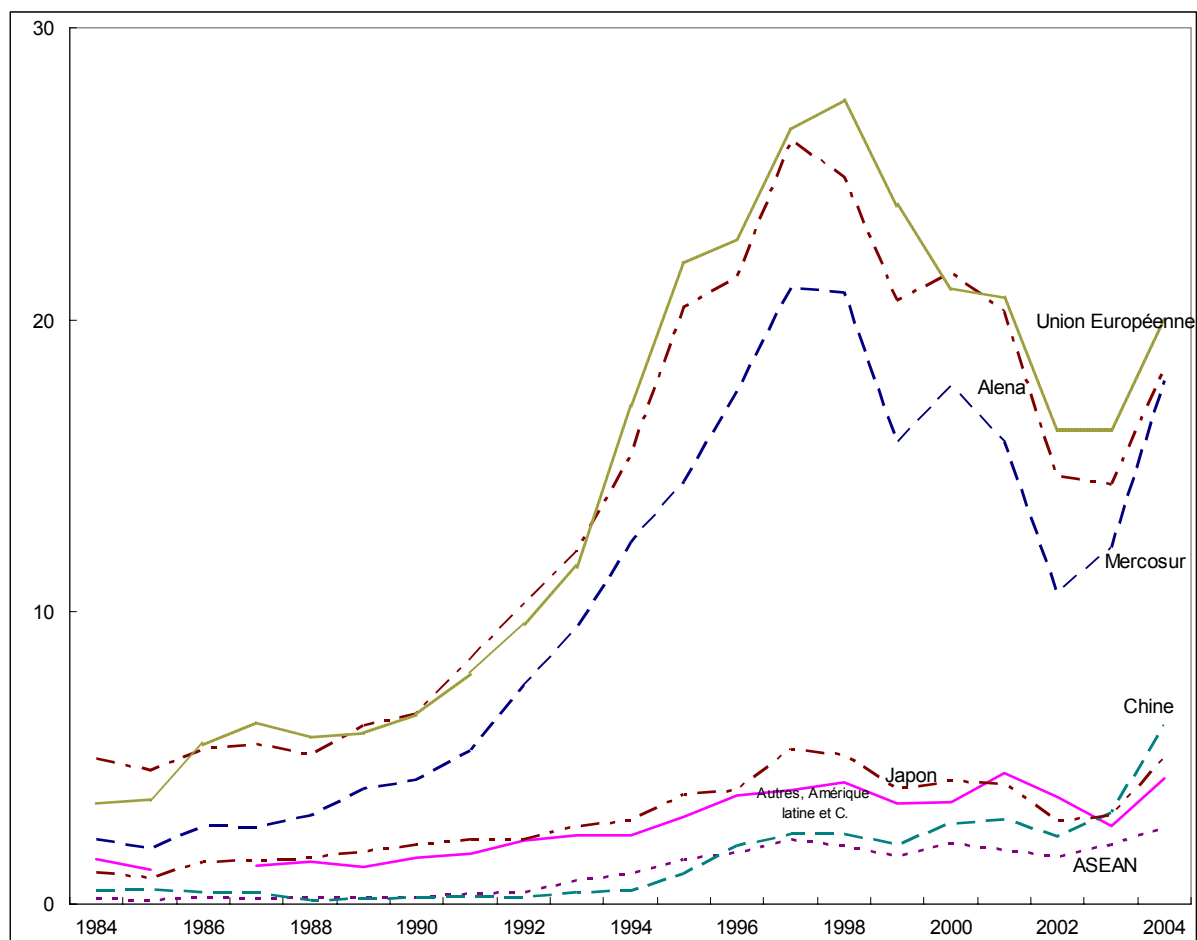
Source : Nations unies, « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphique 19 : Répartitions des exportations du MERCOSUR (millions de dollars US)



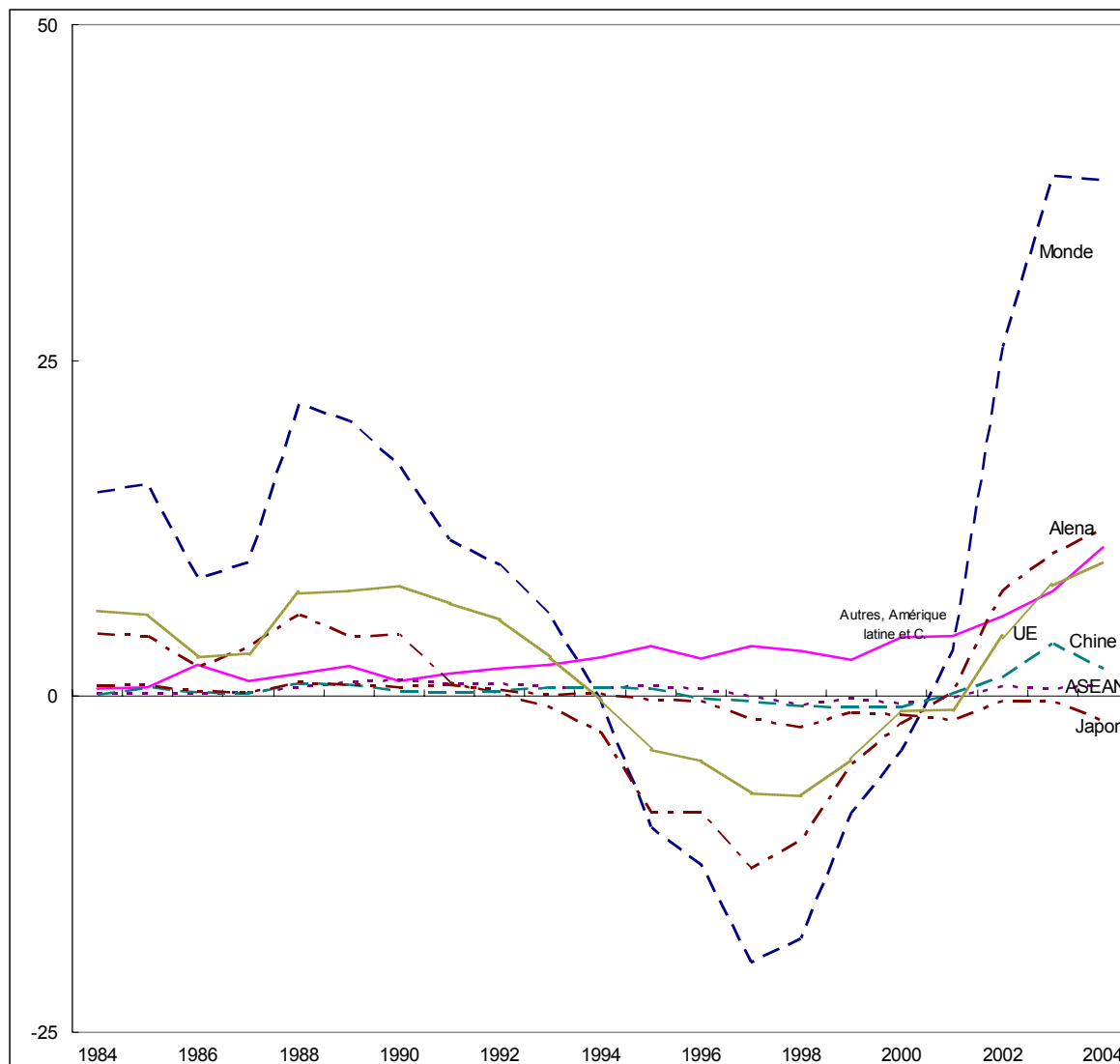
Source : Nations unies , « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphique 20 : Répartition des importations du MERCOSUR (millions de dollars E.U.)



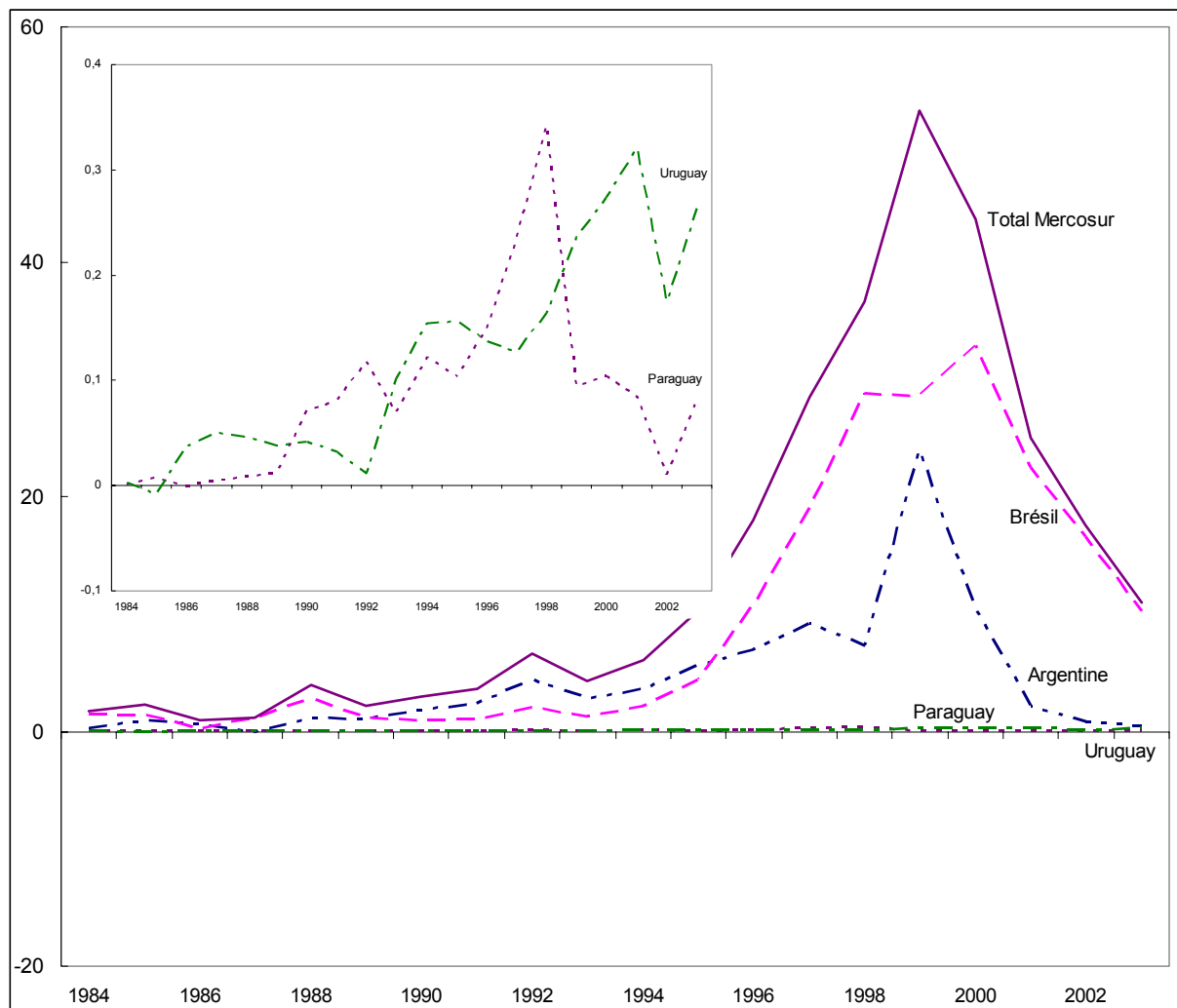
Source : Nations unies, « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. en ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphique 21 : Balance commerciale du MERCOSUR à l'égard de certains pays ou blocs régionaux (millions de dollars)



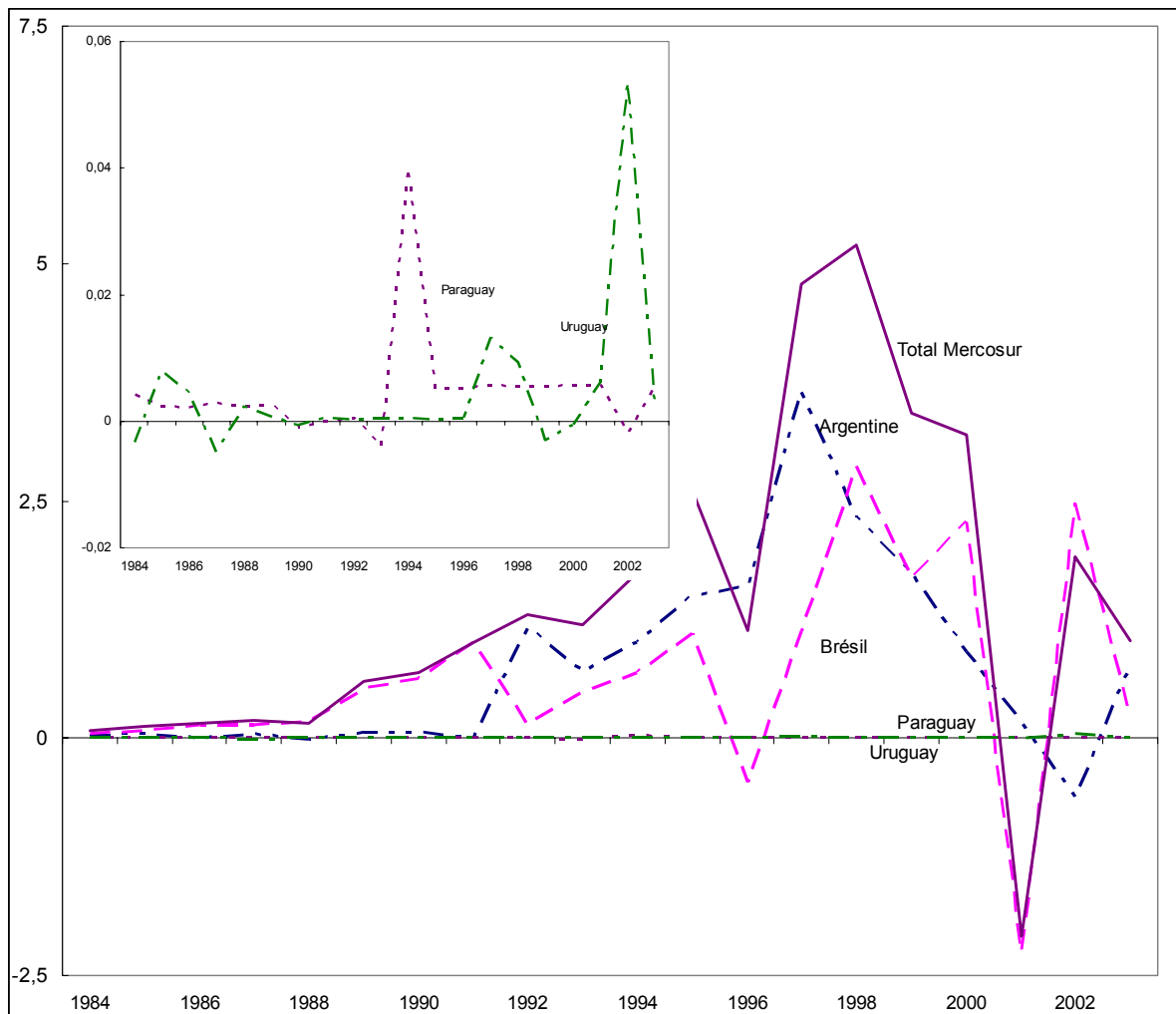
Source : Nations unies, « Comtrade », UN Commodity Trade Statistics Database, 2005. En ligne : <http://unstats.un.org/unsd/comtrade/>

Graphique 22 : Flux d'investissements directs de l'étranger en direction des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)



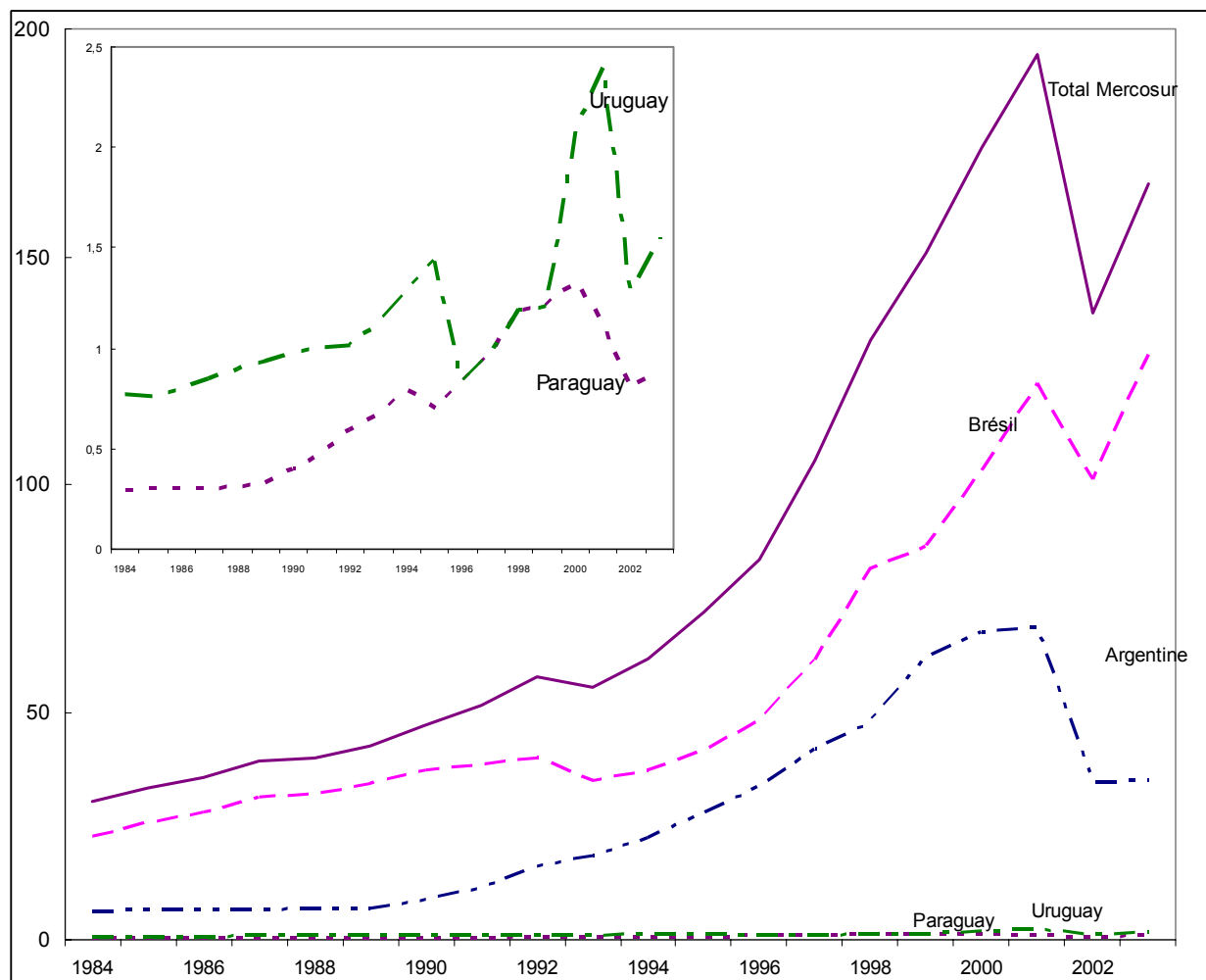
Source : UNCTAD, Direct investment on-line database, consulté en juillet et août 2005, http://stats.unctad.org/fdi/ReportFolders/ReportFolders.aspx?CS_referer=&CS_ChosenLang=fr

Graphique 23 : Flux d'investissements directs à l'étranger en provenance des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)



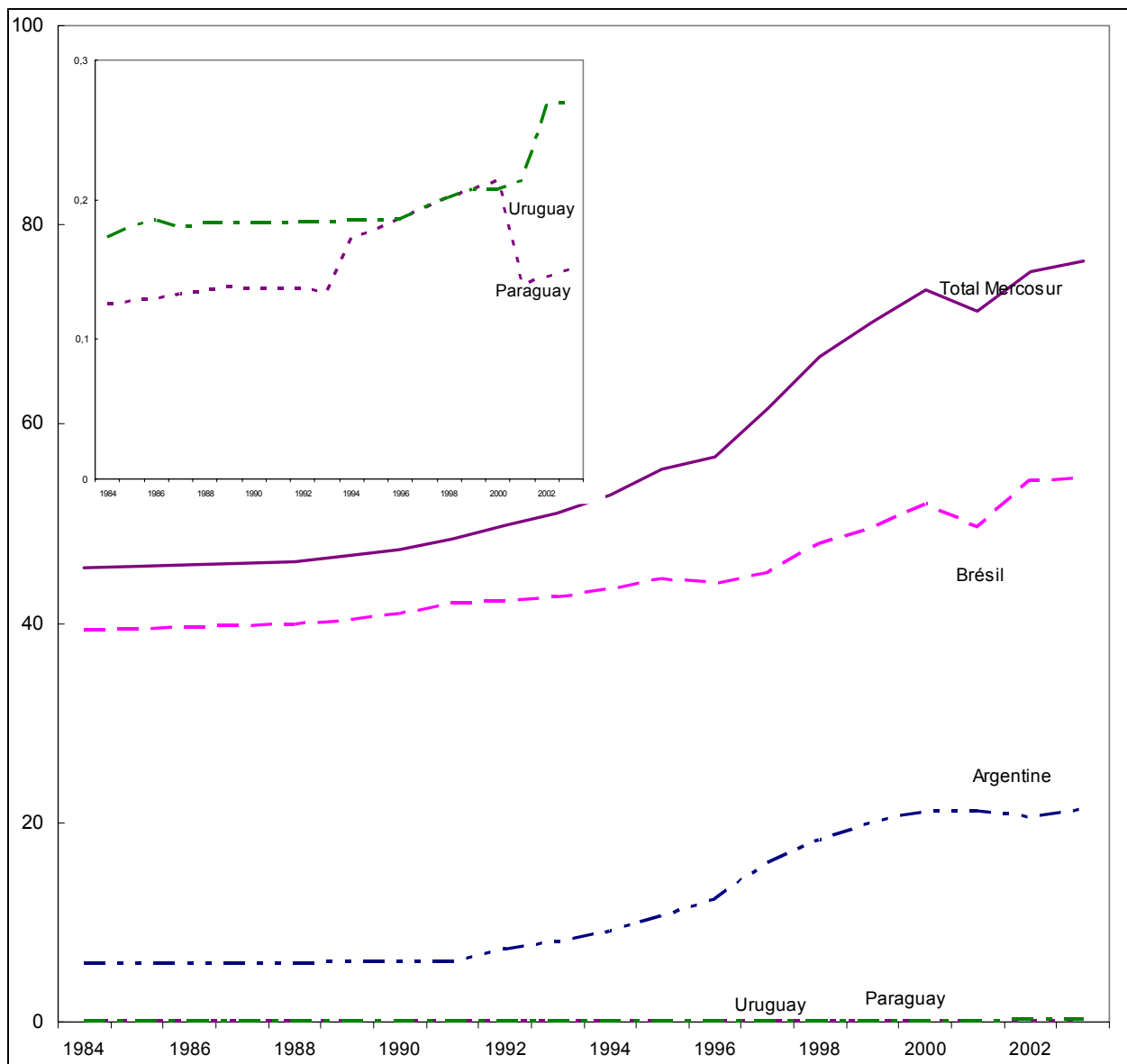
Source : UNCTAD, Direct investment on-line database, consulté en juillet et août 2005, http://stats.unctad.org/fdi/ReportFolders/ReportFolders.aspx?CS_referer=&CS_ChosenLang=fr

Graphique 24 : Stocks d'investissements directs de l'étranger en direction des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)



Source : UNCTAD, Direct investment on-line database. En ligne : http://stats.unctad.org/fdi/ReportFolders/ReportFolders.aspx?CS_referer=&CS_ChosenLang=fr [consulté en juillet et août 2005]

Graphique 25 : Flux d'investissements directs à l'étranger en provenance des pays du MERCOSUR (milliards de dollars)



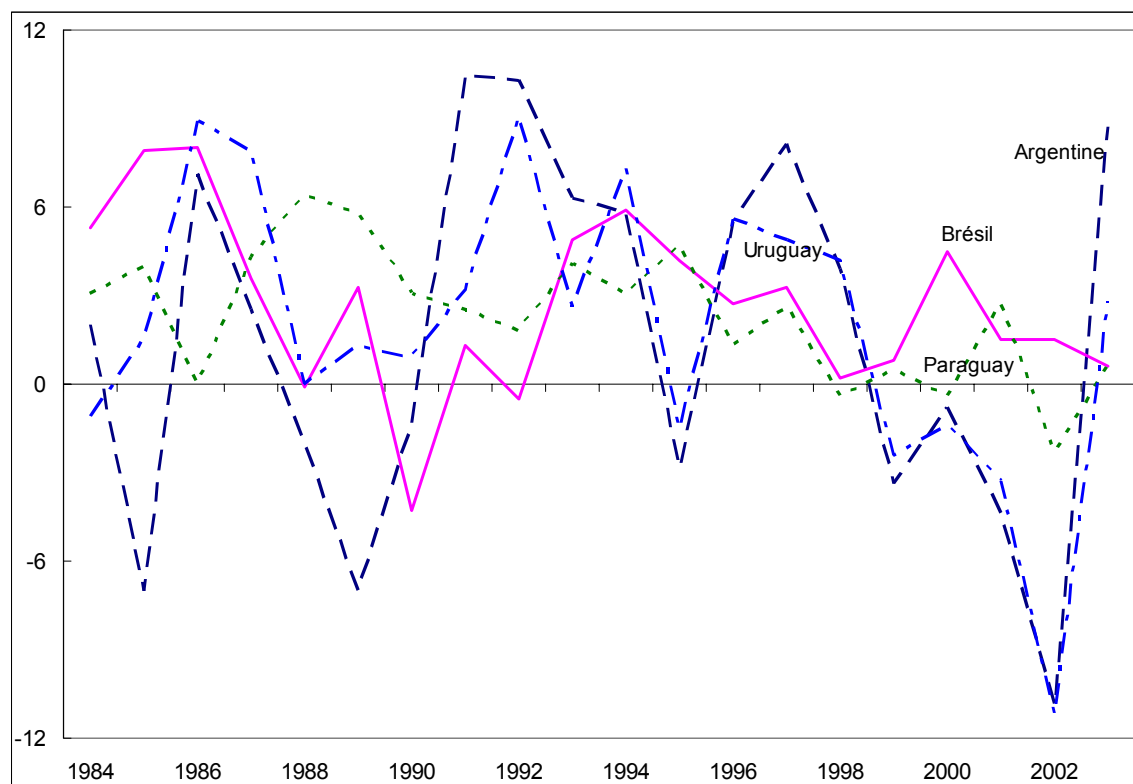
Source : UNCTAD, Direct investment on-line database. En ligne :

http://stats.unctad.org/fdi/ReportFolders/ReportFolders.aspx?CS_referer=&CS_ChosenLang=fr, [consulté en juillet et août 2005]

Tableau 3 : Répartition des IDE entrants pour certains pays du MERCOSUR

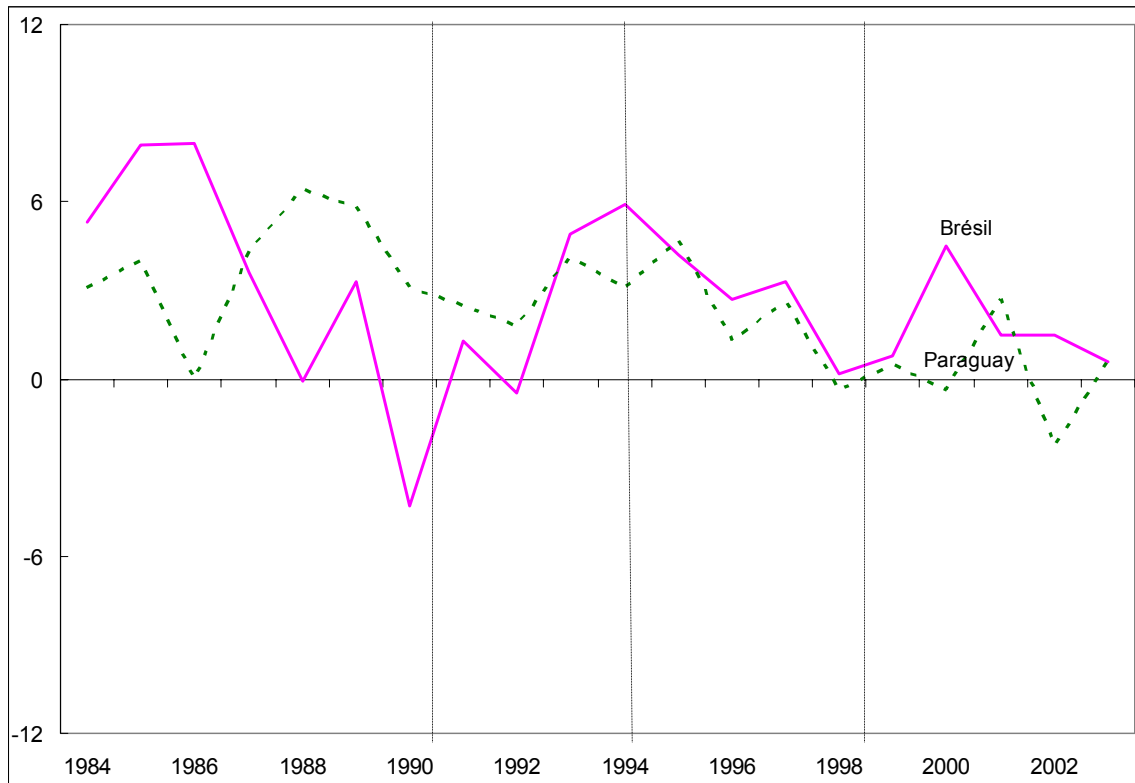
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Total
Argentina	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Spain	14.4	22.8	15.1	74.8	64.9	31.1	-86.3	-30.2	45.6
United States	31.5	33.6	18.5	15.7	11.0	1.0	-46.6	8.3	17.9
France	7.2	2.5	18.3	6.4	6.4	79.4	-8.4	-28.8	9.0
Italy	3.8	4.8	6.8	2.1	6.8	-5.9	-3.1	38.4	4.2
Netherlands	2.2	10.4	13.5	-0.2	0.7	6.4	8.0	22.1	4.1
Other	40.9	26.0	27.7	1.2	10.3	-12.0	236.3	90.3	19.1
Brazil	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
United States	25.8	28.6	20.2	29.3	18.1	21.2	13.9	18.5	21.7
Spain	7.7	3.6	22.0	20.7	32.1	13.1	3.1	5.5	16.4
Netherlands	6.9	9.7	14.5	7.4	7.5	9.0	18.0	11.2	10.5
France	12.7	8.1	7.8	7.2	6.4	9.1	9.7	6.4	8.0
Portugal	2.6	4.4	7.5	8.7	8.4	8.0	5.4	1.6	6.7
Other	44.4	45.6	28.1	26.7	27.6	39.5	49.9	56.9	36.8
Paraguay	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
United States	23.1	48.2	47.5	23.1	45.3	-10.6	35.9	37.8	37.1
Argentina	15.0	11.6	18.9	37.0	9.0	27.6	8.2	9.9	12.3
Netherlands	14.9	10.9	8.0	37.4	3.8	11.4	10.7	9.1	10.6
Brazil	4.7	7.8	15.7	-11.3	20.8	30.6	10.6	7.7	9.9
United Kingdom	10.3	1.6	1.7	0.1	4.1	9.2	4.6	4.7	4.3
Other	31.9	20.0	8.1	13.7	17.0	31.8	30.0	30.9	25.8

Source, ECLAC, *Foreign Investment in Latin America and Caribbean*, ECLAC, Santiago, Chili, 2005. En ligne : <http://www.eclac.cl/publicaciones/DesarrolloProductivo/9/LCG2269PI/2004%20IED-2004-ING-WEB.pdf>

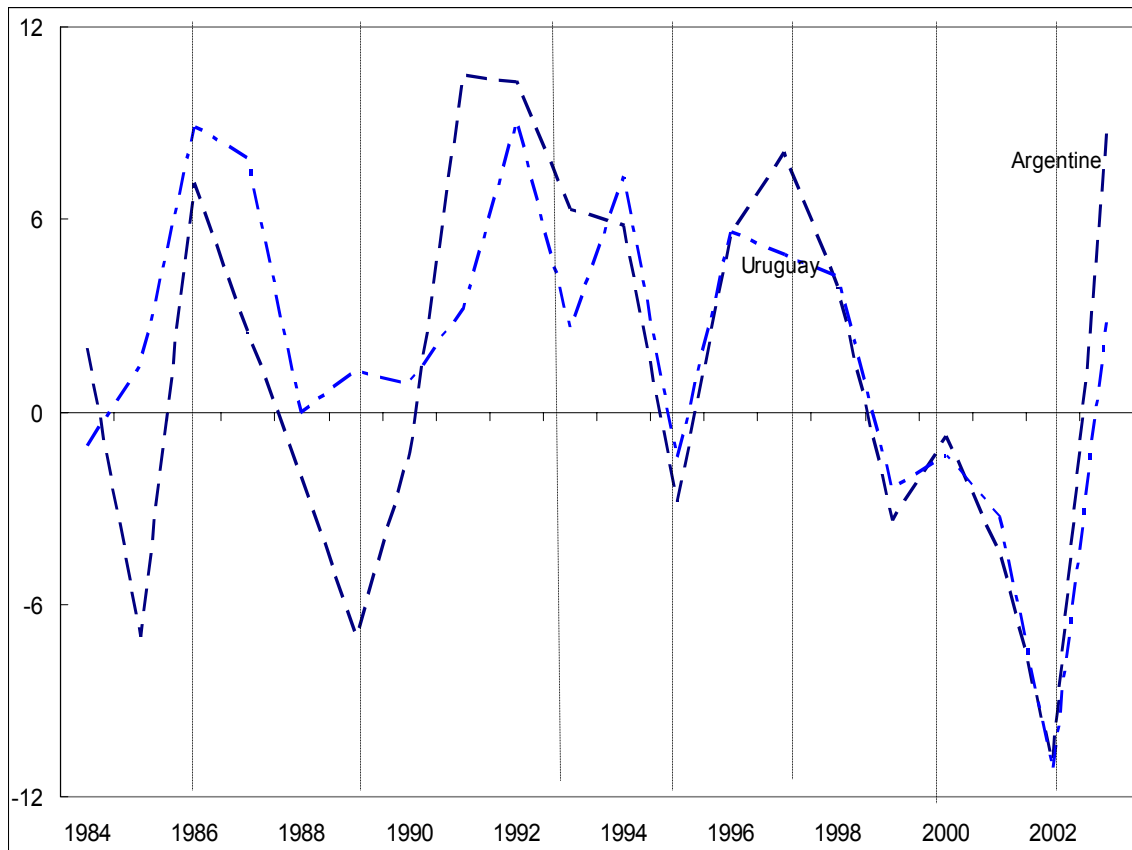
Graphique 26 : Taux de croissance du PIB réel des pays membres du MERCOSUR

Source : UN Statistical database. En ligne : http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp, [consulté en juillet et août 2005]

Graphique 27. Conjonction des cycles. Le cas du Brésil et du Paraguay : taux de croissance du PIB



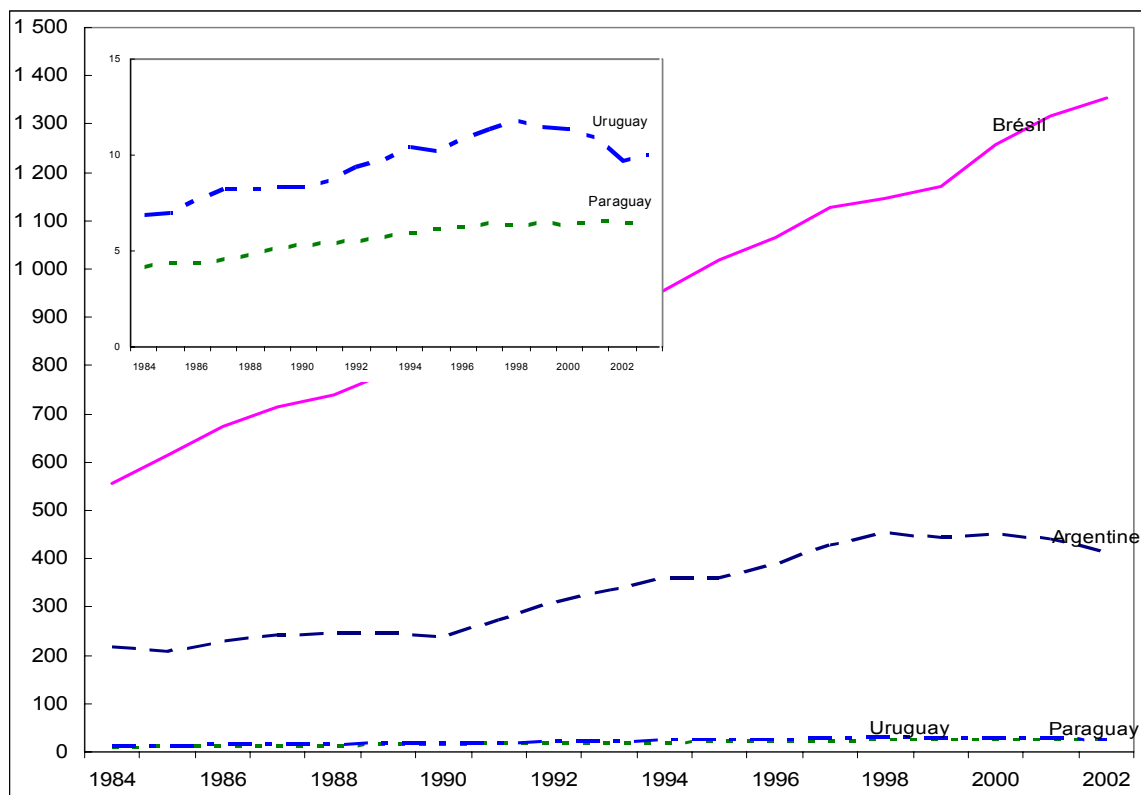
Graphique 28 : Conjonction des cycles. Le cas de l'Argentine et de l'Uruguay : taux de croissance du PIB



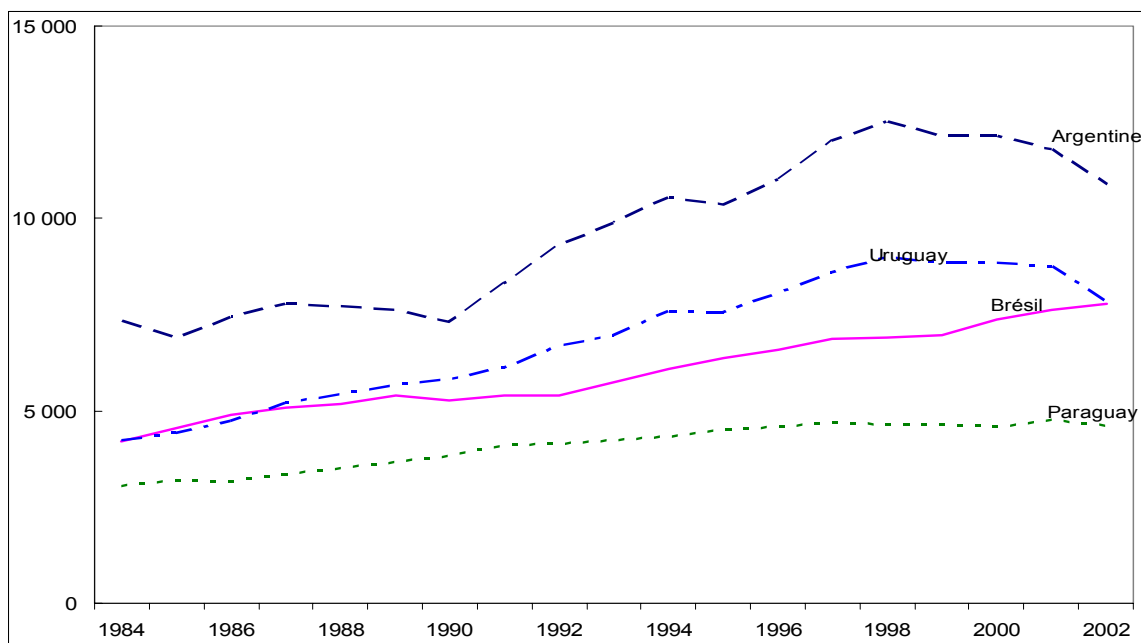
Source : UN Statistical database. En ligne :

http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp. [consulté en juillet et août 2005]

Graphique 29. Évolution du PIB réel des pays du MERCOSUR, milliards de dollars US



Graphique 30 : Variation du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) en dollars US



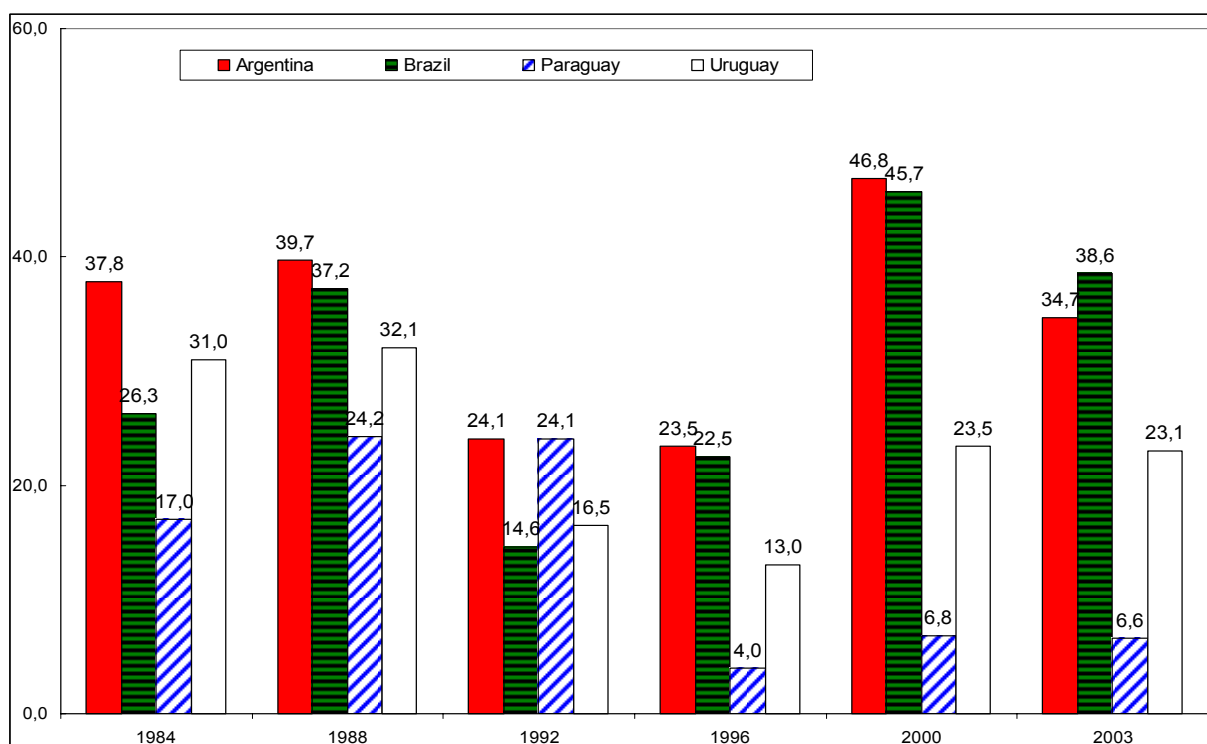
Source : UN Statistical database. En ligne : http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp, [consulté en juillet et août 2005]

Graphique 31. Taux d'inflation des pays du MERCOSUR

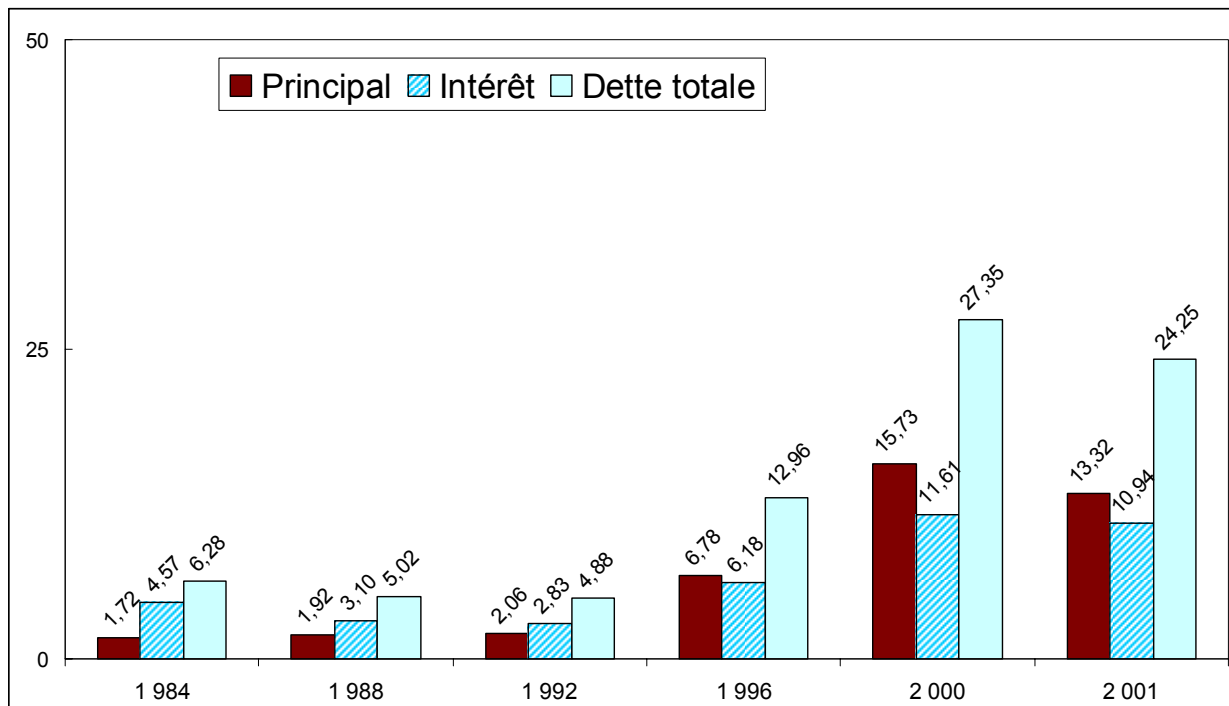
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<i>Argentine</i>	2 315,5	171,7	24,9	10,6	4,2	3,4	0,2	0,5	0,9	-1,2	-0,9	-1,1	25,9
Brésil	2 948,8	432,8	952,0	1 927,2	n.d.	66,0	15,8	6,9	3,2	4,9	7,0	6,8	8,5
<i>Paraguay</i>	38,1	24,2	15,2	18,2	20,6	13,4	9,8	7,0	11,6	6,7	9,0	7,3	10,5
Uruguay	112,5	102,0	68,5	54,1	44,7	42,2	28,3	19,9	10,8	5,7	4,8	4,4	14,0

Source : UN Statistical database. En ligne : http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp, [consulté en juillet et août 2005]

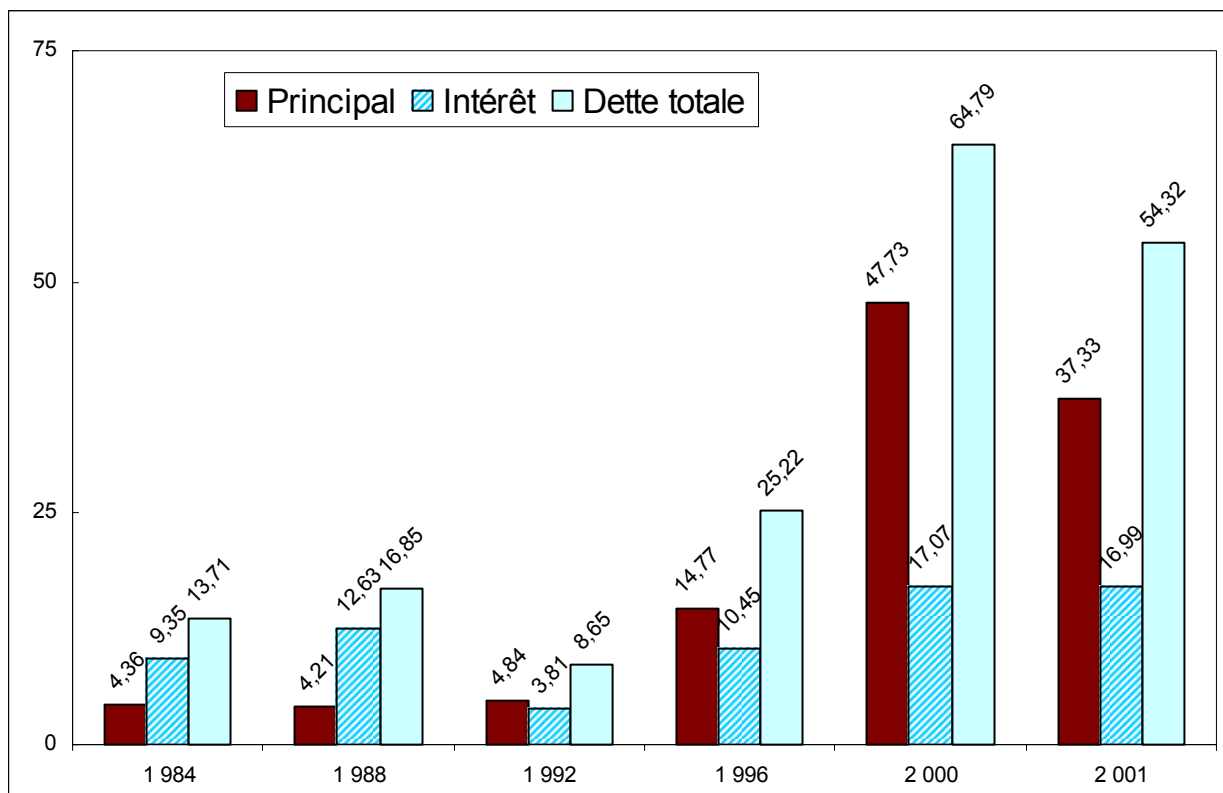
Graphique 32 : Ratio du service de la dette sur les exportations pour les pays du MERCOSUR (%)



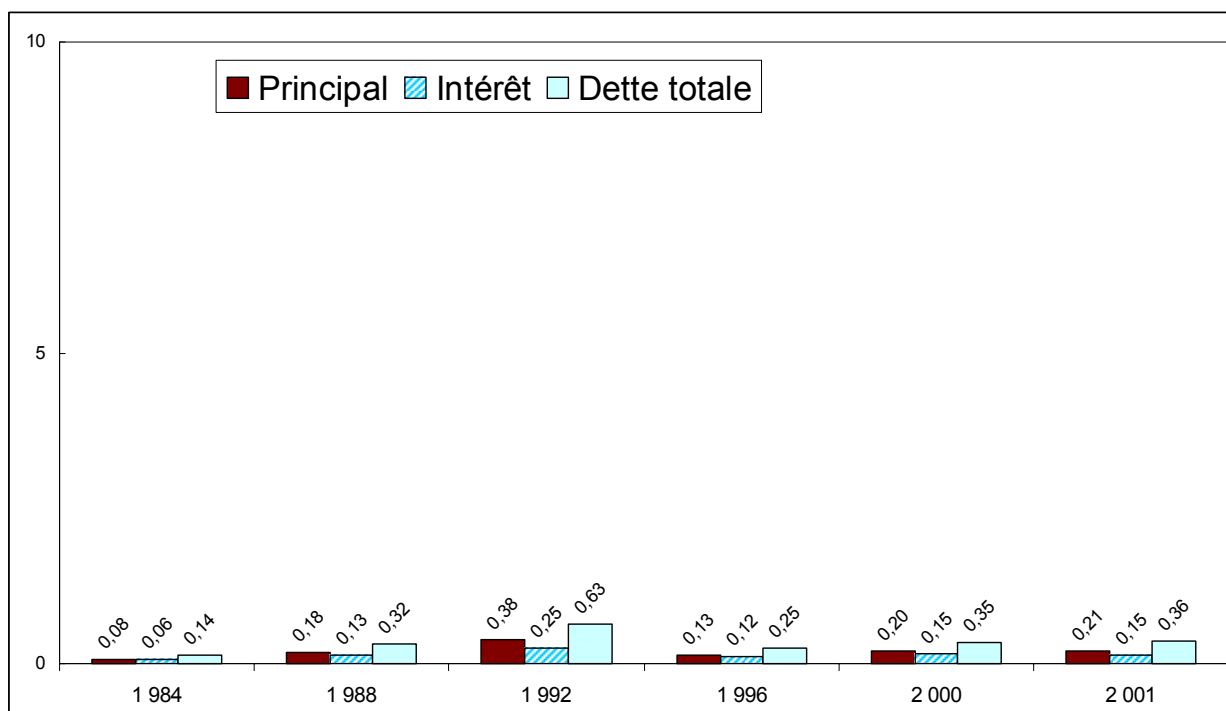
Source : UN Statistical database. En ligne : http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp, [consulté en juillet et août 2005]

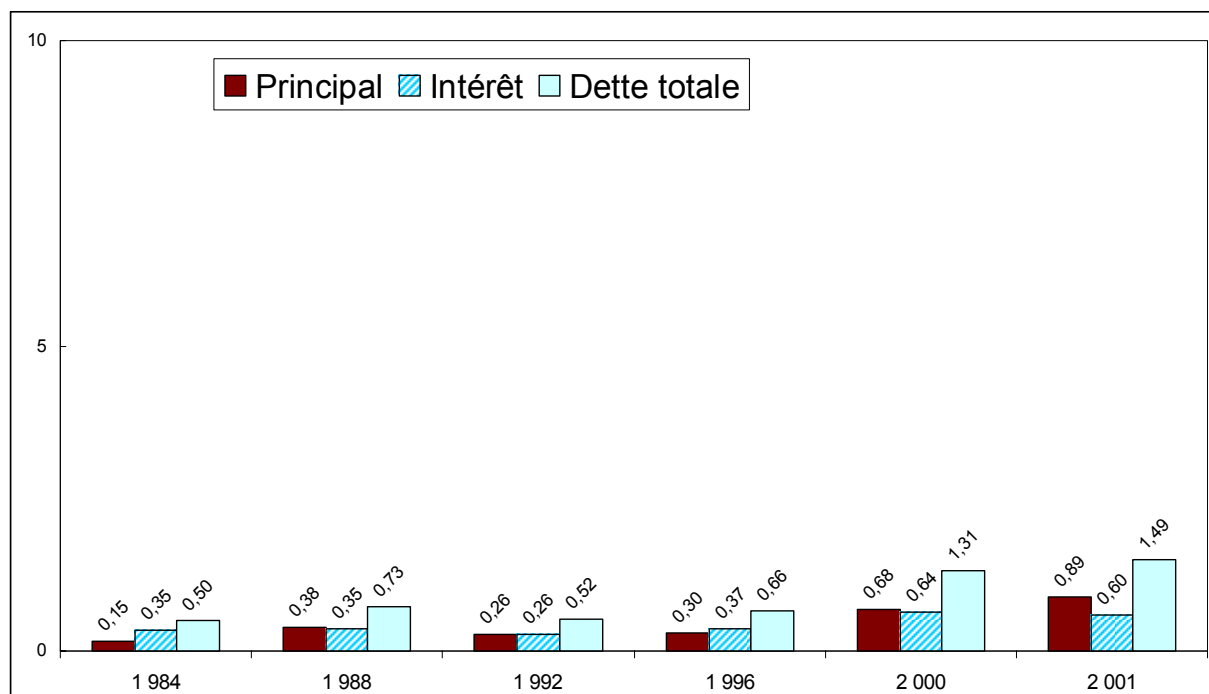
Graphique 33 : Dette à long terme de l'Argentine, milliards de dollars

Graphique 34 : Dette à long terme du Brésil, milliards de dollars



Graphique 35 : Dette à long terme du Paraguay, milliards de dollars



Graphique 36 : Dette à long terme de l'Uruguay, milliards de dollars

Source : UN Statistical database. En ligne : http://unstats.un.org/unsd/cdb/cdb_help/cdb_quick_start.asp, [consulté en juillet et août 2005]